

CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK
GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK

SEANCE DU 20 NOVEMBRE 2024
VERGADERING VAN 20 NOVEMBER 2024

PRÉSENTS-AANWEZIG : M.-h. Frederic Nimal, Bourgmestre ff-Président-wnd Burgemeester-Voorzitter; MM.-hh. Vincent Vanhalewyn, Mehmet Bilge, Echevin-Schepenen; Mmes-mevr. Adelheid Byttebier, Sihame Haddioui, Echevine-Schepenen; MM.-hh. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Echevin-Schepenen; MM.-hh. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mme-mevr. Cécile Jodogne, MM.-hh. Emin Ozkara, Sadik Koksak, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mme-mevr. Angelina Chan, M.-h. Hasan Koyuncu, Mmes-mevr. Done Sonmez, Lorraine De Fierlant, MM.-hh. Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mmes-mevr. Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, MM.-hh. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes-mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, MM.-hh. Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Yuri De Belder, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mme-mevr. Marie Gervais, MM.-hh. Anthony Baert, Anton Schuurmans, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. David Neuprez, Secrétaire Communal-Gemeentesecretaris.

ABSENTS-AFWEZIG : -

EXCUSÉS-VERONTSCHULDIGD : MM.-hh. Mohamed Echouel, Michel De Herde, Echevin-Schepenen; Mme-mevr. Deborah Lorenzino, Echevine-Schepen; Mmes-mevr. Claire Geraets, Emel Dogancan kotaoglu, MM.-hh. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Mme-mevr. Ange-Raissa Uzanziga, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. Philippe Den Haene, Secrétaire Communal Adjoint-Adjunct gemeentesecretaris.

EN DÉBUT DE SÉANCE-İN HET BEGIN VAN DE VERGADERING : -

M. Nimal, Bourgmestre ff, préside l'assemblée qu'elle ouvre en séance publique à 18 heures et 30 minutes.

De openbare vergadering wordt geopend om 18.30 uur onder voorzitterschap van mhr. Nimal, wnd Burgemeester.

Elle est satisfaite au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et le procès-verbal de la séance du 16/10/2024 (18:30) est tenu sur le bureau à la disposition des membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de notulen van de vergadering van 16/10/2024 (18:30) zijn ter beschikking van de raadsleden ter tafel neergelegd.

Monsieur van den Hove est désigné par le sort pour voter le premier lors du vote par appel nominal.

De heer van den Hove is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke stemming.

COMMUNICATIONS – MEDEDELINGEN

* * * * *

Monsieur le Bourgmestre ff fait une communication concernant une interpellation citoyenne qui a été refusée en application de l'article 73 du Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal

* * * * *

* * * * *

Monsieur le Bourgmestre ff fait une communication relative à l'élection des membres du conseil de police et du conseil de l'action sociale
Madame Lahssaini intervient
Monsieur le Bourgmestre ff répond

* * * * *

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING

SECRÉTAIRE COMMUNAL -- GEMEENTESCRETARIS

Bureau des Assemblées -- Kantoor der Vergaderingen

SP 1.- Mise à l'honneur des conseillers communaux sortant -- Huldiging van de uittredende gemeenteraadsleden

Monsieur le Bourgmestre ff intervient et fait un discours en mettant en honneur les conseillers communaux non élus suites aux élections du 13 octobre 2024
Monsieur van den Hove intervient
Madame Chan, Monsieur Bouhjar, Madame Petre, Monsieur Vanhalewyn, Monsieur Clerfayt, Madame Lahssaini et Monsieur Vanhalewyn interviennent
Monsieur Nimal remet une médaille souvenir ainsi que quelques goodies aux conseillers communaux sortant

* * * * *

La séance est interrompue de 19h20 à 19h45 -- De vergadering wordt onderbroken van 19.20 uur tot 19.45 uur

* * * * *

* * * * *

Madame Ben Abbou et Madame de Fierlant quittent la séance -- Mevrouw Ben Abbou en Mevrouw de Fierlant verlaten de vergadering

* * * * *

* * * * *

Monsieur le Bourgmestre ff fait part d'une modification de l'ordre du jour et propose de traiter le point 76 avant les autres points -- De heer wvd Burgemeester stelt voor om een kleine wijziging aan te brengen aan de agenda en punt 76 te behandelen voor de andere punten.

* * * * *

SP 2.- Désignation d'un Secrétaire communal faisant fonction en cas d'empêchement du Secrétaire communal et du Secrétaire communal adjoint - Approbation -- Aanduiding van een dd Gemeentesecretaris in geval van verhindering van de heer Gemeentesecretaris en de heer Adjunct-Gemeentesecretaris - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 44, al. 2 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 50 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant que, en cas d'empêchement ou d'absence du Secrétaire communal, c'est le Secrétaire communal adjoint que le remplace d'office ;

Considérant que, si lui-même est empêché ou que le poste est vacant, le conseil communal désigne un Secrétaire faisant fonction ;

DECIDE :

1. De désigner comme Secrétaire faisant fonction M. Pascal Vincent, Directeur du Département Affaires générales
2. En cas d'empêchement de M. Pascal Vincent, Directeur du Département Affaires générales, de désigner comme Secrétaire faisant fonction Mme Françoise LUC, Directrice du Département Ressources Humaines

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 44, I. 2 van de Nieuwe Gemeentewet

Gelet op artikel 50 van de Nieuwe Gemeentewet,

Overwegende dat, in geval van verhindering of afwezigheid van de Gemeentesecretaris, deze automatisch vervangen wordt door de heer Adjunct-Gemeentesecretaris;

Overwegende dat, indien hijzelf verhindert is of indien de vacature van het ambt vrij is, de gemeenteraad een wvd Gemeentesecretaris aanduidt;

BESLUIT

1. om de heer Pascal VINCENT, Directeur van het Departement Algemene Zaken, als wvd Gemeentesecretaris aan te duiden
2. in geval van verhindering van de heer Pascal VINCENT, Directeur van het Departement Algemene Zaken, Mevrouw Françoise LUC, Directrice van het Departement Human Resources, als wvd Gemeentesecretaris aan te duiden

Service d'appui -- Ondersteuningsdienst

SP 3.- Projet WePulse – Conclusion d'une convention avec Iristeam asbl -- WePulse project

– Sluiting van een overeenkomst met Iristeam vzw

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu le chapitre V de la nouvelle loi communale (articles 232-238) ;

Vu décret et ordonnance conjoints de la Commission communautaire française, la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune du 1^{er} février 2024 relatifs à la transition numérique des autorités publiques ;

Vu l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du FRBRTC (Ordonnance FRBRTC) ;

Vu l'arrêté de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2023 attribuant aux communes des prêts en exécution de l'article 2, §.4 de l'Ordonnance FRBRTC visant à participer au financement d'investissements dans le cadre du Programme WePulse ;

Vu les décisions du Conseil communal quant au projet WePulse lors de ses séances du 31/05/2023 et 20/12/2023 ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale et Paradigm développe depuis 2020 un programme d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux, dénommé WePulse ;

Considérant que la Commune a décidé de participer que pour la partie Finances, Soft-RH & Hard-Rh du projet. Que la Commune n'est pas une des communes « pilotes » du projet ;

Considérant qu'il est nécessaire d'encadrer le projet WePulse par une convention de services ;

Qu'Iristeam a rédigé une convention basée les différentes réunions du projet. Que la structure de la convention est la suivante :

- Niveau 1 : Cadre générique général ou convention faîtière qui encadre la relation contractuelle ;

- Niveau 2 : Cadre particulier par domaine qui explique chaque domaine d'activité (p.ex. Hard-RH, Soft-RH,...) ;
- Niveau 3 : Fiches services qui expliquent les services rendus par Iristeam asbl et ses sous-traitants pour chaque domaine ;
- Niveau 4 : Cadre général qui correspond aux services généraux et de maintenance rendu par Iristeam asbl et ses sous-traitants ;

Que les niveau 2 à 4 sont des contrats accessoires de la convention faïtière qui seront rédigés ultérieurement. Que les éléments RGPD sont incorporés dans chaque niveau ;

Attendu que la Commune doit conclure la convention faïtière (en annexe) afin d'organiser ses relations avec Iristeam asbl et en exécution de l'Arr.Gouv.Bxl du 7 décembre 2023. Que cette convention est conclue en présence de Paradigm qui est le sous-traitant principal d'Iristeam dans le projet WePulse ;

Attendu que plusieurs services communaux (Appui du Secrétaire communal, DPO, IT, RH, Finances, APM et Affaires Juridiques) ont relu les multiples versions de la convention faïtière lors de la phase précontractuelle ;

Attendu qu'un subside de € du FRBRTC subventionne le développement du projet WePulse mais que la Commune devra payer dans le futur la licence d'exploitation et la maintenance de WePulse ;

Attendu que le Conseil donne délégation au Collège des Bourgmestre et Echevins pour conclure avec Iristeam asbl les contrats en exécution (niveau 2 à 4) de cette convention faïtière ;

DECIDE :

1. De prendre acte du suivi du projet WePulse et de la structure contractuelle négociée avec Iristeam asbl ;
2. D'approuver la convention faïtière (en annexe) avec Iristeam asbl ;
3. De donner délégation au Collège des Bourgmestre et Echevins pour conclure les contrats en exécution (niveau 2 à 4) de cette convention faïtière. Le Collège présentera ceux-ci au Conseil pour information.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op titel V van de nieuwe gemeentewet (artikelen 232-38;

Gelet op de gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie d.d. 1^{ste} februari 2024 betreffende de digitale transitie van de overheidsinstanties;

Gelet op de ordonnantie d.d. 8 april 1993 houdende oprichting van het BGHGT (Ordonnantie BGHGT);

Gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering d.d. 7 december 2023 tot toekenning van leningen aan de Gemeenten in uitvoering van artikel 2, §.4 van de Ordonnantie BGHGT tot deelname aan de financiering van investeringen in het kader van het programma WePulse;

Gelet op de beslissingen van de Gemeenteraad betreffende de WePulse project van de zittingen d.d. 31/05/2023 en 20/12/2023;

Gelet op het verslag van het College van Burgmaster en Schepenen;

Overwegende dat de Brussels Hoofdstedelijk Gewest een programma voor informatisering en digitale transformatie van de lokale besturen, genoemd WePulse, ontwikkeld sinds 2020.

Overwegende dat de Gemeente heeft beslist alleen voor de delen Financiën, Soft-HR & Hard-HR van het project deel te nemen. Dat de gemeente niet een van de "proef"-gemeenten voor het project is;

Overwegende dat het noodzakelijk is om het project WePulse te omkaderen door een dienstenovereenkomst;

Dat Iristeam een overeenkomst op stelt gebaseerd op de verschillend project reünies. Dat de structuur van de overeenkomst het volgende is :

- Niveau 1 : Algemeen generiek kader of koepel overeenkomst die de contractuele relatie omkadert;
- Niveau 2 : : Specifiek kader per domein dat elk activiteitendomein toelicht (bijv. Hard-HR, Soft-HR,...);
- Niveau 3 : Dienstenfiches die de diensten van Iristeam vzw en haar onderaannemers voor elk domein toelichten ;

- Niveau 4 : Algemeen kader dat overeenstemt met de algemene en onderhoudsdiensten van Iristeam vzw en haar onderaannemers;

Dat de niveaus 2 tot 4 aanvullende contracten van de koepel overeenkomst zijn die later zullen opgesteld worden. Dat AVG/GDPR elementen zijn toegevoegd in elk niveau;
Overwegende dat de Gemeente moet de koepel overeenkomst sluiten (in de bijlagen) om de relatie met Iristeam vzw te organiseren en in uitvoering van Bes.Reg.Bxl d.d. 7 december 2023. Dat die overeenkomst is aangegaan met de aanwezigheid van Paradigm die de hoofdonderaannemer van Iristeam is in het WePulse project;
Overwegende dat, in de precontractuele fase meerdere gemeentediensten (Gemeensecretaris Ondersteuning, DPO, IT, HR, Financiën, ABP et Juridische zaken) de verschillende versies van de koepel overeenkomst hebben herlezen;
Overwegende dat een subsidie van € van het BGHGT subsidieert de ontwikkeling van het WePulse-project maar dat de Gemeente in de toekomst de exploitatielicentie en het onderhoud van WePulse zal moeten betalen
Overwegende dat de Gemeenteraad het College van Burgemeester en Schepenen machtigt om de overeenkomsten in uitvoering (niveau 2 tot 4) van de koepel overeenkomst aan te gaan;

BESLUIT

1. Akte te nemen van de opvolging van het project WePulse en van de onderhandelde contractuele structuur met Iristeam vzw;
2. de koepel overeenkomst met Iristeam asbl, goed te keuren;
3. machtiging te geven aan het College van Burgemeester en Schepenen om de overeenkomsten in uitvoering (niveau 2 tot 4) van de koepel overeenkomst aan te gaan. Het College zal deze overeenkomsten leggen voor de Raad ter informatie.

FINANCES / RECEVEUR COMMUNAL -- FINANCIËN / GEMEENTEONTVANGER

Contrôle -- Controle

SP 4.- ASBL "Explore.Brussels" - Comptes 2023 - Prise d'acte -- VZW "Explore.Brussels" - Rekeningen 2023 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes de l'ASBL "Explore.Brussels" affichent un résultat positif de 10.997,00€ et des fonds propres s'élevant à 113.544,00€ pour l'exercice 2023.

Vu la décision du 15 octobre 2024 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 10.997,00€ et des fonds propres s'élevant à 113.544,00€ pour l'exercice 2023.

PREND ACTE

Des comptes 2023 de l'ASBL "Explore.Brussels", déposés au dossier, qui affichent un résultat positif de 10.997,00€ et des fonds propres s'élevant à 113.544,00€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 goedkeurend het

reglement betreffende de gemeentelijke toelagen.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Explore.Brussels" een positief saldo van 10.997,00€ en eigen vermogen van 113.544,00€ voor het dienstjaar 2023 vertonen. Gelet op de beslissing van 15 oktober 2024 waar het College akte neemt van het positief saldo van 10.997,00€ en eigen vermogen van 113.544,00€ voor het dienstjaar 2023.

NEEMT AKTE

van de, bij het dossier gehechte, rekeningen 2023 van de VZW "Explore.Brussels", die een positief saldo van 10.997,00€ en eigen vermogen van 113.544,00€ vertonen.

SP 5.- ASBL "La Gerbe" - Comptes 2023 - Prise d'acte -- VZW "La Gerbe" - Rekeningen 2023
- Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu les délibérations du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes de l'ASBL "La Gerbe" affichent un résultat négatif de -3.393,00€ et des fonds propres s'élevant à 180.607,00€ pour l'exercice 2023.

Vu la décision du 22 octobre 2024 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -3.393,00€ et des fonds propres s'élevant à 180.607,00€ pour l'exercice 2023.

PREND ACTE

Des comptes 2023 de l'ASBL "La Gerbe", déposés au dossier, qui affichent un résultat négatif de -3.393,00€ et des fonds propres s'élevant à 180.607,00€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 goedkeurend het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "La Gerbe" een negatief saldo van -3.393,00€ en eigen vermogen ter waarde van 180.607,00€ voor het dienstjaar 2023 vertonen.

Gelet op de beslissing van 22 oktober 2024 waar het College akte neemt van het negatief saldo van -3.393,00€ en eigen vermogen van 180.607,00€ voor het dienstjaar 2023.

NEEMT AKTE

De rekeningen van de VZW "La Gerbe", bij het dossier gehechte, die een negatief saldo van -3.393,00€ en eigen vermogen van 180.607,00€ voor het dienstjaar 2023 vertonen.

SP 6.- ASBL "Liens de Quartier Petite Enfance" en abrégé "LQPE" - Comptes 2023 - Prise d'acte -- VZW "Liens de Quartier Petite Enfance" in afkorting "LQPE" - Rekeningen 2023
- Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines

subventions.

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes 2023 de l'ASBL "LQPE" affichent un résultat positif de 1.109,00€ et des fonds propres s'établissant à 110.837,00€.

Vu la décision du 12 novembre 2024 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 1.109,00€ et des fonds propres s'établissant à 110.837,00€ pour l'exercice 2023.

PREND ACTE

Des comptes 2023 de l'ASBL "Liens de Quartier Petite Enfance", déposés au dossier, qui affichent un résultat positif de 1.109,00€ et des fonds propres s'établissant à 110.837,00€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de 27 maart 2019 goedkeurend het règlement betreffende de gemeentelijke toelagen.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "LQPE" een positief saldo van 1.109,00€ en eigen vermogen ter waarde van 110.837,00€ voor het dienstjaar 2023 vertonen.

Gelet op de beslissing van 12 novembre 2024 waar het College akte neemt van het positief saldo van 1.109,00€ en eigen vermogen van 110.837,00€ voor het dienstjaar 2023.

NEEMT AKTE

van de, bij het dossier gehechte, rekeningen 2023 van de VZW "Liens de Quartier Petite Enfance", die een positief saldo van 1.109,00€ en eigen vermogen van 110.837,00€ vertonen.

SP 7.- ASBL "Ludothèque Sésame" - Comptes 2023 - Prise d'acte -- VZW "Ludothèque Sésame" - Rekeningen 2023 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu les délibérations du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant les comptes 2023 de l'ASBL "Ludothèque Sésame" affichant un résultat négatif de -2.718,52€ et des fonds propres négatifs s'élevant à -9.524,37€.

Vu la décision du 05 novembre 2024 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -2.718,52€ et des fonds propres négatifs s'élevant à -9.524,37€ pour l'exercice 2023.

PREND ACTE

Des comptes 2023 de l'ASBL "Ludothèque Sésame", déposés au dossier, qui affichent un résultat négatif de -2.718,52€ et des fonds propres négatifs s'élevant à -9.524,37€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 goedkeurend het règlement betreffende de gemeentelijke toelagen.

Overwegende dat de rekeningen 2023 van de VZW "Ludothèque Sésame" een négatif saldo van -2.718,52€ en négatif eigen vermogen ter waarde van -9.524,37€ vertonen.

Gelet op de beslissing van 05 novembre 2024 waar het College akte neemt van het négatif saldo van -2.718,52€ et négatif eigen vermogen van -9.524,37€ voor het dienstjaar 2023.

NEEMT AKTE

van de, bij het dossier gehechte, rekeningen 2023 van de VZW "Ludothèque Sésame", die een negatief saldo van -2.718,52€ en negatief eigen vermogen van -9.524,37€ vertonen.

SP 8.- ASBL "VIA" - Comptes 2023 - Prise d'acte -- VZW "VIA" - Rekeningen 2023 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu les délibérations du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes de l'ASBL "VIA" affichent un résultat positif de 1.598,64€ et des fonds propres s'élevant à 7.893,57€ pour l'exercice 2023.

Vu la décision du 15 octobre 2024 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 1.598,64€ et des fonds propres s'élevant à 7.893,57€ pour l'exercice 2023.

PREND ACTE

Des comptes 2023 de l'ASBL "VIA", déposés au dossier, qui affichent un résultat positif de 1.598,64€ et des fonds propres s'élevant à 7.893,57€

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslagingen van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 goedkeurend het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "VIA" een positief saldo van 1.598,64€ en eigen vermogen ter waarde van 7.893,57€ voor het dienstjaar 2023 vertonen.

Gelet op de beslissing van 15 oktober 2024 waar het College akte neemt van het positief saldo van 1.598,64€ en eigen vermogen van 7.893,57€ voor het dienstjaar 2023.

NEEMT AKTE

van de, bij het dossier gehechte, rekeningen 2023 van de VZW "VIA", die een positief saldo van 1.598,64€ en eigen vermogen van 7.893,57€ vertonen.

SP 9.- ASBL Mission Locale de Schaerbeek pour l'Emploi et la Formation, en abrégé "Milocs" - Comptes 2023 - Prise d'acte -- VZW Mission Locale de Schaerbeek pour l'Emploi et la Formation, in afkorting "Milocs" - Rekeningen 2023 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant les comptes 2023 de l'ASBL "Milocs" affichant un résultat positif de 123.431,00€ et des fonds propres s'élevant à 584.908,00€.

Vu la décision du 22 octobre 2024 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 123.431,00€ et des fonds propres s'élevant à 584.908,00€ pour l'exercice 2023.

PREND ACTE

Des comptes 2023 de l'ASBL "Mission Locale de Schaerbeek pour l'Emploi et la Formation", déposés au dossier, qui affichent un résultat positif de 123.431,00€ et des fonds propres s'élevant à 584.908,00€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 goedkeurend het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Milocs" een positief saldo van 123.431,00€ en eigen vermogen ter waarde van 584.908,00€ voor het dienstjaar 2023 vertonen.

Gelet op de beslissing van 22 oktober 2024 waar het College akte neemt van het positief saldo van 123.431,00€ en eigen vermogen van 584.908,00€ voor het dienstjaar 2023.

NEEMT AKTE

van de, bij het dossier gehechte, rekeningen 2023 van de VZW "Mission Locale de Schaerbeek pour l'Emploi et la Formation", die een positief saldo van 123.431,00€ en eigen vermogen van 584.908,00€ vertonen.

SP 10.- ASBL Sport 10 30 - Comptes 2023 - Prise d'acte -- VZW Sport 10 30 - Rekeningen 2023 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes de l'ASBL «Sport 10 30» affichent un résultat négatif de - 65.053,00€ et des fonds propres négatifs s'établissant à -24.929,00€ pour l'exercice 2023.

Vu la décision du 05 novembre 2024 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de - 65.053,00€ et des fonds propres négatifs s'établissant à -24.929,00€ pour l'exercice 2023.

PREND ACTE

Des comptes 2023 de l'ASBL "Sport 10 30", déposés au dossier, qui affichent un résultat négatif de -65.053,00€ et des fonds propres négatifs s'établissant à -24.929,00€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 maart 2019, het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen goedkeurend.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Sport 10 30" een negatief saldo van - 65.053,00€ en een negatief eigen vermogen ter waarde van -24.929,00€ voor het dienstjaar 2023 vertonen.

Gelet op de beslissing van 05 november 2024 waarin het college akte neemt van het negatief saldo van -65.053,00€ en een negatief eigen vermogen van -24.929,00€ voor het dienstjaar 2023.

NEEMT AKTE

van de, bij het dossier gehechte, rekeningen 2023 van de VZW "Sport 10 30", die een negatief saldo van -65.053,00€ en een negatief eigen vermogen van -24.929,00€ vertonen.

Enrôlement -- Inkohierungen

SP 11.- Règlement-taxé fixant les centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique - Exercice d'imposition 2025 -
Renouvellement -- Reglement vaststellend de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies - Aanslagjaar 2025 - Hernieuwing

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 21 voix contre 0 et 15 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 21 stem(men) tegen 0 en 15 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 21 voix contre 0 et 15 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 41, 162 et 170, § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13 ;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, chapitres III, IV, V, VI, VII, et VIII du Titre I, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017

établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016

relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/2;

Revu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 20 décembre 2023 votant le règlement-taxé fixant les centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2024;

Considérant que la commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public ;

Vu pour le surplus, le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 octobre 2024 et le dossier administratif,

Vu la situation financière de la commune,

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour l'exercice 2025, une taxe sur 4384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Article 2

L'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 3

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 4

Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 21 stem(men) tegen 0 en 15 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op de artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarin een begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13;

Gelet op de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hoofdstukken III, IV, V, VI, VII et VIII van Titel I en latere wijzigingen;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/2;

Herziende de beraadslaging van de gemeenteraad van Schaarbeek van 20 december 2023 tot goedkeuring van het reglement vaststellend de opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies voor het aanslagjaar 2024;

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren.

Gelet bovendien, op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 oktober 2024 en het administratief dossier,

Gelet op de financiële toestand van de gemeente,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1

Voor het aanslagjaar 2025 wordt een belasting gevestigd op 4384 opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies.

Artikel 2

De opcentiemen zullen worden gevestigd en geïnd door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Artikel 3

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegevens gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente

Artikel 4

Dit reglement wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit

SP 12.- Règlement fixant les centimes additionnels communaux au précompte immobilier - Exercice d'imposition 2025 -- Reglement vaststellend de gemeentelijke opcentiemen geheven op de onroerende voorheffing - Aanslagjaar 2025

Monsieur Guillaume intervient

Monsieur Clerfayt intervient et dépose l'amendement suivant : au points 12 et 13,

dans la délibération, à l'article 1, remplacer '2025' par '2025, 2026 et 2027'
Madame Lahssaini, Monsieur Bouhjar et Monsieur Verzin interviennent
Monsieur Guillaume réplique et propose un sous amendement
Monsieur Vanhalewyn répond
Monsieur Clerfayt et Monsieur Guillaume répliquent
Monsieur le Bourgmestre ff intervient et propose de voter sur ces points

Vote à mains levées sur l'amendement de Monsieur Clerfayt -- Stemmen met handopsteken op het amendement van de heer Clerfayt :

17 voix pour, 20 voix contre et 0 abstentions -- 17 stemmen voor, 20 stemmen tegen en 0 onthoudingen

L'amendement est rejeté -- Het amendement is verworpen

Vote à mains levées sur le point -- Stemming met handopsteken op het punt :

17 voix pour, 3 voix contre et 17 abstentions -- 17 stemmen voor, 3 stemmen tegen en 17 onthoudingen

Le point est approuvé par la majorité des voix -- Dit punt wordt aangenomen met meerderheid van stemmen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 17 voix contre 3 et 17 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 17 stem(men) tegen 3 en 17 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 17 voix contre 3 et 17 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu le Code des Impôts sur les Revenus 1992, notamment l'article 464,1 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er}, l'article 118, alinéa 1^{er}, et l'article 260;

Vu les dispositions du plan triennal pour les années 2024 à 2026 adopté par le Conseil communal le 29 mai 2024, qu'aucune modification du nombre des centimes additionnels communaux n'est envisagée en ce qui concerne le précompte immobilier, pour l'exercice d'imposition 2025 ;

Vu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 23 février 2022 fixant pour les années 2023 et 2024 le taux des centimes additionnels communaux au précompte immobilier à 4191 ;

Compte tenu de la nécessité de garder des ressources financières suffisantes pour faire face aux besoins de notre population ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 octobre 2024 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE :

Article 1. : Il sera perçu pour l'exercice d'imposition 2025, 4191 centimes additionnels communaux au précompte immobilier à charge des propriétaires de biens immobiliers imposables, à l'exception du matériel et outillage, dans la Commune au premier janvier de l'année qui donne son nom à cet exercice.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 17 stem(men) tegen 3 en 17 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 464, 1 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen 1992;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, bijzonder artikel 117, alinea 1, artikel 118, alinea 1 en artikel 260;

Gelet op de bepalingen van het driejaarlijks plan voor de jaren 2024 tot 2026 aangenomen door de Gemeenteraad op 29 mei 2024, dat er voor wat betreft de gemeentelijke opcentiemen geheven op de onroerende voorheffing, voor het aanslagjaar 2025, geen wijziging is voorzien;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 23 februari 2022

vaststellend de gemeentelijke opcentiemen geheven op de onroerende voorheffing voor de aanslagjaren 2023 en 2024 op 4191;

Rekening houdend met de noodzaak om over de nodige financiële middelen te beschikken

om aan de behoeften van onze bevolking te voldoen;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 oktober 2024

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 - Er worden, voor het aanslagjaar 2025, 4191 gemeentelijke opcentiemen geheven op de onroerende voorheffing ten laste van de eigenaars van onroerende goederen belastbaar in de gemeente, met uitzondering van materieel en outillage, op 1 januari van het jaar dat zijn naam geeft aan dat aanslagjaar.

SP 13.- Taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques – Exercice d'imposition 2025 -- Aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting – Aanslagjaar 2025

Vote à mains levées sur l'amendement de Monsieur Clerfayt -- Stemmen met handopsteken op het amendement van de heer Clerfayt :

17 voix pour, 20 voix contre et 0 abstentions -- 17 stemmen voor, 20 stemmen tegen en 0 onthoudingen

L'amendement est rejeté -- Het amendement is verworpen

Vote à mains levées sur le point -- Stemming met handopsteken op het punt :

17 voix pour, 3 voix contre et 17 abstentions -- 17 stemmen voor, 3 stemmen tegen en 17 onthoudingen

Le point est approuvé par la majorité des voix -- Dit punt wordt aangenomen met meerderheid van stemmen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 17 voix contre 3 et 17 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 17 stem(men) tegen 3 en 17 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 17 voix contre 3 et 17 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment les articles 465 à 470 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er}, l'article 118, alinéa 1^{er} et l'article 260 ;

Vu les dispositions du plan triennal pour les années 2024 à 2026 adopté par le Conseil communal le 29 mai 2024, qu'aucune modification de taux n'est envisagée en ce qui concerne la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, pour l'exercice d'imposition 2025 ;

Revu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 23 février 2022 fixant à 4,6 % la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques pour les exercices 2023 et 2024 ;

Compte tenu de la nécessité de garder des ressources financières suffisantes pour faire face aux besoins de notre population, il s'avère indispensable de maintenir cette source de revenus tout en conservant un taux acceptable ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 octobre 2024 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour l'exercice d'imposition 2025, une taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans la Commune au 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice.

Article 2

La taxe est fixée à 4,6% de la partie calculée conformément aux articles 466 et 466 bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992, comme stipulé à l'article 468 du Code des Impôts sur les Revenus 1992.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 17 stem(men) tegen 3 en 17 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd
Gelet op het Wetboek van de Inkomstenbelasting 1992, bijzonder de artikelen 465 tot 470;
Gelet op de nieuwe Gemeentewet, bijzonder artikel 117, alinea 1, artikel 118, alinea 1, en artikel 260;
Gelet op de bepalingen van het driejaarlijks plan voor de jaren 2024 tot 2026 aangenomen door de Gemeenteraad op 29 mei 2024, dat er voor wat betreft de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, voor het aanslagjaar 2025, geen tariefwijziging is voorzien;
Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van zijn raadsbesluit van 23 februari 2022 houdende de vaststelling op 4,6% van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting voor de aanslagjaren 2023 en 2024;
Rekening houdend met de behoefte om over de nodige financiële middelen te beschikken om aan de behoeften van onze bevolking te voldoen, het noodzakelijk is deze bron van financiën te behouden mits het bewaren van een acceptabele aanslagvoet;
Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 oktober 2024;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,
BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt, voor het aanslagjaar 2025, een aanvullende gemeentebelasting geheven op de personenbelasting ten laste van de inwoners van het Koninkrijk welke belast worden in de Gemeente op 1 januari van het jaar dat aan dat aanslagjaar zijn naam geeft.

Artikel 2

De belasting is vastgesteld op 4,6 % van het gedeelte berekend overeenkomstig de artikelen 466 en 466bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992, zoals gesteld in artikel 468 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

* * * * *

Madame Haddioui et Monsieur Bilge quittent la séance et Madame Be Abbou entre en séance -- Mevrouw Haddioui en de heer Bilge verlaten de vergadering en Mevrouw Ben Abbou treedt ter vergadering

* * * * *

SP 14.- Taxe sur la malpropreté publique et les faits générateurs de salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci ainsi que sur les conteneurs à déchets commerciaux - Exercices 2025 à 2027 – Modification -- Belasting op de openbare vervuiling of de oorzaken van vervuiling van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze alsmede op containers voor commercieel afval - Aanslagjaren 2025 tot 2027 – Wijziging

Madame Lahssaini intervient

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 20 voix contre 0 et 16 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 20 stem(men) tegen 0 en 16 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 20 voix contre 0 et 16 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution, qui consacre l'autonomie fiscale des communes sous réserve des exceptions légales ;
Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er} et l'article 118, alinéa 1^{er} ;
Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;
Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;
Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;
Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la

Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets, telle que modifiée à ce jour, et le règlement régional du 19 décembre 2008 relatif à l'enlèvement par la collecte des immondices ;

Revu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 29 mars 2023 votant le règlement relatif à la taxe sur la malpropreté publique et les faits générateurs de salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci ainsi que sur les conteneurs à déchets commerciaux, pour les exercices 2023 à 2027 ;

Vu les bilans statistiques du Service Schaerbeek Propreté & Espaces Verts, notamment ceux des années 2021 à 2023, indiquant une forte présence des salissures sur l'espace public et nécessitant un nombre important d'interventions du Service Schaerbeek Propreté & Espaces Verts, soit une moyenne de près de 81.700 interventions par an ;

Vu le bilan et le programme de la cellule pédagogique du Service Schaerbeek Propreté & Espaces Verts, visant à informer et sensibiliser les Schaerbeekois dès l'enfance au respect de la propreté dans l'espace public ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer des recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la propreté publique ;

Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant les taux ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Considérant que les communes ont, entre autres, la compétence d'assurer et de rétablir la propreté publique et qu'à cet égard il est admissible qu'elles fassent contribuer les citoyens à cet objectif ;

Considérant que les agents communaux du Service Schaerbeek Propreté & Espaces Verts, au cours des trois dernières années, ont effectué en moyenne 6.800 interventions par mois pour l'enlèvement des déchets sauvages sur l'espace public et ont collecté en moyenne 10 tonnes de déchets par jour dont ceux présents sur l'espace public (hors collecte des sacs-poubelles effectuée par l'Agence Bruxelles-Propreté et nonobstant le balayage communal des rues, effectué au minimum 3 jours sur 7) ;

Vu la nécessité de prévoir un traitement différencié en fonction de la nature et du volume de l'objet déposé clandestinement en raison des difficultés liées à son enlèvement ;

Considérant qu'une différenciation raisonnable du montant de la taxe par sac d'immondices abandonné en fonction de sa conformité ou non avec les réglementations régionales et communales s'impose et que ceci incite au respect des réglementations précitées ;

Considérant que pour le sac, récipient ou paquet d'immondice présenté conformément aux dispositions réglementaires régionales et communales (sac agréé et fermé, récipient ou paquet conforme, poids maximum, nature des déchets, heures et lieu de dépôt), mais non rentré après ne pas avoir été récolté par le Service compétent, l'existence du fait générateur doit s'apprécier en tenant compte de l'article 22, alinéa 5, du règlement général de police de la Commune ;

Considérant que l'entreposage irrégulier d'un conteneur à déchets sur la voie publique nuit à la libre circulation des personnes et/ou des véhicules et induit potentiellement des atteintes à la propreté publique ;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir sur ce point un traitement différencié en fonction de la qualité du redevable de la taxe (privé ou professionnel) ;

Considérant que l'utilisation des conteneurs à déchets commerciaux s'avère dans la pratique spécifiquement problématique pour la propreté et la commodité de passage ; que l'utilisation d'un conteneur commercial permet le bon déroulement d'une activité commerciale, laquelle génère des revenus ; qu'il s'indique d'assurer la nécessaire sensibilisation des commerces au volume de leurs déchets ; que les commerces étant souvent regroupés sur une même artère, côte à côte, les conteneurs s'avoisinent dès lors, risquant de nuire à la sécurité des piétons et des véhicules ;

Considérant que l'un des objectifs du présent règlement est de dissuader l'accomplissement de tels faits portant ou pouvant porter atteinte à la propreté publique ;

Considérant que la nécessaire lutte contre les actes de malpropreté justifie l'application d'une majoration de la taxe à toutes les formes de salissures en cas de récidive ;

Considérant qu'il convient de promouvoir la propreté publique et de responsabiliser

davantage le citoyen en cette matière ;
 Considérant à cet égard que la cellule pédagogique d'éducation à la propreté et au respect de la nature prend en charge l'important volet lié à l'information (notamment aux primo-arrivants) et à la sensibilisation (organisation d'activités dans les écoles, partenariats avec les asbl locales/comités de quartier afin de promouvoir et favoriser les initiatives citoyennes, notamment « Schaerbeek Tout Propre », et participe à des événements thématiques ;
 Vu pour le surplus, les rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins des 20 août et 15 octobre 2024 et le dossier administratif ;
 Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

SECTION I - Dispositions relatives à la malpropreté publique et les faits générateurs de salissures autres que ceux concernant les conteneurs à déchets commerciaux

Article 1

Il est établi pour les exercices 2025 à 2027 inclus, une taxe communale sur la malpropreté publique et les faits générateurs de salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci.

Sont visés :

1. le dépôt ou l'abandon de déchets ou d'objets en dehors des endroits prévus ou spécialement aménagés à cet effet ainsi que le dépôt de sacs de déchets dans une corbeille publique ; Au sens du présent règlement, les déchets sont toute substance ou tout objet dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire ;
2. le dépôt ou l'abandon d'immondices ou de déchets assimilés aux immondices en dehors des lieux et heures prévus pour leur enlèvement, ainsi que le dépôt ou l'abandon d'immondices ou de déchets assimilés aux immondices dans les fosses d'arbres ; Au sens du présent règlement, les immondices sont les déchets provenant de l'activité normale des ménages ;
3. le fait d'apposer ou de coller des affiches ou des autocollants sur le mobilier urbain ou sur un immeuble ou un ouvrage public ou privé ;
4. le fait ayant pour conséquence de salir les voies ou lieux publics, ou d'y porter atteinte à la propreté publique.

Article 2

La taxe est due solidairement par :

1. la personne qui a effectué le dépôt ou l'abandon ou le détenteur originel de la chose déposée ou abandonnée, lorsque le dépôt ou l'abandon est effectué sur la voie publique, ou, dans les autres cas, l'auteur du dépôt ou de l'abandon, le détenteur originel de la chose déposée ou abandonnée, ou l'occupant ou le propriétaire du fonds sur lequel le dépôt ou l'abandon est effectué ;
2. le propriétaire, le responsable ou le gardien de la personne, de l'animal ou de la chose, au sens des articles 1384 à 1386 du Code civil qui a effectué le dépôt ou l'abandon ou qui a engendré la salissure ;
3. le propriétaire ou l'éditeur responsable de l'affiche ou de l'autocollant, ou la personne qui a apposé ou collé l'affiche ou l'autocollant ;
4. la personne dont l'acte est constitutif d'une salissure au sens du présent règlement.

Article 3

Les taux de la taxe fixés à partir du 1^{er} janvier 2025 sont :

par m ² de voirie salie à l'occasion d'un chantier (par exemple par le passage d'un engin tel que, notamment, une grue ou un camion). En tout état de cause, un montant minimal de € 585,00 sera perçu (TAUX 1)	45,00 €
pour toute salissure occasionnée par une personne ou par la chose, l'animal ou la personne qu'elle a sous sa garde (TAUX 2)	160,00 €
par avaloir bouché (TAUX 3)	225,00 €
par sac, récipient ou paquet d'immondices destiné à l'enlèvement des immondices à domicile, présenté conformément aux dispositions réglementaires régionales et communales (sac agréé et fermé, récipient ou paquet conforme, poids maximum, nature des déchets, lieu de dépôt) mais en dehors des heures de collecte, ou par sac, récipient ou paquet d'immondices présenté conformément aux dispositions réglementaires régionales et communales (sac agréé et fermé, récipient ou paquet conforme, poids maximum, nature des déchets, heures et lieu de dépôt), mais non rentré après ne pas avoir été récolté par le Service compétent (TAUX 4)	110,00 €

par sac , récipient ou paquet d'immondices présenté sans respect des dispositions réglementaires régionales et communales (sac agréé et fermé, paquet compact muni d'un lien solide, récipient conforme, poids maximum, nature des déchets, heure et lieu de dépôt), en telle sorte qu'il n'est pas pris en charge par le Service compétent (TAUX 5)	220,00 €
par m³ de déchets contenant du papier et/ou du carton non destinés à l'enlèvement par collecte des immondices. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1m³ (TAUX 6)	325,00 €
par m³ d'encombrants, sacs, récipients, objets ou déchets non destinés à l'enlèvement par collecte des immondices, à l'exception des déchets de papier, de carton, de construction, démolition ou rénovation tels des gravats, résidus de peinture, plaques de ciment, châssis de portes et fenêtres, etc. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1m³ : • pour le 1^{er} m³ (TAUX 7) • pour le 2^e m³ (TAUX 8) • à partir du 3^e m³ (TAUX 9)	515,00 € 675,00 € 900,00 €
par m² ou fraction de m² de superficie salie par des affiches ou autocollants. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une surface minimale d'1m². (TAUX 10)	290,00 €
par m³ de déchets de construction, démolition ou rénovation tels des gravats, résidus de peinture, plaques de ciment, châssis de portes et fenêtres, etc. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1m³ (TAUX 11)	2.250,00 €

En cas de récidive dans les 2 ans, le taux initial est augmenté de 50%

SECTION II – Dispositions spécifiques aux conteneurs à déchets commerciaux

Article 4

Il est établi pour les exercices 2025 à 2027 inclus, une taxe communale sur les conteneurs à déchets commerciaux présents sur la voie publique en dehors des jours, heures ou lieux prévus pour leur enlèvement.

Article 5

La taxe est due par l'utilisateur du conteneur ou, à défaut d'identification de l'utilisateur, par la personne qui met à disposition de l'utilisateur le conteneur ou, à défaut d'identification de cette personne, par le propriétaire du conteneur.

Article 6

Le taux de la taxe est fixé à partir du 1^{er} janvier 2025 comme suit :

par conteneur à déchets commerciaux présent sur la voie publique en dehors des jours, heures ou lieux mentionnés dans le contrat d'enlèvement passé avec « Bruxelles-Propreté » ou avec un opérateur agréé, étant entendu qu'une tolérance de 2 heures sera d'application en ce qui concerne les heures d'entreposage indiquées dans le contrat :	
• conteneur de 240 litres (TAUX 12)	205,00 €
• conteneur de 660 litres (TAUX 13)	405,00 €
• conteneur de 1.110 litres (TAUX 14)	610,00 €

En cas de récidive dans les 2 ans, le taux initial est augmenté de 50%

Article 7

Les utilisateurs de conteneurs à déchets doivent indiquer sur ceux-ci les informations suivantes :

- Propriétaire du conteneur (ABP/organisme agréé/commerçant)
- Nom et adresse de l'établissement qui utilise le conteneur
- Numéro d'entreprise
- Organisme chargé de la collecte (ABP ou collecteur agréé)
- Jours de collecte
- Heures de collecte
- Endroit de la collecte (nom de rue et numéro)

En cas d'absence d'indication des données reprises ci-dessus, l'utilisateur du conteneur se verra infliger une amende administrative d'un montant de :

- 100 € en cas de premier constat d'infraction ;
- 250 € en cas de second constat d'infraction ;
- 500 € pour les constats postérieurs.

Un délai de 1 mois doit toutefois séparer deux constats d'infraction.

SECTION III – Dispositions communes

Article 8

Toute infraction aux obligations prévues par l'article 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, commise par un redevable ou un tiers en lien avec l'établissement d'une taxe prévue par le présent règlement, donne lieu à une amende administrative de :

- 100 € en cas de premier constat d'infraction ;
- 250 € en cas de second constat d'infraction ;
- 500 € pour les constats postérieurs.

Un délai de 1 mois doit toutefois séparer deux constats d'infraction.

Article 9

La taxe est recouvrée au comptant, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, soit par paiement électronique au compte de la Commune. Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée.

Article 10

Lorsque la taxe est perçue par voie de rôle, le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 11

L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.

Article 12

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant de la taxe.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation. Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe à concurrence de l'incontestablement dû.

Article 13

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toute autre disposition régionale relative à la fiscalité locale.

Article 14

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : constatations faites par des fonctionnaires habilités ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à

des sous-traitants de la Commune.

Article 15

Le présent règlement-taxi remplace, à partir du 1^{er} janvier 2025, le règlement-taxi adopté par le Conseil communal en séance du 29 mars 2023.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 20 stem(men) tegen 0 en 16 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk het artikel 117, alinea 1 en artikel 118, alinea 1;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarin een begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen, zoals gewijzigd tot op heden, en het gewestelijk reglement van 19 december 2008 betreffende de verwijdering van afval door middel van ophalingen;

Herziende de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 29 maart 2023 tot goedkeuring van het belastingreglement op de openbare vervuiling of de oorzaken van vervuiling van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze alsmede op containers voor commercieel afval, voor de aanslagjaren 2023 tot 2027;

Gezien de statistische rapporten van de Dienst Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes, met name die voor de jaren 2021 tot 2023, waaruit blijkt dat de openbare ruimten erg vervuild zijn en die een hoog aantal interventies door de Dienst Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes vereist, namelijk gemiddeld bijna 81.700 interventies per jaar;

Gezien het bilan en het programma van de pedagogische cel van de Dienst Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes, gericht op het informeren en sensibiliseren van Schaarbeekenaars, vanaf hun kindertijd, tot het respecteren van de netheid in de openbare ruimte;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan;

Gezien de noodzaak voor de Gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare netheid te waarborgen;

Overwegende de noodzaak om rekening te houden met de inflatie door de tarieven te indexeren; Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de gemeenten onder andere bevoegd zijn om de openbare netheid te verzekeren en te herstellen en dat het in dit opzicht toelaatbaar is dat zij burgers een bijdrage doen leveren aan dit doel;

Overwegende dat de gemeentelijke beambten van de Dienst Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes gemiddeld 6.800 interventies per maand uitvoeren voor het verwijderen van zwerfafval in de openbare ruimte en gemiddeld 10 ton afval per dag hebben verzameld (exclusief de inzameling van vuilniszakken welke wordt uitgevoerd door het Agentschap Net Brussel en niettegenstaande het gemeentelijk vegen van de straten, uitgevoerd ten minste 3 van de 7 dagen);

Gezien de noodzaak om te voorzien in een verschillende behandeling, afhankelijk van de aard en het volume van het clandestien gedeponerd object vanwege de moeilijkheden in verband met de verwijdering ervan;

Overwegende dat een redelijke differentiatie van het bedrag van de belasting per zak afval achtergelaten noodzakelijk is volgens de overeenstemming ervan of niet met de gewestelijke en gemeentelijke voorschriften en dat dit de naleving van de bovengenoemde voorschriften bevordert;

Overwegende dat voor de zak, recipiënt of huisvuilpakket die is ingediend in overeenstemming met de regionale en gemeentelijke voorschriften (erkende zak en dichtgemaakt, conform recipiënt of verpakking, maximaal gewicht, aard van afval, uren en plaats van buitenzetten), maar werd niet terug binnen genomen nadat deze niet werd ingezameld door de bevoegde Dienst, het ontstaan van een belastbaar feit veroorzaakt door de inachtneming van artikel 22, alinea 5, van het algemene politiereglement van de Gemeente;

Overwegende dat de onjuiste opslag van een afvalcontainer op de openbare weg het vrije verkeer van personen en / of voertuigen belemmert en mogelijk leidt tot inbreuken op de openbare netheid (clandestiene stortingen, enz.);

Overwegende dat het noodzakelijk is om op dit punt een gedifferentieerde behandeling te voorzien, afhankelijk van de hoedanigheid van de belastingbetaler (particulier of professioneel);

Overwegend dat het gebruik van containers voor commercieel afval in de praktijk specifiek problematisch is voor de netheid en het gemak van doorgang; dat het gebruik van een commerciële container de goede werking van een commerciële activiteit mogelijk maakt, wat inkomsten genereert; dat het is aangewezen is om voor de nodige sensibilisering te zorgen bij de bedrijven voor hun hoeveelheid afval; dat de winkels vaak gegroepeerd zijn in dezelfde straat, naast elkaar, de containers aan elkaar grenzen, zijn per definitie gevaarlijk voor de voetgangers en voertuigen;

Overwegende dat één van de doelen van dit reglement het ontmoedigen is van de totstandkoming van dergelijke feiten die de openbare netheid schaden of kunnen schaden;

Overwegende dat de noodzakelijke strijd tegen daden van vervuiling de toepassing van een verhoging van de belasting op alle vormen van vuil rechtvaardigt in geval van recidive;

Overwegende dat het noodzakelijk is de openbare netheid te bevorderen en de verantwoordelijkheid van de burger op dit gebied te vergroten;

Overwegende dat in dit verband, de pedagogische cel voor sensibilisering in netheid en respect voor de natuur, zorgt voor het belangrijke aspect met betrekking tot informatie (vooral voor nieuwkomers) en bewustmaking (organisatie van activiteiten in scholen, samenwerkingsverbanden met lokale verenigingen / wijkcomités om burgerinitiatieven te promoten, met name door "Schaarbeek in het Net"), en deel te nemen aan thematische evenementen;

Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 augustus en 15 oktober 2024 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

AFDELING I – Bepalingen aangaande de openbare vervuiling of de oorzaken van vervuiling andere dan deze betreffende containers voor commercieel afval

Artikel 1

Voor de aanslagjaren 2025 tot en met 2027 wordt een gemeentebelasting vastgesteld op de openbare vervuiling of de oorzaken van vervuiling van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze.

Worden bedoeld:

1. het plaatsen of achterlaten van afval of objecten buiten de voorziene of speciaal daartoe aangelegde plaatsen of iedere plaatsing van een zak met afval in een openbare afvalbak; In de zin van het huidig reglement, verwijst afval naar elke stof of elk voorwerp waarvan de houder zich ontdoet, voornemens is zich te ontdoen of zich moet ontdoen;
2. het plaatsen of achterlaten van huisvuil of met huisvuil gelijkgesteld afval buiten de plaatsen en tijdstippen voorzien voor de ophaling ervan, evenals het storten of achterlaten van huisvuil of afval gelijkgesteld met huisvuil in een boomkuil; In de zin van het huidig reglement, is huisvuil afval van normale huishoudelijke activiteiten;
3. het ophangen of aanplakken van affiches of zelfklevers op het stadsmeubilair of op een openbaar of privaat gebouw of bouwwerk;
4. het feit dat leidt tot de vervuiling van openbare wegen of plaatsen of de openbare netheid in het gedrang brengt.

Artikel 2

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door:

1. de persoon die het afval achterlaat of de persoon die het achtergelaten goed aanvankelijk in zijn bezit had, als dit is gebeurd op de openbare weg, en in de andere gevallen, de auteur, de persoon die het achtergelaten goed aanvankelijk in zijn bezit had

- of de bezetter of de eigenaar van de bodem waarop het afval achtergelaten wordt;
2. de eigenaar, de verantwoordelijke of de houder van de persoon, het dier of de zaak, in de zin van artikel 1384 tot 1386 van het Burgerlijk Wetboek, die het afval heeft achtergelaten of er de vervuiling van heeft teweeggebracht;
 3. de eigenaar of de verantwoordelijke uitgever van de affiche of de zelfklever, of de persoon die de affiche heeft opgehangen of opgeplakt of de zelfklever;
 4. de persoon die een handeling stelt die in de zin van onderhavig reglement tot vervuiling kan leiden.

Artikel 3

De aanslagvoeten vanaf 1 januari 2025 worden als volgt vastgesteld:

per m ² vervuilde weg veroorzaakt door een werf (bvb. door het doorrijden van een werfvoertuig zoals een vrachtwagen of een kraan). In ieder geval, zal een minimum bedrag van € 585,00 worden aangerekend (VOET 1)	45,00 €
voor elke vervuiling veroorzaakt door een persoon of door het ding, het dier of de persoon over wie hij/zij de hoede heeft (VOET 2)	160,00 €
per verstopte straatkolk (VOET 3)	225,00 €
per zak, recipiënt of huisvuilpakket bestemd voor huisvuilophaling, buitengezet conform de gewestelijke en gemeentelijke regelgeving (erkende zak en dichtgemaakt, conform recipiënt of verpakking, maximaal gewicht, aard van afval, plaats van buitenzetten), maar buiten de voorziene uren voor de ophaling, of de zak, recipiënt of huisvuilpakket buitengezet conform de gewestelijke en gemeentelijke regelgeving (erkende zak en dichtgemaakt, conform recipiënt of verpakking, maximaal gewicht, aard van afval, uren en plaats van buitenzetten), maar niet terug binnen genomen nadat deze niet werd ingezameld door de bevoegde Dienst (VOET 4)	110,00 €
per zak, recipiënt of huisvuilpakket buitengezet niet-conform de gewestelijke en gemeentelijke regelgeving (erkende zak en dichtgemaakt, compact pakket dat stevig is ingebonden, conform recipiënt, maximaal gewicht, aard van het afval, op de voorziene uren en plaatsen), op zodanige wijze dat hij niet werd opgehaald door de bevoegde Dienst (VOET 5)	220,00 €
per m ³ afval bestaande uit papier en/of karton dat niet bestemd is voor de huisvuilophaling. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m ³ worden aangerekend (VOET 6)	325,00 €
per m ³ grof vuil, zakken, recipiënten, voorwerpen of afval dat niet bestemd is voor de huisvuilophaling, met uitzondering van papier, karton, bouw-, afbraak- of renovatieafval zoals puin, verfreten, cementplaten, venster- en deurramen, enz. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m ³ worden aangerekend:	
• de 1 ^{ste} m ³ (VOET 7)	515,00 €
• de 2 ^{de} m ³ (VOET 8)	675,00 €
• vanaf de 3 ^{de} m ³ (VOET 9)	900,00 €
per m ² of per fractie m ² bevuilde oppervlakte door een affiche of zelfklever waarbij een minimale oppervlakte van 1m ² zal worden aangerekend. (VOET 10)	290,00 €
per m ³ bouw-, afbraak- of renovatieafval zoals puin, verfreten, cementplaten, venster- en deurramen, enz. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m ³ worden aangerekend (VOET 11)	2.250,00 €

In geval van recidive binnen de 2 jaar, zal de initiële aanslagvoet worden verhoogd met 50%

AFDELING II – Specifieke bepalingen betreffende containers voor commercieel afval

Artikel 4

Voor de aanslagjaren 2025 tot en met 2027 wordt een gemeentebelasting vastgesteld op de containers voor commercieel afval zich bevindend op de openbare weg buiten de dagen, uren en plaatsen voorzien voor hun inzameling.

Artikel 5

De belasting is verschuldigd door de gebruiker van de container of, bij gebrek aan identificatie van de gebruiker, door de persoon die de container beschikbaar stelt aan de gebruiker of, bij gebrek aan identificatie van die persoon, door de eigenaar van de container.

Artikel 6

De aanslagvoeten vanaf 1 januari 2025 worden als volgt vastgesteld:

per container voor commercieel afval zich bevindend op de openbare weg buiten de dagen, uren en plaatsen vermeld in het contract met "Net Brussel" of met een erkende operator, met dien verstande dat een tolerantie van 2 uur van toepassing is op uren gespecificeerd in het contract:	
• container van 240 liter (VOET 12)	205,00 €
• container van 660 liter (VOET 13)	405,00 €
• container van 1.110 liter (VOET 14)	610,00 €

In geval van recidive binnen de 2 jaar, zal de initiële aanslagvoet worden verhoogd met 50%

Artikel 7

De gebruikers van afvalcontainers moeten op deze de volgende informatie vermelden:

- Eigenaar van de container (ANB/erkende organisatie/handelaar)
- Naam en adres van de vestiging die de container gebruikt
- Ondernemingsnummer
- Organisatie belast met de inzameling (ANB of erkend ophaler)
- Ophaaldagen
- Ophaaltijden
- Locatie van inzameling (straatnaam en nummer)

Bij gebrek aan een indicatie van de bovenstaande gegevens zal de gebruiker van de container een administratieve boete ontvangen van:

- 100 € in geval van een eerste vaststelling van inbreuk;
- 250 € in geval van een tweede vaststelling van inbreuk;
- 500 € voor iedere verdere vaststelling.

Een periode van 1 maanden moet echter de twee vaststellingen van inbreuk scheiden.

AFDELING III – Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 8

Elke schending, van de verplichtingen van artikel 6 van de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, gepleegd door een belastingplichtige of een derde in verband met de vaststelling van een belasting waarin dit reglement voorziet, veroorzaakt een administratieve boete ontvangen van:

- 100 € in geval van een eerste vaststelling van inbreuk;
- 250 € in geval van een tweede vaststelling van inbreuk;
- 500 € voor iedere verdere vaststelling.

Een periode van 1 maanden moet echter de twee vaststellingen van inbreuk scheiden.

Artikel 9

De belasting is contant te voldoen, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het Gemeentebestuur, of per elektronische betaling op rekening van de Gemeente. Als de inning niet contant kan gebeuren, wordt de belasting ten kohiere gebracht.

Artikel 10

Wanneer de belasting via kohier wordt geïnd ontvangt de belastingplichtige kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet

Artikel 11

De vestiging, de invordering en de betreffende geschillen worden geregeld overeenkomstig de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 12

De belastingsschuldige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingsschuldige van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een

uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of te rekenen vanaf de dag van de contante inning van de belasting.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingsschuldige of zijn vertegenwoordiger. Als de belastingsschuldige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

De indiening van een bezwaarschrift ontslaat de belastingbetaler niet van de verplichting om de belasting te betalen tot het bedrag dat onbetwistbaar verschuldigd is.

Artikel 13

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 14

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: vaststellingen door daartoe gemachtigde ambtenaren;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 15

Dit belastingreglement vervangt vanaf 1 januari 2025 dat door de Gemeenteraad werd aangenomen ter zitting van 29 maart 2023.

SP 15.- Taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux - Exercices 2025 à 2029 – Renouvellement et modification -- Belasting op de agentschappen voor weddenschappen op paardenrennen - Aanslagjaren 2025 tot 2029 – Hernieuwing en wijziging

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 17 voix contre 0 et 19 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 17 stem(men) tegen 0 en 19 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 17 voix contre 0 et 19 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution, qui consacre l'autonomie fiscale des communes sous réserve des exceptions légales ;

Vu les articles 66 et 74 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 28 octobre 2020 votant le

règlement taxe sur les agences et succursales d'agences de paris aux courses de chevaux pour les exercices 2021 à 2024;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer des recettes permettant de faire face aux charges financières liées à ses obligations d'assurer la sécurité et la tranquillité publiques; Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Considérant que les agences et succursales d'agences de paris aux courses de chevaux relèvent d'une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

Considérant que les agences de paris aux courses de chevaux génèrent également un surcroît d'affluence de personnes, engendrant des dépenses supplémentaires pour la Commune, notamment en matière de sécurité et de tranquillité publiques ;

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;

Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office tout en tenant compte de la récurrence à laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration;

Vu pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 20 août et 15 octobre 2024 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2025 à 2029 inclus une taxe annuelle sur les agences de paris sur les courses de chevaux établies sur le territoire de la commune.

Sont exclues, les agences qui acceptent exclusivement des paris sur les courses de chevaux courues en Belgique.

Article 2

La taxe est fixée à 744€ par agence de paris sur les courses de chevaux et par an.

Toutefois, la taxe sera fixée à raison de 62 € par mois ou fraction de mois d'exploitation durant l'exercice d'imposition.

Article 3

La taxe est due par toute personne physique ou morale exploitant une ou des agence(s) de paris sur les courses de chevaux au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Article 4

§1er – Le contribuable de la taxe est tenu de faire la déclaration des éléments imposables sur le territoire de la commune, comme le prévoit le présent règlement-taxe.

§2 – Pour un exercice d'imposition donné, l'Administration communale adresse, par pli recommandé, au redevable qu'elle peut identifier, pour le 10 décembre de l'année d'imposition au plus tard, une proposition de déclaration au contribuable reprenant les éléments imposables.

§3 - Si cette proposition de déclaration comporte selon le contribuable des inexactitudes ou des omissions en ce qu'elle ne correspond pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée. A défaut de réception par l'Administration communale d'une déclaration complétée, datée et signée, la proposition de déclaration communiquée par l'Administration vaut déclaration.

§4 - Le contribuable qui n'a pas reçu de proposition de déclaration est tenu de se procurer le formulaire de déclaration et de faire sa déclaration, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré.

§5 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

§6 - En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Cette nouvelle déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut jusqu'à révocation expresse.

Article 5

§1er - L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose.

§2 - Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3 - Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque. L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4 - Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée comme suit :

- 1ère infraction : majoration de 25 % de la taxe due ;
- 2ème infraction : majoration de 50 % de la taxe due ;
- 3ème infraction et suivantes : majoration de 100 % de la taxe due.

Article 6

La taxe est perçue par voie de rôle. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 7

L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.

Article 8

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation. Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe à concurrence de l'incontestablement dû.

Article 9

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toute autre disposition régionale relative à la fiscalité locale.

Article 10

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de

- maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 11

Le présent règlement-taxa remplace, à partir du 1^{er} janvier 2025, le règlement-taxa adopté par le Conseil communal en séance du 28 octobre 2020.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 17 stem(men) tegen 0 en 19 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de artikelen 66 en 74 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarin een begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 28 oktober 2020 tot goedkeuring van het belastingreglement op de bookmakerskantoren en hun filialen voor weddenschappen op paardenrennen, goedkeurt voor de aanslagjaren 2021 tot 2024;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, openbare veiligheid en openbare netheid te waarborgen;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de bookmakerskantoren en hun filialen voor weddenschappen op paardenrennen onder een economische activiteit vallen die inkomsten genereert waarvan redelijkerwijze kan beschouwd worden dat de natuurlijke- en rechtspersonen actief in deze sector over de middelen beschikken die hun toelaten te voldoen aan de belastingen die hun worden aangerekend;

Overwegende dat de bookmakerskantoren voor weddenschappen op paardenrennen ook een toename van publiekstoeloop voortbrengen, die bijkomende kosten voor de gemeente veroorzaken, onder meer op het vlak van veiligheid en openbare rust;

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;

Overwegende dat volgens recente rechtspraak een zekere progressiviteit in het tarief van verhoging voor ambtshalve geheven belastingen moet worden gewaarborgd, rekening houdend met het feit dat de belastingplichtige de aangifteplicht herhaaldelijk niet nakomt;

Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 augustus en 15 oktober 2024 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Voor de aanslagjaren 2025 tot en met 2029, wordt een jaarlijkse belasting gevestigd op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen die zijn gevestigd op het grondgebied van de gemeente.

Zijn uitgesloten, de agentschappen die uitsluitend weddenschappen aannemen op in België gelopen paardenwedrennen.

Artikel 2

De belasting wordt vastgesteld op 744€ per agentschap voor weddenschappen op paardenwedrennen en per jaar.

Nochtans, de belasting zal worden vastgesteld naar rato van 62€ per volledige of gedeeltelijke maand van uitbating tijdens het aanslagjaar.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door elke natuurlijke of rechtspersoon die een of meer agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen uitbaat op 1 januari van het aanslagjaar.

Artikel 4

§1 - De belastingplichtige is verplicht aangifte te doen van de belastbare elementen op het grondgebied van de gemeente, bedoeld in dit belastingreglement.

§2 - Uiterlijk op 10 december van een welbepaald aanslagjaar, stuurt het Gemeentebestuur per aangetekend schrijven, een voorstel van aangifte naar de belastingplichtige, met vermelding van de belastbare elementen.

§3 - Indien volgens de belastingplichtige op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld en deze niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, verbeterd, vervolledigd, gedag- en ondertekend indienen bij het Gemeentebestuur.

Indien het Gemeentebestuur geen vervolledigde, gedateerde en ondertekende aangifte ontvangt, wordt het door het Gemeentebestuur toegestuurde voorstel van aangifte beschouwd als aangifte.

§4 - De belastingplichtigen die geen voorstel van aangifte ontvangen hebben, zijn ertoe gehouden een aangifteformulier aan te vragen en hun aangifte terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende aanslagjaar.

§5 - De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren, tot herroeping.

§6 - In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de Gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Deze nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohierungen en is geldig totdat het uitdrukkelijk wordt herroepen.

Artikel 5

§1 - Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt.

§2 - Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

§3 - De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

§4 – In dit geval, zal de ambtshalve ingekohierde belasting worden verhoogd als volgt:

- 1ste inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 25%;
- 2de inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 50%;
- 3de inbreuk en de daaropvolgende: verhoging van de verschuldigde belasting met 100%.

Artikel 6

De belasting wordt via kohier geïnd. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 7

De vestiging, de invordering en de betreffende geschillen worden geregeld overeenkomstig de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 8

De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingschuldige van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger. Als de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

De indiening van een bezwaarschrift ontslaat de belastingbetaler niet van de verplichting om de belasting te betalen tot het bedrag dat onbetwistbaar verschuldigd is.

Artikel 9

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 10

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 11

Dit belastingreglement vervangt vanaf 1 januari 2025 dat door de Gemeenteraad werd aangenomen ter zitting van 28 oktober 2020.

SP 16.- Règlement-redevance sur les marchés, brocantes, foires, braderies et autres activités ambulantes – Renouvellement et modification -- Retributiereglement op markten, rommelmarkten, kermissen, braderijen en andere ambulante activiteiten – Hernieuwing en wijziging

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 17 voix contre 0 et 19 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 17 stem(men) tegen 0 en 19 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 17 voix contre 0 et 19 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu la Constitution et notamment les articles 41, 162 et 173 ;

Vu la Nouvelle Loi Communale et notamment les articles 117, 137bis et 252 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines ;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes ;

Vu le règlement communal relatif à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes sur les marchés publics adopté par le Conseil Communal en séance du 28 avril 2021 ;
Vu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 16 décembre 2020 votant le règlement-redevance sur les marchés, brocantes, foires, braderies et autres activités ambulantes pour un terme expirant le 31 décembre 2024 ;
Vu la situation financière de la commune ;
Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;
Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité publique, la sécurité publique et la propreté publique ;
Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant annuellement les taux ;
Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;
Considérant que les charges financières inhérentes à ces activités - notamment celles liées à la gestion administrative, au contrôle de l'application des lois et règlements et au nettoyage des aires de marchés représentent un débours important pour l'autorité communale ;
Considérant que les charges financières inhérentes à ces activités, notamment celles liées à la gestion administrative, au contrôle de l'application des lois et règlements, au nettoyage des aires de marchés et au coût des infrastructures électriques mises à la disposition des commerçants, représentent un débours important pour l'autorité communale ;
Considérant qu'il s'impose de faire participer les demandeurs de ce service aux charges générées ;
Considérant le fait de promouvoir le paiement anticipatif lors d'une brocante, il convient d'appliquer un tarif avantageux ;
Considérant l'objectif de faire participer le riverain à la vie sociale et culturelle, il est nécessaire de lui offrir un tarif attractif lors d'une brocante ;
Considérant que les montants des redevances sont proportionnels au coût du service rendu ;
Considérant que le site internet de la commune de Schaerbeek veut être un outil d'information et de communication des services proposés par la commune à destination de toute personne intéressée, à titre privé ou professionnel, un Espace Personnel a été mis en place par le biais duquel le citoyen pourra effectuer un maximum de démarches en ligne.
Vu, pour le surplus, le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 novembre 2024 et le dossier administratif ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,
ARRETE :

Article 1

Tout commerçant ambulant autorisé à occuper un emplacement sur un marché public se verra réclamer, au 1^{er} janvier 2025, une redevance de :

1	<u>par mètre courant et par trimestre</u> , lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant abonné à un marché hebdomadaire. Cette redevance fait l'objet d'une facturation trimestrielle anticipative et doit être payée au plus tard un mois avant l'entame du trimestre concerné.	71,88 €
2	<u>par mètre courant et par jour</u> de fréquentation de marché, lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant participant occasionnellement à un marché hebdomadaire ou journalier	5,99 €
3	<u>par mètre courant</u> , lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant autorisé à occuper un emplacement à l'occasion d'un marché annuel	7,94 €

Le commerçant ambulant faisant usage des infrastructures communales relatives à l'électricité se verra réclamer, au 1^{er} janvier 2025, une redevance forfaitaire de :

4	<u>par trimestre et par marché</u> pour les petits consommateurs (éclairage, balance,...), lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant abonné à un marché hebdomadaire et par paiement anticipatif au moment de la facturation trimestrielle	27,22 €
5	<u>par trimestre et par marché</u> pour les gros consommateurs (comptoir frigorifique, réfrigérateur, rôtissoire,...), lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant abonné à un marché hebdomadaire et par paiement anticipatif au moment de la facturation trimestrielle	54,43 €

6	<u>par jour et par marché</u> pour les petits consommateurs (éclairage, balance,...), lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant participant occasionnellement à un marché hebdomadaire ou journalier ou annuel	2,27 €
7	<u>par jour et par marché</u> pour les gros consommateurs (comptoir frigorifique, réfrigérateur, rôti,soire,...), lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant participant occasionnellement à un marché hebdomadaire ou journalier ou annuel	4,54 €

Les redevances reprises aux points 2, 3, 6 et 7 sont acquittées par paiement électronique, à l'attribution de l'emplacement.

Article 2

Tout particulier participant à une brocante, c'est-à-dire à une vente occasionnelle de biens faisant partie de son patrimoine, se verra réclamer au 1^{er} janvier 2025, pour un emplacement standard d'une dimension approximative de trois mètres sur deux, une redevance de :

8	par jour lorsque la redevance est acquittée en avance	12,32 €
9	par jour lorsque la redevance est acquittée le jour de la brocante	15,41 €
10	par jour lorsqu'il s'agit d'un participant riverain	5,14 €

Article 3

Tout commerçant ambulant souhaitant exercer son activité sur le territoire de la commune en dehors de l'aire et des périodes de marchés régulièrement organisés par l'administration, se verra réclamer une redevance au 1^{er} janvier 2025, de :

a) s'il utilise un véhicule automobile ou une remorque aménagée en étal de ventes pouvant être tractée par un tel véhicule:

11	par jour	32,88 €
12	par semaine	124,16 €
13	par mois	414,55 €
14	par an	1.659,56 €
15	en tout état de cause, un montant minimal sera perçu afin de couvrir les frais administratifs	82,78 €

b) s'il utilise tout autre moyen de transport, ou s'il se déplace à pied, :

Les tarifs 11 à 14 seront diminués de moitié, étant entendu que la redevance minimale reste conservée.

Article 4

Lors des foires, il est perçu à charge des forains une redevance pour l'occupation du domaine public. Le montant de la redevance est fixé, au 1^{er} janvier 2025, à :

16	par mètre courant d'occupation au sol pour toute la durée de la manifestation <u>lors de la foire du quartier</u>	43,54 €
17	par mètre courant d'occupation au sol pour toute la durée de la manifestation <u>lors de la foire annuelle</u>	85,61 €

Tout industriel forain autorisé à exploiter son métier sur la voie publique en dehors des dates de foire fixées par le Collège des Bourgmestre et Echevins sera soumis à une redevance fixée à :

18	par jour	49,44 €
19	par semaine	165,78 €
20	par mois	497,55 €
21	par an	1.991,68 €
22	en tout état de cause, un montant minimal sera perçu afin de couvrir les frais administratifs	82,78 €

A moins qu'un autre règlement ou une convention n'en dispose autrement, les frais éventuels de raccordement et de consommation d'eau, de gaz et/ou d'électricité seront directement mis à la charge des forains qui prendront également en charge les formalités nécessaires aux raccordements.

Article 5

Les redevances seront adaptés chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ils seront adaptés le 1^{er} janvier de chaque année à l'indice du mois d'octobre de l'année précédente selon la formule $(R \times i)/I$ où :

- R = taux établi ci-dessus
- i = indice du mois d'octobre de l'année précédente = octobre 2025 lors de la première adaptation, en janvier 2026
- I = indice du mois d'octobre 2024 (base 2013= 100)

Article 6

Tout commerçant ambulant en dehors des marchés ou forain ne sera autorisé à exercer son activité sur le territoire de la commune qu'après avoir obtenu une autorisation écrite délivrée par les autorités compétentes et après avoir acquittée la redevance prévue auprès du service de la Recette communale.

Article 7

Les redevances sont acquittées soit par virement sur les comptes communaux communiqués, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, ou par paiement électronique. La communication structurée doit être impérativement mentionnée lors du paiement.

RECouvreMENT AMIABLE

Article 8

A l'exception des redevances perçues immédiatement et sans préjudice de leurs dispositions particulières, les redevances visées par les articles 1, 3 et 4 sont payables dans les 10 jours calendrier à partir de la date d'envoi.

Article 9

A défaut de paiement intégral de la facture dans le délai imparti, un premier rappel gratuit est adressé au redevable qui dispose d'un délai de 5 jours calendrier à partir de la date d'envoi pour effectuer le paiement.

Article 10

A défaut de paiement à l'échéance du rappel, une mise en demeure est adressée par recommandé au redevable dont les frais postaux sont à sa charge. Le redevable dispose d'un délai de 5 jours calendrier à partir de la date d'envoi pour effectuer le paiement.

RECouvreMENT FORCÉ

Article 11

En cas de non-paiement à l'issue de la procédure de recouvrement amiable et pour autant qu'aucune réclamation amiable ne soit pendante, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte non-fiscale visée et rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Conformément aux dispositions de l'article 1024 du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du redevable.

Dans l'éventualité où une contrainte non-fiscale ne peut pas être délivrée, le redevable est cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire.

Article 12

Sans préjudice des dispositions réglementaires en matière de recouvrement (amiable ou forcé) prescrites par le présent règlement, en cas de non-paiement de la redevance dans les délais requis, le redevable s'expose aux mesures de suspension ou de retrait d'abonnement reprises dans le règlement relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes sur les marchés publics

RÉCLAMATION EN PHASE AMIABLE

Article 13

Une réclamation peut être introduite auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la facture ou de la date mentionnée sur la preuve de paiement en cas de perception immédiate.

Elle doit être introduite par courrier postal recommandé à adresser au Service Contentieux Administratif, Place Colignon 100 à 1030 Schaerbeek.

La réclamation doit être, en outre, sous peine de nullité, datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionner:

- les noms, qualité, adresse ou siège social du redevable à charge duquel la redevance est établie;
- les références de la redevance;
- l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

A l'échéance du délai de réclamation la redevance est considérée comme définitive et certaine.

Article 14

La décision sur la réclamation est envoyée au redevable dans les 3 mois de la réception de la réclamation et n'est pas susceptible de recours.

En cas de rejet de la réclamation, la redevance contestée est considérée comme exigible, définitive et certaine après le délai de 3 jours à compter à partir de la date d'envoi de la décision.

Article 15

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à l'envoi de la décision au redevable, la délivrance d'une contrainte est proscrite et les éventuelles procédures judiciaires de recouvrement sont suspendues.

RECOURS CONTRE LA PROCÉDURE DE RECOUVREMENT FORCÉ PAR CONTRAINTE NON-FISCALE

Article 16

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus à l'article 137bis de la Nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation.

En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

Article 17

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la redevance ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : candidature/attribution sur le marché public;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 18

Le présent règlement remplace, à partir du 1^{er} janvier 2025, le règlement-taxe adopté par le Conseil communal en séance du 16 décembre 2020.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 17 stem(men) tegen 0 en 19 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Grondwet, in het bijzonder de artikelen 41, 162 en 173;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder de artikelen 117, 137bis en 252;

Gelet de Wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten;

Gelet het gemeentereglement voor de uitoefening en organisatie van ambulante activiteiten op de openbare markten aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 28 april 2021;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 16 december 2020 tot

goedkeuring van het retributiereglement op markten, rommelmarkten, kermissen, braderijen en andere ambulante activiteiten voor een termijn vervallend op 31 december 2024;
 Gelet op de financiële toestand van de gemeente;
 Gezien de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan;
 Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, openbare veiligheid en openbare netheid te waarborgen;
 Overwegende de noodzaak om rekening te houden met de inflatie door de tarieven jaarlijks te indexeren;
 Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;
 Overwegende dat de financiële lasten die inherent zijn aan deze activiteiten - waaronder die met betrekking tot het administratieve beheer, de controle op de toepassing van wet- en regelgeving en het reinigen van marktplaatsen vertegenwoordigen een aanzienlijke kost voor de gemeente;
 Overwegende dat hiervoor de Schaarbeekse retributies min of meer gelijklopend hoeven te zijn met deze van toepassing in de andere gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met hetzelfde socio-economisch profiel; dat het aangewezen is dat het verschil bij de plaatsrechten op de wekelijkse markt geleidelijk aan wordt gereduceerd en hierbij wordt tegemoetgekomen aan het verzoek van de marktkramers;
 Overwegende dat de financiële lasten die inherent zijn aan deze activiteiten, meer bepaald degene die verband houden met het administratieve beheer, de controle van de toepassing van de wetten en reglementen, het schoonmaken van marktgebieden en de kosten van de elektrische infrastructuur die aan de handelaars terbeschikking gesteld wordt, een grote uitgave vormden voor de gemeentelijke overheid;
 Overwegende dat het zich opdringt de afnemers ofte gebruikers van diensten te laten delen in de veroorzaakte lasten;
 Overwegende dat de voorgaande reglementen bepaalden dat de eventuele elektriciteitskosten rechtstreeks ten laste worden gelegd van de leunders of foorkramers, maar dit in de praktijk moeilijk te verwezenlijken is op de markten, is het vanzelfsprekend dat via een forfaitaire retributie naargelang de categorie van gebruiker, deze aanzienlijke kost voor de gemeente wordt teruggevorderd;
 Overwegende dat het noodzakelijk is om de vragers naar een dienst te betrekken tot de gegenereerde lasten;
 Overwegende het feit om ter gelegenheid van een rommelmarkt, het op voorhand te betalen te bevorderen, is het passend om een voordeliger tarief toe te passen;
 Overwegende de doelstelling om de buurtbewoner te betrekken bij het sociale en culturele leven, is het nodig om hen aantrekkelijke tarieven ter gelegenheid van een rommelmarkt aan te bieden;
 Overwegende dat de bedragen van de retributies in verhouding zijn tot de kosten van de geleverde dienst;
 Overwegende de website van de gemeente Schaarbeek die bedoeld is als informatie- en communicatiemiddel voor alle personen die persoonlijk of beroepsmatig belangstelling hebben voor de gemeentelijke diensten die worden aangeboden, daarom een Persoonlijke Ruimte heeft waarmee de burger een maximaal aantal formaliteiten online kan uitvoeren;
 Gelet bovendien, op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 november 2024 en het administratief dossier;
 Op het voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

B E S L U I T :

Artikel 1

Iedere ambulante handelaar die de toelating heeft om een plaats te bezetten op een openbare markt zal op 1 januari 2025 worden onderworpen aan een retributie vastgesteld op:

1	per strekkende meter en per kwartaal wanneer het een ambulante handelaar is die houder is van een abonnement op een wekelijkse markt. Deze retributie wordt elk kwartaal vooraf gefactureerd en moet uiterlijk één maand voor het begin van het betrokken kwartaal worden betaald	71,88 €
---	---	---------

2	<u>per strekkende meter en per dag</u> marktbezoek, wanneer het een ambulante handelaar is die bij gelegenheid aan een wekelijkse of dagelijkse markt deelneemt	5,99 €
3	<u>per strekkende meter</u> wanneer het een ambulante handelaar is die de toelating heeft om een plaats te bezetten ter gelegenheid van een jaarlijkse markt	7,94 €

De ambulante handelaar die gebruik maakt van de gemeentelijke infrastructuur betreffende de elektriciteit zal op 1 januari 2025 onderworpen worden aan een forfaitaire retributie van:

4	<u>per kwartaal en per markt</u> voor de kleine verbruikers (verlichting, weegschaal, ...), wanneer het een ambulante handelaar is die houder is van een abonnement op een wekelijkse markt en op voorhand betaald op het moment van de kwartaalfacturatie	27,22 €
5	<u>per kwartaal en per markt</u> voor de grote verbruikers (koeltoonbank, koelkast, elektrische grill,...), wanneer het een ambulante handelaar is die houder is van een abonnement op een wekelijkse markt en op voorhand betaald op het moment van de kwartaalfacturatie	54,43 €
6	<u>per dag en per markt</u> voor de kleine verbruikers (verlichting, weegschaal,...), wanneer het een ambulante handelaar is die bij gelegenheid aan een wekelijkse of dagelijkse of jaarmarkt deelneemt	2,27 €
7	<u>per dag en per markt</u> voor de grote verbruikers (koeltoonbank, koelkast, elektrische grill,...), wanneer het een ambulante handelaar is die bij gelegenheid aan een wekelijkse of dagelijkse of jaarmarkt deelneemt	4,54 €

De retributies vermeld in punten 2, 3, 6 en 7 zijn te voldoen per elektronische betaling, op moment van toewijzing van de standplaats.

Artikel 2

Iedere particulier welke aan een rommelmarkt deelneemt, d.w.z een gelegenheidsverkoop van goederen welke deel uitmaken van zijn patrimonium, zal op 1 januari 2025 voor een standaardplaats van een benaderende oppervlakte van drie meter op twee, een retributie worden gevraagd, vastgesteld op:

8	per dag wanneer de retributie op voorhand werd vereffend	12,32 €
9	per dag wanneer de retributie op de dag van de rommelmarkt wordt vereffend	15,41 €
10	per dag wanneer de deelnemer een plaatselijke bewoner is	5,14 €

Artikel 3

Iedere ambulante handelaar die verlangt zijn activiteit op het grondgebied van de gemeente uit te oefenen buiten de zone en de periodes van de regelmatig door de administratie ingerichte markten, zal op 1 januari 2025 een retributie worden gevraagd van:

a) wanneer hij gebruik maakt van een autovoertuig of een aanhangwagen welke is ingericht als uitstakraam welke door zo een voertuig kan worden getrokken

11	per dag	32,88 €
12	per week	124,16 €
13	per maand	414,55 €
14	per jaar	1.659,56 €
15	in ieder geval zal een minimaal bedrag van worden geïnd om de administratieve kosten te dekken	82,78 €

b) wanneer een andere vervoermiddel wordt gebruikt, of wanneer hij zich te voet verplaatst:

De tarieven 11 tot 14 worden met de helft verminderd, in acht genomen dat de minimale vergoeding behouden blijft

Artikel 4

Ter gelegenheid van kermissen wordt er, ten laste van de foorreizigers, een retributie gevorderd voor de bezetting van het openbaar domein.

Het bedrag van de retributie wordt vastgesteld op 1 januari 2025, op:

16	per strekkende meter grondinneming, voor de hele duur van de manifestatie, <u>tijdens de wijkkermis</u>	43,54 €
17	per strekkende meter grondinneming, voor de hele duur van de manifestatie, <u>tijdens de jaarlijkse kermis</u>	85,61 €

Iedere foorkramer welke de toelating heeft zijn ambacht uit te baten op de openbare weg buiten de data van de kermissen vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen, zal onderworpen worden aan de betaling van een vergoeding vastgesteld op:

18	per dag	49,44 €
19	per week	165,78 €
20	per maand	497,55 €
21	per jaar	1.991,68 €
22	in ieder geval zal een minimaal bedrag van worden geïnd om de administratieve kosten te dekken	82,78 €

Tenzij een ander reglement of overeenkomst het anders bepaalt, zullen de eventuele aansluitingskosten en het waterverbruik rechtstreeks ten laste worden gelegd van de foorkramers die tevens de nodige formaliteiten tot aansluiting ten laste nemen.

Artikel 5

De retributies worden jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen. Zij worden op 1 januari van ieder jaar aangepast aan de index van de maand oktober van het voorgaande jaar volgens de formule $(R \times i) / I$ waarbij:

- R = tarief zoals hierboven vastgesteld
- i = de index van de maand oktober van het voorgaande jaar = oktober 2025 bij de eerste aanpassing, in januari 2026
- I = index van de maand oktober 2024 (basis 2013 = 100)

Artikel 6

Iedere ambulante handelaar buiten de wekelijkse markten of foorkramer zal slechts toegelaten worden zijn beroepsactiviteit op het grondgebied van de gemeente uit te oefenen na de schriftelijke toelating te hebben bekomen van de bevoegde instanties en de voorziene retributie te hebben voldaan aan de Gemeentekas.

Artikel 7

De retributies zijn betaalbaar hetzij per overschrijving op de gecommuniceerde rekeningnummers van de gemeente, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur, of elektronisch. De gestructureerde mededeling moet absoluut worden vermeld bij de betaling.

MINNELIJKE INVORDERING

Artikel 8

Met uitzondering van de onmiddellijk geïnde retributies en onverminderd hun specifieke bepalingen, zijn de in de artikelen 1, 3 en 4 bedoelde retributies verschuldigd binnen 10 kalenderdagen na de datum van verzending.

Artikel 9

Indien de factuur niet volledig binnen de gestelde termijn wordt betaald, wordt een eerste aanmaning gratis naar de schuldenaar gestuurd, die vanaf de datum van verzending een termijn van 5 kalenderdagen heeft om de betaling te verrichten.

Artikel 10

Indien de betaling niet op de vervaldag van de aanmaning is verricht, wordt de aanmaning per aangetekende brief naar de schuldenaar gestuurd, waarvan de portkosten voor rekening van de schuldenaar zijn. De schuldenaar heeft een termijn van 5 kalenderdagen vanaf de datum van verzending om de betaling uit te voeren.

GEDWONGEN INVORDERING

Artikel 11

In geval van niet-betaling op het einde van de minnelijke invorderingsprocedure en op voorwaarde dat er geen bezwaar hangende is, wordt de procedure ingeleid door een

deurwaarder op verzoek van de Gemeenteontvanger op basis van een niet-fiscaal dwangbevel waarnaar wordt verwezen en die uitvoerbaar werd gemaakt door het College van Burgemeester en Schepenen.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 1024 van het Gerechtelijk Wetboek zijn de kosten van deze procedure volledig ten laste van de schuldenaar.

Indien er geen niet-fiscale schuldvordering kan worden afgeleverd, wordt de schuldenaar voor de rechter gedaagd in de vormen en binnen de termijnen die in het burgerlijk en gerechtelijk wetboek zijn vastgesteld.

Artikel 12

Onverminderd de door deze verordening voorgeschreven wettelijke bepalingen inzake invordering (in der minne of gedwongen), is de aansprakelijke persoon in geval van niet-betaling van de retributie binnen de vereiste termijnen aansprakelijk voor de maatregelen tot opschorting of intrekking van het abonnement die zijn vastgesteld in het reglement betreffende de uitoefening en organisatie van ambulante activiteiten op de openbare markten.

BEZWAAR IN MINNELIJKE FASE

Artikel 13

Een bezwaar kan worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Dit bezwaar moet, om geldig te zijn, worden ingediend binnen de drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de factuur of vanaf de datum vermeld op het betalingsbewijs in geval van onmiddellijke invordering.

Het moet ingediend worden per aangetekende brief aan de Dienst Bestuursgeschillen, Colignonplein 100, 1030 Schaarbeek.

Het bezwaar moet ook, op straffe van nietigheid, gedateerd en ondertekend worden door de eiser of zijn vertegenwoordiger en de vermeldingen bevatten:

- de naam, de hoedanigheid, het adres of de maatschappelijke zetel van de persoon die de retributie moet betalen;
- de referenties van de retributie;
- het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen ter rechtvaardiging van het verzoek om verbetering of annulering van de retributie.

Na het verstrijken van de termijn voor het indienen van een bezwaar wordt de retributie geacht opeisbaar en definitief te zijn.

Artikel 14

De beslissing op het bezwaar wordt binnen drie maanden na ontvangst van het bezwaar aan de schuldenaar toegezonden en is niet vatbaar voor beroep.

Indien het bezwaar wordt afgewezen, wordt de betwiste retributie als opeisbaar, definitief en zeker beschouwd na de termijn van 3 dagen vanaf de datum van verzending van de beslissing.

Artikel 15

Gedurende de gehele procedure voor de behandeling van het bezwaar en totdat de beslissing aan de schuldenaar is toegezonden, is het niet toegestaan een dwangbevel uit te vaardigen en wordt elke gerechtelijke procedure tot invordering opgeschort.

BEROEP TEGEN DE PROCEDURE VAN GEDWONGEN INVORDERING DOOR MIDDEL VAN NIET-FISCAAL DWANGBEVEL

Artikel 16

De schuldenaar kan tegen het dwangbevel een rechtsmiddel instellen in de vorm en binnen de termijn die zijn vastgesteld in artikel 137bis van de nieuwe gemeente wet, d.w.z. binnen een maand na de betekening van het dwangbevel door middel van een verzoekschrift of een dagvaarding.

In geval van beroep nodigt de gemeenteontvanger de deurwaarder uit om de procedure op te schorten totdat een beslissing is genomen die van kracht wordt.

Artikel 17

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de retributie;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;

- verzamelmethode: door kandidatuurstelling/toewijzing op de openbare markt;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 18

Dit onderhavige reglement vervangt vanaf 1 januari 2025 het reglement dat door de Gemeenteraad werd aangenomen ter zitting van 16 december 2020.

SP 17.- Taxe sur les dispositifs publicitaires - Exercices 2025 à 2029 – Renouvellement et modification -- Belasting op publiciteitsinrichtingen - Aanslagjaren 2025 tot 2029 – Hernieuwing en wijziging

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 17 voix contre 0 et 19 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 17 stem(men) tegen 0 en 19 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 17 voix contre 0 et 19 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des Communes sous réserve des exceptions légales.

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Règlement Régional d'Urbanisme ;

Vu les dispositions du règlement général de police ;

Vu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 30 juin 2021 votant le règlement relatif à la taxe sur les supports de publicité commerciale pour les années d'impositions 2021 à 2024;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la sécurité publique ;

Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant annuellement les taux ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie.

Considérant la nécessité de freiner l'installation de dispositifs publicitaires pour des motifs environnementaux et esthétiques ;

Considérant qu'il n'est pas discriminatoire de distinguer les dispositifs publicitaires lumineux et non lumineux, afin d'avoir un effet dissuasif sur les dispositifs publicitaires ayant une forte visibilité publicitaire susceptible de représenter un danger pour l'utilisateur de la route ;

Considérant que la distraction des conducteurs doit être évitée afin de garantir la sécurité du trafic ;

Considérant qu'il y a lieu, par conséquent, de décourager l'utilisation des dispositifs publicitaires qui permettent le défilement de publicités successives ainsi que l'utilisation des outils publicitaires librement programmables et éclairés tels que les écrans numériques ayant certaines caractéristiques qui influencent la perception visuelle et le comportement de conduite des usagers de la route en raison d'une charge mentale et d'une distraction visuelle et cognitive accrues, augmentant de ce fait considérablement les risques d'accidents ;

Considérant que les taux sont raisonnables et certes proportionnels aux bénéfices générés par ce type d'installations, de sorte qu'il ne puisse être reproché à la Commune qu'il n'a pas été tenu compte de la capacité contributive des contribuables ;

Considérant que la nature même des établissements de commerce, d'activités ou d'industrie nécessite l'apposition d'une enseigne ayant pour vocation prépondérante d'informer le public de la localisation de tels établissements et de leur identité les uns par rapport aux autres et qui, par conséquent, ne saurait en aucune manière être assimilée à un dispositif publicitaire au sens du présent règlement ;

Considérant que les dispositifs publicitaires utilisés par une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou un établissement d'utilité publique pour leur compte personnel ne devraient, pour les mêmes raisons, pas non plus être considérés comme des dispositifs publicitaires au sens du présent règlement, cela ajouté au fait que ces supports revêtent une utilité d'intérêt général ;

Considérant que l'exonération de la taxe frappant les dispositifs publicitaires affectés exclusivement à une œuvre de bienfaisance, qui ne sont pas utilisés dans le cadre d'activités lucratives ou commerciales se justifie par la circonstance que l'exercice sur le territoire de la Commune des activités ainsi visées influence directement et favorablement la vie de ses habitants ; qu'il est donc justifié que par le bais de cette exonération, les autorités communales entendent soutenir ces activités ;

Considérant que pour les dispositifs publicitaires ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur, une grande partie de la recette est affectée au financement et à l'entretien d'une tâche qui vise à satisfaire un besoin d'intérêt général ;

Considérant qu'il serait donc discriminatoire d'appliquer à cette catégorie de dispositifs publicitaires des dispositions identiques à celles auxquelles sont soumises les autres supports de publicité alors que ces redevables se trouvent dans une situation différente par nature ;

Considérant que, conformément à l'objectif de promotion de la vie sociale et culturelle, il est raisonnable d'exonérer de la taxe les dispositifs publicitaires placés occasionnellement lors de fêtes locales ou des événements qui figurent au programme des fêtes communales ;

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;

Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office tout en tenant compte de la récurrence à laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration ;

Vu pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 20 août et 15 octobre 2024 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices d'imposition 2025 à 2029 inclus, une taxe sur les dispositifs publicitaires dans l'espace public ou visibles depuis l'espace public.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

« dispositif publicitaire », tout support en quelque matériau que ce soit, situé le long de la voie publique, visible de celle-ci, destiné à recevoir la publicité, par collage, agrafage, peinture, projection, ou par tout autre moyen graphique, quel que soit la technologie utilisée ;

« publicité », tout moyen matériel destiné à vanter auprès du public les mérites d'un produit, d'un bien, d'un service, d'une entreprise ou d'un événement ;

« dispositifs publicitaires temporaires », tout dispositif, aménagé ou utilisé afin de recevoir de la publicité, que ce soit par collage, agrafage, ancrage, peinture, accrochage, projection ou tout autre moyen et qui revêt d'un caractère occasionnel, événementiel ou momentané.

Article 3

La taxe annuelle est calculée par demi-mètre carré de surface utile. Par surface utile, il y a lieu de comprendre la surface susceptible d'être utilisée pour l'affichage à l'exclusion de l'encadrement.

Les taux par mètre carré sont fixés au 1^{er} janvier 2025 comme suit :

- Pour les dispositifs publicitaires non lumineux : 144,59€ par mètre carré (Taux 1);
- Pour les dispositifs publicitaires lumineux : 260,57€ par mètre carré (Taux 2);
- Pour les dispositifs publicitaires équipés d'un système permettant la succession ou le défilement de plusieurs publicités sur un même face : 781,70€ par mètre carré (Taux 3);
- Pour les supports numériques : 1.042,26€ par mètre carré (Taux 4);

Les taux seront adaptés chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ils

seront adaptés le 1^{er} janvier de chaque année à l'indice du mois de décembre de l'année précédente selon la formule $(R \times i)/I$ où :

- R = taux établi ci-dessus
- i = indice du mois de décembre de l'année précédente = décembre 2025 lors de la première adaptation, en janvier 2026
- I = indice du mois de décembre 2024 (base 2013= 100)

Toute fraction de demi-mètre carré est arrondie au demi-mètre carré supérieur.

La taxe est due pour l'année entière pour chaque exercice, à compter du 1^{er} janvier, quelle que soit la date de l'installation du dispositif.

Pour les dispositifs publicitaires temporaires ou les dispositifs essentiellement liés à un chantier, tels que ceux visés au Titre VI, Chapitre III, Section 1, articles 13 à 15 du Règlement Régional d'Urbanisme du 21/11/2006 (vinyes publicitaires ou assimilés, publicité sur bâche de chantier, publicités sur clôtures de chantier), le redevable peut solliciter le calcul de la taxe au prorata du nombre de mois d'installation effective du dispositif au cours de l'année. Tout mois calendrier entamé compte en entier.

Article 4

La taxe est due par la personne physique ou morale, au nom de laquelle et/ou au profit de laquelle le dispositif publicitaire est présenté ou à défaut le détenteur du dispositif publicitaire.

En cas de non-paiement de la taxe par la personne physique ou morale, au nom de laquelle et/ou au profit de laquelle le dispositif publicitaire est présenté ou à défaut le détenteur du dispositif publicitaire, le propriétaire du terrain ou du mur sur lequel se trouve le dispositif est tenu au paiement de la taxe et est considéré comme codébiteur conformément à l'article 2, 6° du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.

En cas de copropriété, la taxe est due pour la totalité du terrain ou du mur, que l'ensemble des copropriétaires détiennent ; elle n'est, néanmoins, exigée qu'à concurrence de la part individuelle de chacun d'eux dans la copropriété.

Article 5

Sont exemptés de la présente taxe :

1. Les dispositifs publicitaires installés en un lieu donné qui font connaître l'activité, le commerce ou l'industrie qui s'y exploite ;
2. Les dispositifs publicitaires utilisés pour leur compte personnel par une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou un organisme d'utilité publique ne poursuivant aucun but lucratif ;
3. Les dispositifs publicitaires placés occasionnellement lors de fêtes locales ;
4. Les dispositifs publicitaires affectés exclusivement à une œuvre ou un organisme sans but lucratif ayant un caractère philanthropique, artistique, littéraire, scientifique ou d'utilité publique ;
5. Les dispositifs publicitaires tombant sous l'application de la taxe communale sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique et ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur.

Article 6

§1^{er} – Le contribuable de la taxe est tenu de faire la déclaration des éléments imposables sur le territoire de la Commune, comme le prévoit le présent règlement-taxé.

§2 – Pour un exercice d'imposition donné, l'Administration communale adresse, par pli recommandé, au redevable qu'elle peut identifier, pour le 10 décembre de l'année d'imposition au plus tard, une proposition de déclaration au contribuable reprenant les éléments imposables.

§3 - Si cette proposition de déclaration comporte selon le contribuable des inexactitudes ou des omissions en ce qu'elle ne correspond pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée. A défaut de réception par l'Administration communale d'une déclaration complétée, datée et signée, la proposition de déclaration communiquée par l'Administration vaut déclaration.

§4 - Le contribuable qui n'a pas reçu de proposition de déclaration est tenu de se procurer le formulaire de déclaration et de faire sa déclaration, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré.

§5 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

§6 - En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à

l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Cette nouvelle déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut jusqu'à révocation expresse.

Article 7

§1^{er} - L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose.

§2 - Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3 - Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque. L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4 - Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée comme suit :

- 1^{ère} infraction : majoration de 25 % de la taxe due ;
- 2^{ème} infraction : majoration de 50 % de la taxe due ;
- 3^{ème} infraction et suivantes : majoration de 100 % de la taxe due.

Article 8

La taxe est perçue par voie de rôle. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 9

L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.

Article 10

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation. Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe à concurrence de l'incontestablement dû.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toute autre disposition régionale relative à la fiscalité locale.

Article 12

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de

- maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 13

Le présent règlement-taxi remplace, à partir du 1^{er} janvier 2025, le règlement-taxi adopté par le Conseil communal en séance du 30 juin 2021.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 17 stem(men) tegen 0 en 19 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarin een begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening;

Gelet op de beschikkingen van het algemeen politiereglement;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 30 juni 2021 tot goedkeuring van het belastingreglement op commerciële publiciteitsonderstellen zichtbaar vanaf de openbare weg, voor de aanslagjaren 2021 tot 2024;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare veiligheid te waarborgen;

Overwegende de noodzaak om rekening te houden met de inflatie door de tarieven jaarlijks te indexeren;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de installatie van publiciteitsinrichtingen om leefmilieu en esthetische redenen moet worden ingeperkt;

Overwegende dat het niet discriminerend is om lichtgevende en niet-lichtgevende publiciteitsinrichtingen te onderscheiden, om een ontradend effect te hebben op deze met een hoge zichtbaarheid van de reclame die waarschijnlijk een gevaar voor de weggebruiker vormt;

Overwegende dat een te grote afleiding van de bestuurders moet vermeden worden om het veilig verkeer te waarborgen.

Overwegende dat het daarom noodzakelijk is om de publiciteitsinrichtingen die de opeenvolging of het aflopen van een serie reclame toelaten alsook de vrij programmeerbare, verlichte publiciteitsmiddelen zoals digitale schermen die bepaalde kenmerken bezitten die door een verhoogde mentale belasting en een verhoogde visueel-cognitieve afleiding inwerken op het kijk- en rijgedrag van weggebruikers, waardoor er een merkbaar verhoogd risico op ongevallen bestaat en daarom wordt het gebruik van dergelijke publiciteitsmiddelen nog meer ontraden;

Overwegende dat de aanslagvoeten redelijk zijn en zeker in verhouding staan tot de winsten die door dit type installatie worden gegenereerd, zodat aan de gemeente niet kan worden verweten geen rekening te hebben gehouden met de bijdragende capaciteit van de belastingbetalers;

Overwegend dat het noodzakelijk is dat een onderneming, activiteit of industrie een

uithangbord aanbrengt met als voornaamste doel het publiek te informeren over de locatie van dergelijke bedrijven en hun identiteit ten opzichte van elkaar en die derhalve op geen enkele wijze kunnen worden gelijkgesteld met een publiciteitsinrichtingen in de zin van dit reglement;

Overwegend dat de onderstellen die door een publiekrechtelijke rechtspersoon, een vereniging zonder winstoogmerk of een instelling van openbaar nut voor eigen rekening worden gebruikt, om dezelfde redenen ook niet als publiciteitsinrichtingen in de zin van het onderhavig reglement moet worden beschouwd, dit wordt toegevoegd aan het feit dat deze onderstellen van algemeen nut zijn;

Overwegend dat de vrijstelling van de belasting die is opgelegd voor het gebruik van publiciteitsinrichtingen die uitsluitend aan een liefdadigheidsinstelling toebehoren, die niet voor winstgevende of voor commerciële activiteiten worden gebruikt, wordt gerechtvaardigd door het feit dat de uitoefening op het grondgebied van de Gemeente van deze activiteiten aldus rechtstreeks en gunstig zijn gericht op het leven van zijn inwoners; dat het derhalve gerechtvaardigd is dat de gemeentelijke autoriteiten door deze vrijstelling deze activiteiten steunen;

Overwegende dat bij publiciteitsinrichtingen waarvan de voornaamste functie bestaat in de financiering van een door de wetgever erkende openbare dienst, een groot deel van de inkomsten wordt besteed aan de financiering en instandhouding van een taak die ertoe strekt te voorzien in een behoefte van algemeen belang ;

Overwegende dat het daarom discriminerend zou zijn om voor deze categorie van publiciteitsinrichtingen dezelfde bepalingen toe te passen als op de andere publiciteitsinrichtingen, aangezien die belastingplichtigen zich in wezen gezien de aard in een verschillende situatie bevinden;

Overwegende, en in overeenstemming met de doelstelling tot de bevordering van het sociale en culturele leven, is het redelijk om de borden of publiciteitsinrichtingen geplaatst ter gelegenheid van de lokale feesten of deze van evenementen voorzien in het programma van de gemeentefeesten vrij te stellen van de belasting;

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;

Overwegende dat volgens recente rechtspraak een zekere progressiviteit in het tarief van verhoging voor ambtshalve geheven belastingen moet worden gewaarborgd, rekening houdend met het feit dat de belastingplichtige de aangifteplicht herhaaldelijk niet nakomt; Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 augustus en 15 oktober 2024 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Voor de aanslagjaren 2025 tot en met 2029, wordt een belasting gevestigd op publiciteitsinrichtingen in de openbare ruimte of zichtbaar vanaf de openbare ruimte.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

“publiciteitsinrichting”, elke drager in ongeacht welk materiaal die langs de openbare weg geplaatst is en die zichtbaar is vanaf de openbare weg en die bestemd is om er publiciteit op aan te brengen door aanplakking, nieten, beschildering, projectie of enig ander grafisch middel, ongeacht de gebruikte technologie;

“publiciteit”, alle materiaal dat bestemd is om de verdiensten van een product, goed, dienst, onderneming of evenement aan te prijzen bij het publiek;

“tijdelijke publiciteitsinrichtingen”, elke inrichting die tot stand is gebracht of die wordt gebruikt om er publiciteit op aan te brengen door aanplakking, nieten, verankering, beschildering, vasthechting, projectie of enig ander middel en die van occasionele, evenementgebonden of tijdelijke aard is.

Artikel 3

De jaarlijkse belasting wordt berekend per halve vierkante meter bruikbare oppervlakte.

Onder bruikbare oppervlakte dient men te verstaan de oppervlakte geschikt tot het gebruik bij de aanplakking met uitzondering van de omlijsting.

De aanslagvoeten per vierkante meter worden op 1 januari 2025 als volgt vastgesteld:

- Voor de niet verlichte publiciteitsinrichtingen: 144,59€ per vierkante meter (Voet 1);
- Voor de verlichte publiciteitsinrichtingen: 260,57€ per vierkante meter (Voet 2);

- Voor publiciteitsinrichtingen die zijn uitgerust met een systeem voor achtereenvolgende of glijdende weergave van meerdere publiciteitsboodschappen op eenzelfde vlak: 781,70€ per vierkante meter (Voet 3);
- Voor de digitale onderstellen: 1.042,26€ per vierkante meter (Voet 4);

De aanslagvoeten worden jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen. Zij worden op 1 januari van ieder jaar aangepast aan de index van de maand december van het voorgaande jaar volgens de formule $(R \times i) / I$ waarbij:

- R = tarief zoals hierboven vastgesteld
- i = de index van de maand december van het voorgaande jaar = december 2025 bij de eerste aanpassing, in januari 2026
- I = index van de maand december 2024 (basis 2013 = 100)

Iedere fractie halve vierkante meter wordt tot een hogere halve vierkante meter afgerond. Voor publiciteitsinrichtingen met meerdere vlakken wordt het belastingtarief vermenigvuldigd met het aantal vlakken.

De belasting is verschuldigd voor het hele jaar, vanaf 1 januari, wat ook de datum van installatie van de inrichting is.

Voor tijdelijke inrichtingen of voor publiciteitsinrichtingen welk essentieel zijn verbonden aan een werf, zoals deze bedoelt in Titel VI, Hoofdstuk III, Sectie 1, artikel 13 tot 15 van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening van 21/11/2006 (reclamedoeken of dergelijke, reclame op werfdekzeilen, reclame op werfafsluitingen), de belastingplichtige mag een berekening vragen naar evenredigheid van het aantal maanden van effectieve installatie van het onderstel gedurende het jaar. Iedere begonnen kalendermaand wordt als vol berekend.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon in naam van wie en/of ten gunste van wie de publiciteitsinrichting wordt voorgesteld of zo niet de houder van de publiciteitsinrichting.

In geval van niet-betaling van de belasting door de natuurlijke of rechtspersoon in naam van wie en/of ten gunste van wie de publiciteitsinrichting wordt voorgesteld of zo niet de houder van de publiciteitsinrichting, de eigenaar van de grond of van de muur waarop zich het bord bevindt wordt beschouwd als medeschuldenaar overeenkomstig artikel 2, 6° van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en is bijgevolg ertoe gehouden de belasting te betalen.

In geval van mede-eigendom, is de belasting verschuldigd voor de hele grond of muur, dat behoort aan het geheel van mede-eigenaars; echter wordt de belasting geëist volgens ieders individuele aandeel in deze mede-eigendom.

Artikel 5

Worden van deze belasting vrijgesteld:

1. De publiciteitsinrichtingen die zijn geïnstalleerd op een welbepaalde plaats om de activiteit, handel of nijverheid die er wordt uitgebaat bekend te maken;
2. De publiciteitsinrichtingen die voor eigen rekening gebruikt worden door een publiekrechtelijke rechtspersoon, een vereniging zonder winstoogmerk of een instelling van openbaar nut zonder winstoogmerk;
3. De publiciteitsinrichtingen die occasioneel geplaatst worden bij lokale feesten;
4. De publiciteitsinrichtingen uitsluitend bestemd voor een werk of organisme zonder winstoogmerk met een liefdadig, artistiek, literair, wetenschappelijk doel of instelling van openbaar nut;
5. De publiciteitsinrichtingen vallend onder de toepassing van de gemeentebelasting op publiciteitsinrichtingen die hoofdzakelijk bestemd zijn ter financiering van een door de wetgever erkende openbare dienst en die zich in de openbare ruimte bevinden of zichtbaar zijn vanaf de openbare ruimte.

Artikel 6

§1 - De belastingplichtige is verplicht aangifte te doen van de belastbare elementen op het grondgebied van de gemeente, bedoeld in dit belastingreglement.

§2 - Uiterlijk op 10 december van een welbepaald aanslagjaar, stuurt het Gemeentebestuur per aangetekend schrijven, een voorstel van aangifte naar de belastingplichtige, met vermelding van de belastbare elementen.

§3 - Indien volgens de belastingplichtige op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld en deze niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, verbeterd, vervolledigd, gedag- en ondertekend indienen bij het

Gemeentebestuur.

Indien het Gemeentebestuur geen vervolledigde, gedateerde en ondertekende aangifte ontvangt, wordt het door het Gemeentebestuur toegestuurde voorstel van aangifte beschouwd als aangifte.

§4 - De belastingplichtigen die geen voorstel van aangifte ontvangen hebben, zijn ertoe gehouden een aangifteformulier aan te vragen en hun aangifte terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende aanslagjaar.

§5 - De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren, tot herroeping.

§6 - In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de Gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Deze nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en is geldig totdat het uitdrukkelijk wordt herroepen.

Artikel 7

§1 - Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt.

§2 - Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

§3 - De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

§4 – In dit geval, zal de ambtshalve ingekohierde belasting worden verhoogd als volgt:

- 1ste inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 25%;
- 2de inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 50%;
- 3de inbreuk en de daaropvolgende: verhoging van de verschuldigde belasting met 100%.

Artikel 8

De belasting wordt via kohier geïnd. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 9

De vestiging, de invordering en de betreffende geschillen worden geregeld overeenkomstig de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 10

De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingschuldige van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger. Als de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

De indiening van een bezwaarschrift ontslaat de belastingbetaler niet van de verplichting om de belasting te betalen tot het bedrag dat onbetwistbaar verschuldigd is.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van

toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 13

Dit belastingreglement vervangt vanaf 1 januari 2025 dat door de Gemeenteraad werd aangenomen ter zitting van 30 juni 2021.

SP 18.- Taxe sur les dispositifs publicitaires ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur - Exercices 2025 à 2029 – Renouvellement et modification -- Belasting op publiciteitsinrichtingen die hoofdzakelijk bestemd zijn ter financiering van een door de wetgever erkende overheidsdienst - Aanslagjaren 2025 tot 2029 – Hernieuwing en wijziging

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 17 voix contre 0 et 19 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 17 stem(men) tegen 0 en 19 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 17 voix contre 0 et 19 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des Communes sous réserve des exceptions légales.

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Règlement Régional d'Urbanisme ;

Vu les dispositions du règlement général de police ;

Vu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 30 juin 2021 votant le règlement relatif à la taxe sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique et ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur pour les années d'impositions 2021 à 2024;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la sécurité publique ;

Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant annuellement les taux ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie.

Considérant la nécessité de freiner l'installation de dispositifs publicitaires pour des motifs

environnementaux et esthétiques ;

Considérant que la distraction des conducteurs doit être évitée afin de garantir la sécurité du trafic ;

Considérant qu'il y a lieu, par conséquent, de décourager l'utilisation des dispositifs publicitaires qui permettent le défilement de publicités successives ainsi que l'utilisation des outils publicitaires librement programmables et éclairés tels que les écrans numériques ayant certaines caractéristiques qui influencent la perception visuelle et le comportement de conduite des usagers de la route en raison d'une charge mentale et d'une distraction visuelle et cognitive accrues, augmentant de ce fait considérablement les risques d'accidents ;

Considérant que les taux sont raisonnables et certes proportionnels aux bénéfices générés par ce type d'installations, de sorte qu'il ne puisse être reproché à la Commune qu'il n'a pas été tenu compte de la capacité contributive des contribuables ;

Considérant que pour les dispositifs publicitaires ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur, une grande partie de la recette est affectée au financement et à l'entretien d'une tâche qui vise à satisfaire un besoin d'intérêt général ;

Considérant qu'il serait donc discriminatoire d'appliquer à cette catégorie de dispositifs publicitaires des dispositions identiques à celles auxquelles sont soumises les autres dispositifs publicitaires alors que ces redevables se trouvent dans une situation différente par nature ;

Considérant qu'il convient d'exonérer les dispositifs publicitaires de la Commune ou de tout autre organisme public dans la mesure où ces dispositifs jouent un rôle d'information d'intérêt général ;

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;

Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office tout en tenant compte de la récurrence à laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration ;

Vu pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 20 août et 15 octobre 2024 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices d'imposition 2025 à 2029 inclus, une taxe sur les dispositifs publicitaires ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur, situés dans l'espace public ou visibles depuis l'espace public. Dans l'hypothèse où un dispositif publicitaire particulier, ayant pour fonction principale le financement d'un service public, ne serait pas visé par le présent règlement, il y aura lieu d'appliquer le règlement-taxe sur les dispositifs publicitaires.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

« publicité », toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, à l'exclusion de celles figurant sur les enseignes et la signalisation des voiries, lieux et établissements d'intérêt général ou à vocation touristique ;

« dispositif de publicité », tout support, espace ou moyen mis en œuvre, établi, aménagé ou utilisé afin de recevoir de la publicité, que ce soit par collage, agrafage, ancrage, peinture, accrochage, ainsi que les supports porteurs d'affiches lumineuses et/ou par projection lumineuse ;

« service public », toute tâche qui vise à satisfaire un besoin d'intérêt général et dont l'accomplissement régulier apparaît nécessaire aux yeux du législateur et ce indépendamment de l'organisme qui remplit cette tâche ;

« dispositifs publicitaires ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur », les dispositifs publicitaires dont au moins 50 % de la recette nette qui en est tirée est affectée au financement du service public.

Article 3

La taxe annuelle est calculée par demi-mètre carré de surface utile. Par surface utile, il y a lieu de comprendre la surface susceptible d'être utilisée pour l'affichage à l'exclusion de l'encadrement.

Les taux par mètre carré sont fixés au 1^{er} janvier 2025 comme suit :

-Pour les supports fixes : 75,00 € par mètre carré (Taux 1) ;

-Pour les supports qui permettent le défilement de publicités successives: 225,00 € par mètre carré (Taux 2);

-Pour les supports numériques : 300,00 € par mètre carré (Taux 3);

Les taux seront adaptés chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ils seront adaptés le 1^{er} janvier de chaque année à l'indice du mois de décembre de l'année précédente selon la formule $(R \times i)/I$ où :

- R = taux établi ci-dessus
- i = indice du mois de décembre de l'année précédente = décembre 2025 lors de la première adaptation, en janvier 2026
- I = indice du mois de décembre 2024 (base 2013= 100)

Toute fraction de demi-mètre carré est arrondie au demi-mètre carré supérieur.

La taxe est due pour l'année entière pour chaque exercice, à compter du 1^{er} janvier, quelle que soit la date de l'installation du dispositif.

Article 4

La taxe est due par l'exploitant du dispositif publicitaire.

En cas de non-paiement de la taxe par l'exploitant du dispositif publicitaire, le titulaire d'un droit réel sur le dispositif publicitaire, ou le cas échéant, sur l'immeuble qui le supporte, l'installateur du dispositif publicitaire, l'annonceur et la personne physique ou morale qui bénéficie de la publicité sont tenus au paiement de la taxe et sont considérés comme codébiteurs conformément à l'article 2, 6° du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.

En cas de copropriété, la taxe est due pour la totalité du terrain ou du mur, que l'ensemble des copropriétaires détiennent ; elle n'est, néanmoins, exigée qu'à concurrence de la part individuelle de chacun d'eux dans la copropriété.

Article 5

Sont exemptés de la présente taxe :

- Les dispositifs publicitaires de la Commune ou d'organismes créés par ou subordonnés à la Commune.
- Les dispositifs publicitaires destinés exclusivement à la publicité d'intérêt public ainsi que celle pour événements à caractère charitable ou philanthropique reconnus comme tels.
- Les dispositifs publicitaires destinés exclusivement à la publicité des annonces pour des événements organisés ou co-organisés par la Commune et faisant l'objet d'une convention de partenariat.

Article 6

§1^{er} – Le contribuable de la taxe est tenu de faire la déclaration des éléments imposables sur le territoire de la Commune, comme le prévoit le présent règlement-taxa.

§2 – Pour un exercice d'imposition donné, l'Administration communale adresse, par pli recommandé, au redevable qu'elle peut identifier, pour le 10 décembre de l'année d'imposition au plus tard, une proposition de déclaration au contribuable reprenant les éléments imposables.

§3 - Si cette proposition de déclaration comporte selon le contribuable des inexactitudes ou des omissions en ce qu'elle ne correspond pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée. A défaut de réception par l'Administration communale d'une déclaration complétée, datée et signée, la proposition de déclaration communiquée par l'Administration vaut déclaration.

§4 - Le contribuable qui n'a pas reçu de proposition de déclaration est tenu de se procurer le formulaire de déclaration et de faire sa déclaration, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré.

§5 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

§6 - En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Cette nouvelle déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut jusqu'à révocation expresse.

Article 7

§1^{er} - L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose.

§2 - Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette

procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3 - Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque. L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4 - Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée comme suit :

- 1ère infraction : majoration de 25 % de la taxe due ;
- 2ème infraction : majoration de 50 % de la taxe due ;
- 3ème infraction et suivantes : majoration de 100 % de la taxe due.

Article 8

La taxe est perçue par voie de rôle. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 9

L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.

Article 10

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation. Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe à concurrence de l'incontestablement dû.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toute autre disposition régionale relative à la fiscalité locale.

Article 12

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 13

Le présent règlement-taxi remplace, à partir du 1^{er} janvier 2025, le règlement-taxi adopté par le Conseil communal en séance du 30 juin 2021.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 17 stem(men) tegen 0 en 19 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarin een begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening;

Gelet op de beschikkingen van het algemeen politiereglement;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 30 juni 2021 tot goedkeuring van het belastingreglement op commerciële publiciteitsonderstellen die als hoofddoel de financiering hebben van een door de wetgever erkende openbare dienst en die zich bevinden in de openbare ruimte of zichtbaar is vanaf de openbare weg, voor de aanslagjaren 2021 tot 2024;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare veiligheid te waarborgen;

Overwegende de noodzaak om rekening te houden met de inflatie door de tarieven jaarlijks te indexeren;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de installatie van publiciteitsinrichtingen om leefmilieu en esthetische redenen moet worden ingeperkt;

Overwegende dat een te grote afleiding van de bestuurders moet vermeden worden om het veilig verkeer te waarborgen.

Overwegende dat het daarom noodzakelijk is om de publiciteitsinrichtingen die de opeenvolging of het aflopen van een serie reclame toelaten alsook de vrij programmeerbare, verlichte publiciteitsmiddelen zoals digitale schermen die bepaalde kenmerken bezitten die door een verhoogde mentale belasting en een verhoogde visueel-cognitieve afleiding inwerken op het kijk- en rijgedrag van weggebruikers, waardoor er een merkbaar verhoogd risico op ongevallen bestaat en daarom wordt het gebruik van dergelijke publiciteitsmiddelen nog meer ontraden;

Overwegende dat bij publiciteitsinrichtingen waarvan de voornaamste functie bestaat in de financiering van een door de wetgever erkende openbare dienst, een groot deel van de inkomsten wordt besteed aan de financiering en instandhouding van een taak die ertoe strekt te voorzien in een behoefte van algemeen belang ;

Overwegende dat het daarom discriminerend zou zijn om voor deze categorie van publiciteitsinrichtingen dezelfde bepalingen toe te passen als op de andere publiciteitsinrichtingen, aangezien die belastingplichtigen zich in wezen gezien de aard in een verschillende situatie bevinden;

Overwegende dat de publiciteitsinrichtingen van de Gemeente of van enige andere overheidsinstantie moeten worden vrijgesteld voor zover deze inrichtingen informatieve rol spelen van algemeen belang;

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;

Overwegende dat volgens recente rechtspraak een zekere progressiviteit in het tarief van verhoging voor ambtshalve geheven belastingen moet worden gewaarborgd, rekening

houdend met het feit dat de belastingplichtige de aangifteplicht herhaaldelijk niet nakomt;
Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 augustus en 15 oktober 2024 en het administratief dossier;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Voor de aanslagjaren 2025 tot en met 2029, wordt een belasting gevestigd op publiciteitsinrichtingen die hoofdzakelijk bestemd zijn ter financiering van een door de wetgever erkende openbare dienst en die zich in de openbare ruimte bevinden of zichtbaar zijn vanaf de openbare ruimte. Als een welbepaalde publiciteitsinrichting die hoofdzakelijk bestemd is ter financiering van een openbare dienst niet tot het toepassingsgebied van dit reglement behoort, is ze onderworpen aan het belastingreglement op de publiciteitsinrichtingen.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

“publiciteit”, elk opschrift, elke vorm of elk beeld dat of die tot doel heeft het publiek te informeren of de aandacht van het publiek te trekken, met uitzondering van uithangborden en wegsignalisatie, plaatsen en inrichtingen van algemeen belang of van toeristische aard;
“publiciteitsinrichting”, elke drager, elke ruimte of elk middel die of dat wordt ingezet, tot stand gebracht, ingericht of gebruikt om er publiciteit op weer te geven door aanplakking, nieten, verankering, beschildering of vasthechting, alsook dragers voor verlichte affiches en/of lichtprojectie;
“openbare dienst”, elke taak die de vervulling van een behoefte van algemeen belang beoogt en waarvan de regelmatige uitvoering nodig wordt geacht door de wetgever, ongeacht de instelling die deze taak verricht;
“publiciteitsinrichtingen die hoofdzakelijk bestemd zijn ter financiering van een door de wetgever erkende openbare dienst”, de reclame-inrichtingen waarvan minstens 50 % van de ze genereren wordt aangewend ter financiering van de openbare dienst.

Artikel 3

De jaarlijkse belasting wordt berekend per halve vierkante meter bruikbare oppervlakte. Onder bruikbare oppervlakte dient men te verstaan de oppervlakte geschikt tot het gebruik bij de aanplakking met uitzondering van de omlijsting.

De aanslagvoeten per vierkante meter worden op 1 januari 2025 als volgt vastgesteld:

-Voor de vaste onderstellen: 75,00 € per vierkante meter (Voet 1);

-Voor onderstellen die opeenvolging of het aflopen van een serie reclame toelaat: 225,00€ per vierkante meter (Voet 2);

-Voor de digitale onderstellen: 300,00€ per vierkante meter (Voet 3);

De aanslagvoeten worden jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen. Zij worden op 1 januari van ieder jaar aangepast aan de index van de maand december van het voorgaande jaar volgens de formule $(R \times i)/I$ waarbij:

- R = tarief zoals hierboven vastgesteld
- i = de index van de maand december van het voorgaande jaar = december 2025 bij de eerste aanpassing, in januari 2026
- I = index van de maand december 2024 (basis 2013 = 100)

Iedere fractie halve vierkante meter wordt tot een hogere halve vierkante meter afgerond.

Voor publiciteitsinrichtingen met meerdere vlakken wordt het belastingtarief vermenigvuldigd met het aantal vlakken.

De belasting is verschuldigd voor het hele jaar, vanaf 1 januari, wat ook de datum van installatie van de inrichting is.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de publiciteitsinrichting.

In geval van niet-betaling van de belasting door de uitbater van de publiciteitsinrichting, de houder van een zakelijk recht op de publiciteitsinrichting of, indien van toepassing, het gebouw waarop de inrichting is aangebracht, de plaatser van de publiciteitsinrichting, de adverteerder en de natuurlijke of rechtspersoon aan wie de publiciteit ten goede komt worden beschouwd als medeschuldenaar overeenkomstig artikel 2, 6° van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en is bijgevolg ertoe gehouden de belasting te betalen.

In geval van mede-eigendom, is de belasting verschuldigd voor de hele grond of muur, dat behoort aan het geheel van mede-eigenaars; echter wordt de belasting geëist volgens ieders

individuele aandeel in deze mede-eigendom.

Artikel 5

Worden van deze belasting vrijgesteld:

- De publiciteitsinrichtingen van de Gemeente of van instellingen die door de Gemeente zijn ingesteld of aan de Gemeente ondergeschikt zijn.
- De publiciteitsinrichtingen die uitsluitend bestemd zijn voor publiciteit van openbaar nut en voor liefdadigheidsevenementen die als zodanig erkend zijn.
- De publiciteitsinrichtingen die uitsluitend bestemd zijn voor publiciteit in de vorm van aankondigingen van evenementen die worden georganiseerd of mee georganiseerd door de Gemeente en die het voorwerp uitmaken van een partnerovereenkomst.

Artikel 6

§1 - De belastingplichtige is verplicht aangifte te doen van de belastbare elementen op het grondgebied van de gemeente, bedoeld in dit belastingreglement.

§2 - Uiterlijk op 10 december van een welbepaald aanslagjaar, stuurt het Gemeentebestuur per aangetekend schrijven, een voorstel van aangifte naar de belastingplichtige, met vermelding van de belastbare elementen.

§3 - Indien volgens de belastingplichtige op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld en deze niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, verbeterd, vervolledigd, gedag- en ondertekend indienen bij het Gemeentebestuur.

Indien het Gemeentebestuur geen vervolledigde, gedateerde en ondertekende aangifte ontvangt, wordt het door het Gemeentebestuur toegestuurde voorstel van aangifte beschouwd als aangifte.

§4 - De belastingplichtigen die geen voorstel van aangifte ontvangen hebben, zijn ertoe gehouden een aangifteformulier aan te vragen en hun aangifte terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende aanslagjaar.

§5 - De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren, tot herroeping.

§6 - In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de Gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Deze nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en is geldig totdat het uitdrukkelijk wordt herroepen.

Artikel 7

§1 - Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt.

§2 - Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

§3 - De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

§4 – In dit geval, zal de ambtshalve ingekohierde belasting worden verhoogd als volgt:

- 1ste inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 25%;
- 2de inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 50%;
- 3de inbreuk en de daaropvolgende: verhoging van de verschuldigde belasting met 100%.

Artikel 8

De belasting wordt via kohier geïnd. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 9

De vestiging, de invordering en de betreffende geschillen worden geregeld overeenkomstig de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 10

De belastingsschuldige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingsschuldige van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingsschuldige of zijn vertegenwoordiger. Als de belastingsschuldige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

De indiening van een bezwaarschrift ontslaat de belastingbetaler niet van de verplichting om de belasting te betalen tot het bedrag dat onbetwistbaar verschuldigd is.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 13

Dit belastingreglement vervangt vanaf 1 januari 2025 dat door de Gemeenteraad werd aangenomen ter zitting van 30 juni 2021.

SP 19.- Taxe sur les entreprises mettant des appareils de télécommunication à la disposition du public, contre rétribution- Exercices 2025 à 2029 – Renouvellement et modification -
-- Belasting op ondernemingen die tegen vergoeding telecommunicatieapparatuur ter beschikking van het publiek stellen- Aanslagjaren 2025 tot 2029 – Hernieuwing en wijziging

Monsieur Guillaume intervient

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 17 voix contre 3 et 16 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 17 stem(men) tegen 3 en 16 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 17 voix contre 3 et 16 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution, qui consacre l'autonomie fiscale des communes sous

réserve des exceptions légales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1er et l'article 118, alinéa 1er ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 26 janvier 2022 votant le règlement-taxe sur les établissements qui mettent des appareils de télécommunication à la disposition du public contre paiement pour les années d'impositions 2022 à 2024;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité publique, la sécurité publique et la propreté publique ;

Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant annuellement les taux ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Considérant qu'au-delà du principe budgétaire énoncé ci-dessus, le taux de la taxe annuelle se justifie d'une part par les coûts liés aux mesures de surveillance particulières et de contrôle spécifiques exercées par les services de police qu'engendre cette activité, et d'autre part ceux liés au surcroît d'interventions de la part des services communaux en matière de propreté et de sécurité publiques;

Considérant que ce genre d'établissements génère des nuisances importantes (arrivées et départs bruyants des clients, stationnement négligeant, bouteilles cassées et autres déchets jonchant les environs immédiats), que ces différents éléments entraînent des coûts importants pour la surveillance et le nettoyage du domaine public et qu'il paraît dès lors équitable de reporter une partie de ces coûts sur les gestionnaires des phone shops ;

Considérant qu'un excès de « phone shops » nuit à la qualité et à l'attractivité du commerce et que ce cercle vicieux doit être maîtrisé par des actions ciblées visant à améliorer la diversité et la qualité des magasins ; et que donc la taxe (et plus particulièrement la taxe d'ouverture) ont été instaurées dans le but de réguler le nombre de ces établissements ;

Considérant que les recettes résultant de cette taxe contribuent aux coûts qu'implique la lutte contre les nuisances et permettent de mener une politique économique locale réfléchie dans les centres commerciaux ;

Considérant que les propriétaires des lieux doivent être conscients du fait qu'ils assument également une grande part de responsabilité en louant leur bien pour des activités qui perturbent l'ordre public, nuisent à la propreté et portent atteinte à l'image du commerce et qu'ils sont donc solidaires et indivisibles pour le paiement de la taxe ;

Considérant que si l'obligation de déclaration ou d'autres démarches ne sont pas respectées (absence de déclaration spontanée endéans les dix jours après l'ouverture de la nouvelle activité commerciale ou de déclaration incomplète ou inexacte), il convient de soumettre le redevable à un enrôlement d'office avec une majoration de 25% de la taxe pour assurer l'effectivité de cette taxe ;

Considérant que l'exonération consacrée à l'article 7 se justifie au regard des missions de service public qu'accomplit tout opérateur assurant le service universel lequel service est conditionné par 4 principes : l'universalité (offre de service à tous à des prix accessibles), l'égalité (absence de discrimination notamment tarifaire sur base de la localisation par exemple), la continuité (permanence du service) et l'ubiquité (offre sur l'ensemble du territoire) ;

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;

Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office tout en tenant compte de la récurrence à laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration;

Vu pour le surplus, les rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins des 20 août et 15 octobre 2024 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi pour les exercices d'imposition 2025 à 2029 inclus une taxe d'ouverture ainsi qu'une taxe annuelle sur les entreprises situées sur le territoire de la commune qui ont pour activité la mise à disposition contre rétribution d'un ou plusieurs appareils de télécommunication (ou les phone-shops).

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

« appareils de télécommunication », tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, signaux, écrits, images, sons ou données de toute nature, par fil, radioélectricité, signalisation optique ou autre système électromagnétique. (C'est-à-dire : Téléphone, fax, modem, vidéoconférence, etc)

Article 3

La taxe d'ouverture et la taxe annuelle sont dues par l'exploitant du commerce.

En cas de non-paiement de la taxe par l'exploitant, le propriétaire du commerce et le propriétaire de l'immeuble où l'activité économique a lieu sont tenus au paiement de la taxe et sont considérés comme codébiteur conformément à l'article 2, 6° du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.

Article 4

La taxe d'ouverture est fixée au 1^{er} janvier 2025 à 10.308,60€ à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale. Chaque modification d'exploitant équivaut à une nouvelle activité commerciale.

La taxe d'ouverture est perçue au comptant contre la remise d'une preuve de paiement.

La taxe d'ouverture est une taxe unique, due pour l'année entière à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, quelle que soit la date de début de l'exploitation, de la cessation de l'activité économique ou de la modification de l'exploitant pendant l'exercice d'imposition. Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Article 5

La taxe annuelle est fixée au 1^{er} janvier 2025 à 3.099,18€ par agence ou filiale. Elle débute l'année qui suit celle de la déduction de la taxe d'ouverture.

La taxe annuelle est due par voie de rôle pour l'année entière à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, quelle que soit la date de début de l'exploitation, de la cessation de l'activité économique ou de la modification de l'exploitant pendant l'exercice d'imposition. Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Article 6

Les taux seront adaptés chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ils seront adaptés le 1^{er} janvier de chaque année à l'indice du mois de décembre de l'année précédente selon la formule $(R \times i) / I$ où :

- R = taux établi ci-dessus
- i = indice du mois de décembre de l'année précédente = décembre 2025 lors de la première adaptation, en janvier 2026
- I = indice du mois de décembre 2024 (base 2013= 100)

Article 7

En cas de fermeture administrative temporaire ou définitive de l'établissement à titre de sanction par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en application de l'article 119bis de la nouvelle loi communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 8

Sont exonérées de la taxe, les entreprises qui assurent le service universel tel que défini à l'article 68 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et qui peuvent justifier de la qualité d'opérateurs tenus ou autorisés au sens de l'article 75 de la même loi.

Article 9

§1^{er} – Le contribuable de la taxe est tenu de faire la déclaration des éléments imposables sur le territoire de la Commune, comme le prévoit le présent règlement-taxe au plus tard dans les dix jours après l'ouverture de la nouvelle activité commerciale.

§2 – Pour un exercice d'imposition donné, l'Administration communale adresse, par pli recommandé, au redevable qu'elle peut identifier, pour le 10 décembre de l'année d'imposition au plus tard, une proposition de déclaration au contribuable, reprenant les

éléments imposables.

§3 - Si cette proposition de déclaration comporte, selon le contribuable, des inexactitudes ou des omissions en ce qu'elle ne correspond pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée.

A défaut de réception par l'Administration communale d'une déclaration complétée, datée et signée, la proposition de déclaration communiquée par l'Administration vaut déclaration.

§4 - Le contribuable qui n'a pas reçu de proposition de déclaration est tenu de se procurer le formulaire de déclaration et de faire sa déclaration, dûment complétée et signée, au plus tard dans les dix jours après l'ouverture de la nouvelle activité commerciale.

§5 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

§6 - En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Cette nouvelle déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut jusqu'à révocation expresse.

Article 10

§1^{er} - L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose.

§2 - Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3 - Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque. L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4 - Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée comme suit :

- 1ère infraction : majoration de 25 % de la taxe due ;
- 2ème infraction : majoration de 50 % de la taxe due ;
- 3ème infraction et suivantes : majoration de 100 % de la taxe due.

Article 11

La taxe d'ouverture est recouvrée au comptant au moment de la déclaration. Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée.

La taxe annuelle est perçue par voie de rôle. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 12

L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.

Article 13

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant de la taxe d'ouverture.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation. Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe à concurrence de l'incontestablement dû.

Article 14

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toute autre disposition régionale relative à la fiscalité locale.

Article 15

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 16

Le présent règlement-taxi remplace, à partir du 1^{er} janvier 2025, le règlement-taxi adopté par le Conseil communal en séance du 26 janvier 2022.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 17 stem(men) tegen 3 en 16 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarin een begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 26 januari 2022 tot goedkeuring van het belastingreglement op het ter beschikking stellen aan het publiek van telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding, voor de aanslagjaren 2022 tot 2024;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, openbare veiligheid en openbare netheid te waarborgen;

Overwegende de noodzaak om rekening te houden met de inflatie door de tarieven jaarlijks te indexeren;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat afgezien van het hierboven uiteengezette begrotingsbeginsel, het bedrag van de jaarlijkse belasting wordt gerechtvaardigd door enerzijds de kosten in verband met het speciale toezicht en specifieke controlemaatregelen uitgevoerd door de politiediensten die door deze activiteit worden gegenereerd, en anderzijds die met betrekking tot de verhoging van interventies van de gemeentelijke diensten in termen van netheid en openbare veiligheid

anderzijds;

Overwegend dat dit type inrichting aanzienlijke overlast veroorzaakt (luidruchtige aankomst en vertrek van klanten, ongepast parkeren, kapotte flessen en ander rotzooi in de directe omgeving), dat deze verschillende elementen aanzienlijke kosten met zich meebrengen voor het bewaken en reinigen van het openbaar domein en het lijkt dan redelijk om sommige van deze kosten te verhalen bij de beheerders van de “phone shops”;

Overwegende dat een teveel aan “phone shops” de kwaliteit en de aantrekkelijkheid van het winkelapparaat schaden en dat deze vicieuze cirkel geremd moet worden door gerichte acties om een verbetering teweeg te brengen op het vlak van verscheidenheid en kwaliteit van handelszaken, en dat daarom de belasting en in het bijzonder de openingsbelasting werd ingevoerd om het aantal vestigingen te reguleren;

Overwegende dat de ontvangsten die voortvloeien uit deze belasting bijdragen in de kosten die nodig zijn voor het bestrijden van de overlast en toelaten een doordacht lokaal economisch beleid te voeren in de handelskernen;

Overwegende dat de eigenaars van de panden zich bewust moeten zijn van het feit dat zij een grote medeverantwoordelijkheid dragen bij verhuur van hun eigendommen voor activiteiten die de openbare orde verstoren, de netheid aantasten en het imago van het winkelapparaat schaden en dat zij daarom solidair zijn en ondeelbaar gehouden tot betaling van de belasting;

Overwegende het feit dat indien de aangifteplicht of andere stappen niet worden nageleefd (afwezigheid van spontane aangifte binnen tien dagen na de opening van de nieuwe commerciële activiteit of onvolledige of onnauwkeurige aangifte), het raadzaam is om de persoon te onderwerpen aan een ambtshalve inkohering met een verhoging van 25% van de belasting om de effectiviteit van deze belasting te verzekeren;

Overwegende dat de vrijstelling van artikel 7 gerechtvaardigd in het licht van de taken van openbare dienst die door elke operator van de universele dienst moeten worden verricht, waarbij de dienst wordt bepaald door vier beginselen: universaliteit (iedereen diensten aanbieden tegen betaalbare prijzen), gelijkheid (afwezigheid van discriminatie, met name op basis van lokalisatie, bijvoorbeeld), continuïteit (duurzaamheid van de dienst) en alomtegenwoordigheid (aanbod in het hele land);

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;

Overwegende dat volgens recente rechtspraak een zekere progressiviteit in het tarief van verhoging voor ambtshalve geheven belastingen moet worden gewaarborgd, rekening houdend met het feit dat de belastingplichtige de aangifteplicht herhaaldelijk niet nakomt;

Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 augustus en 15 oktober 2024 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Voor de aanslagjaren 2025 tot en met 2029, wordt een openingsbelasting alsook een jaarlijkse belasting gevestigd op de ondernemingen die op grondgebied van de gemeente zijn gevestigd en waarvan de hoofdactiviteit erin bestaat een of meer telecommunicatieapparaten tegen vergoeding ter beschikking te stellen (of de phone-shops).

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

“telecommunicatieapparaten”, elk toestel dat het mogelijk maakt om tekens, signalen, geschriften, beelden, klanken of gegevens van ongeacht welke aard over te brengen, uit te zenden of te ontvangen via kabel, radiogolven, optische seingeving of ongeacht welk ander elektromagnetisch systeem. (t.t.z.: telefoon, fax, modem, video, etc...).

Artikel 3

De openingsbelasting en de jaarlijkse belasting zijn verschuldigd door de uitbater.

In geval van niet-betaling van de belasting door de uitbater, worden de eigenaar van de handelszaak en de eigenaar van het gebouw waar de economische activiteit plaatsvindt beschouwd als medeschuldenaar overeenkomstig artikel 2, 6° van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en is bijgevolg ertoe gehouden de belasting te betalen.

Artikel 4

De openingsbelasting wordt vastgesteld op 1 januari 2025 op 10.308,60€ bij elke opening van een nieuwe handelsactiviteit. Elke wijziging van uitbater wordt gelijkgesteld met een nieuwe handelsactiviteit.

De openingsbelasting is contant verschuldigd tegen afgifte van een betalingsbewijs.

De openingsbelasting in een éénmalige belasting, verschuldigd voor het hele jaar, welke ook de datum weze van aanvang, stopzetting van de commerciële activiteit of de wijziging van uitbater tijdens het aanslagjaar. Er wordt geen enkele terugbetaling of vergoeding toegestaan wat ook de reden is.

Artikel 5

De jaarlijkse belasting is op 1 januari 2025 vastgesteld op 3.099,18€ per agentschap of kantoor. Zij gaat in vanaf het jaar dat volgt op de aanrekening van de openingsbelasting.

De jaarlijkse belasting is verschuldigd per kohier, voor het hele jaar, beginnend op 1 januari van het aanslagjaar, welke ook de datum weze van aanvang of stopzetting van de commerciële activiteit of de wijziging van uitbater tijdens het aanslagjaar.

Er wordt geen enkele terugbetaling of vergoeding toegestaan wat ook de reden is.

Artikel 6

De aanslagvoeten worden jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen. Zij worden op 1 januari van ieder jaar aangepast aan de index van de maand december van het voorgaande jaar volgens de formule $(R \times i) / I$ waarbij:

- R = tarief zoals hierboven vastgesteld
- i = de index van de maand december van het voorgaande jaar = december 2025 bij de eerste aanpassing, in januari 2026
- I = index van de maand december 2024 (basis 2013 = 100)

Artikel 7

In geval van een tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de vestiging, door een sanctie genomen door het College van Burgemeester en Schepenen, zullen de uitbaters in toepassing van artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet op geen enkele schadeloosstelling aanspraak kunnen maken.

Artikel 8

Zijn vrijgesteld van de belasting, de instellingen die universele diensten verstrekken krachtens artikel 68 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die hun hoedanigheid van operator kunnen bevestigen in de zin van artikel 75 van dezelfde wet.

Artikel 9

§1 - De belastingplichtige is verplicht aangifte te doen van de belastbare elementen op het grondgebied van de gemeente, bedoeld in dit belastingreglement dit uiterlijk binnen de tien dagen na de opening van een nieuwe commerciële activiteit.

§2 - Uiterlijk op 10 december van een welbepaald aanslagjaar, stuurt het Gemeentebestuur per aangetekend schrijven, een voorstel van aangifte naar de belastingplichtige, met vermelding van de belastbare elementen.

§3 - Indien volgens de belastingplichtige op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld en deze niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, verbeterd, vervolledigd, gedag- en ondertekend indienen bij het Gemeentebestuur.

Indien het Gemeentebestuur geen vervolledigde, gedateerde en ondertekende aangifte ontvangt, wordt het door het Gemeentebestuur toegestuurde voorstel van aangifte beschouwd als aangifte.

§4 - De belastingplichtigen die geen voorstel van aangifte ontvangen hebben, zijn ertoe gehouden een aangifteformulier aan te vragen en hun aangifte terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk binnen de tien dagen na de opening van een nieuwe commerciële activiteit.

§5 - De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren, tot herroeping.

§6 - In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de Gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Deze nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohierungen en is geldig totdat het uitdrukkelijk wordt herroepen.

Artikel 10

§1 - Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt.

§2 - Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

§3 - De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

§4 – In dit geval, zal de ambtshalve ingekohierde belasting worden verhoogd als volgt:

- 1ste inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 25%;
- 2de inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 50%;
- 3de inbreuk en de daaropvolgende: verhoging van de verschuldigde belasting met 100%.

Artikel 11

De openingsbelasting is contant te voldoen op het moment van de aangifte. Als de inning niet contant kan gebeuren, wordt de belasting ten kohiere gebracht.

De jaarlijkse belasting wordt via kohier geïnd. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 12

De vestiging, de invordering en de betreffende geschillen worden geregeld overeenkomstig de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 13

De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingschuldige van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of te rekenen vanaf de dag van de contante inning van de openingsbelasting.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger. Als de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

De indiening van een bezwaarschrift ontslaat de belastingbetaler niet van de verplichting om de belasting te betalen tot het bedrag dat onbetwistbaar verschuldigd is.

Artikel 14

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 15

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;

- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 16

Dit belastingreglement vervangt vanaf 1 januari 2025 dat door de Gemeenteraad werd aangenomen ter zitting van 26 januari 2022.

SP 20.- Taxe sur les immeubles inachevés - Exercices 2025 à 2029 – Renouvellement et modification -- Belasting op de onafgewerkte gebouwen - Aanslagjaren 2025 tot 2029 – Hernieuwing en wijziging

Monsieur Guillaume intervient

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 17 voix contre 15 et 4 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 17 stem(men) tegen 15 en 4 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 17 voix contre 15 et 4 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des Communes sous réserve des exceptions légales ;
 Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er} et l'article 118, alinéa 1^{er} ;
 Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;
 Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;
 Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;
 Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;
 Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;
 Vu l'article 101 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire ;
 Vu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 26 janvier 2022 votant le règlement relatif à la taxe sur les immeubles inachevés pour les années d'impositions 2022 à 2024 ;
 Vu la situation financière de la Commune ;
 Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;
 Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité, la sécurité et la propreté publique ;
 Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant annuellement les taux ;
 Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;
 Considérant que la présence d'immeubles partiellement ou totalement inachevés sur le territoire de la Commune est de nature à décourager l'esprit d'initiative des riverains et à engendrer un processus de désintéressement généralisé en matière d'habitat ;
 Considérant qu'il est dès lors nécessaire de lutter contre la présence d'immeubles partiellement ou totalement inachevés ;
 Considérant que cette situation, s'il n'y est pas porté remède, freine et compromet le renouvellement ou la restauration du patrimoine immobilier ;
 Considérant que l'équilibre entre l'offre et la demande en matière de logements est fortement perturbé ;
 Considérant qu'il est préférable que les logements disponibles soient exploités de manière optimale sur le territoire de la Commune ;

Considérant que les immeubles visés par ce règlement perturbent la tranquillité et la sécurité publique ;

Considérant que cette situation occasionne un surcoût en matière de dépenses policières pour assurer au mieux la sécurité des personnes et des biens ;

Vu pour le surplus, les rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins des 20 août et 15 octobre 2024 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE :

Article 1

Il est établi, au profit de la Commune, pour les exercices 2025 à 2029, une taxe mensuelle sur les immeubles inachevés, qu'ils soient situés en bordure d'une voie publique ou sur une parcelle directement attenante à la voie publique.

Sont considérés comme immeubles inachevés, ceux pour lesquels les travaux prévus dans le permis d'urbanisme ont débuté mais n'ont pas été finalisés dans un délai de quatre ans prenant cours à la date de délivrance du permis d'urbanisme, une année supplémentaire étant accordée en cas de demande de prolongation du permis d'urbanisme, pour autant que l'inachèvement ne résulte pas du fait de l'autorité publique. N'est pas considéré comme tel l'arrêt des travaux dû à l'absence d'un permis d'urbanisme ou dû à la non-conformité des travaux liés à ce permis d'urbanisme.

Article 2

Le taux de base au 1^{er} janvier 2025 par mètre courant de façade et par niveau inachevé est fixé à 89,88€ par mois.

Le taux sera adapté chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. Il sera adapté le 1^{er} janvier de chaque année à l'indice du mois de décembre de l'année précédente selon la formule $(R \times i) / I$ où :

- R = taux établi ci-dessus
- i = indice du mois de décembre de l'année précédente = décembre 2025 lors de la première adaptation, en janvier 2026
- I = indice du mois de décembre 2024 (base 2013= 100)

Toutefois, le taux de base sera augmenté de 25% après douze mois d'inachèvement ou de 50% après vingt-quatre mois.

Le taux de base est entièrement augmenté de 100 % lorsque l'immeuble sert de support à des dispositifs publicitaires ou à l'affichage, sauf pour annoncer la vente ou la location de l'immeuble.

Le développement en façade et le nombre de niveaux pris en considération sont ceux prévus au permis d'urbanisme délivré.

Lorsque l'immeuble touche à plus d'une rue, la base de calcul de la taxe est le plus grand développement à front d'une de ces rues.

Si l'immeuble forme un coin, est pris en considération le plus grand développement en ligne droite augmenté de la moitié du pan coupé ou arrondi.

S'il s'agit d'un immeuble isolé, la longueur prise en considération est la moitié du développement total des façades de l'immeuble mesuré horizontalement à chaque niveau.

Lorsque l'immeuble est achevé sans qu'ait été atteint le nombre d'étages prévus au permis d'urbanisme, la taxe est due pendant cinq exercices consécutifs pour les niveaux non réalisés.

Article 3

L'expiration du délai visé à l'article 1 du présent règlement fait l'objet d'une notification par l'Administration communale. Suite à cette notification, le contribuable dispose d'un délai de deux mois pour faire valoir ses observations par lettre recommandée.

Cette notification est valable pour une durée indéterminée, vaut jusqu'à preuve du contraire et sert de base aux enrôlements successifs ultérieurs

Article 4

La taxe est due par le titulaire du droit réel sur l'immeuble, à savoir, soit le propriétaire, soit le possesseur, soit l'emphytéote, soit le superficiaire soit l'usufruitier du bien, comme le prévoit l'article 251 du Code des impôts sur les revenus.

En cas de non-paiement de la taxe par l'usufruitier, le nu-propriétaire est tenu au paiement de la taxe et est considéré comme codébiteur conformément à l'article 2, 6° du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.

En cas de copropriété, la taxe n'est exigée des copropriétaires qu'à concurrence de la part de chacun d'eux dans la copropriété.

Article 5

La taxe est due pour la première fois le premier jour du troisième mois qui suit la notification prescrite à l'article 3 et elle reste due jusqu'à ce qu'il soit remédié à l'état d'inachèvement. La taxe ne sera plus perçue pour le mois au cours duquel le contribuable visé à l'article 4 aura démontré que l'état d'inachèvement a disparu.

Article 6

Pour les immeubles inachevés, la taxe n'est pas due :

1. s'il s'agit d'un immeuble inachevé édifié sur un terrain vendu par la Commune, lorsque l'acte de vente prévoit des pénalités particulières au cas où l'immeuble ne serait pas achevé dans le délai fixé contractuellement pour autant que ces pénalités particulières ne soient pas inférieures au montant de la taxe sur les immeubles inachevés ;
2. s'il s'agit d'un immeuble accidentellement sinistré, pendant les vingt-quatre mois qui suivent le mois au cours duquel le sinistre a eu lieu, à moins qu'il y ait des installations productives de revenus tels que panneaux d'affichage, pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par la voie hertzienne, cette liste n'étant pas exhaustive. Cette exonération ne s'applique pas lorsque l'immeuble en question a déjà fait l'objet de la présente taxe ;
3. si l'inachèvement résulte d'un cas de force majeure.

Article 7

La taxe est perçue par voie de rôle. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 8

L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.

Article 9

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation. Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe à concurrence de l'incontestablement dû.

Article 10

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toute autre disposition régionale relative à la fiscalité locale.

Article 11

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;

- méthode de collecte : constatations faites par des fonctionnaires habilités ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 12

Le présent règlement-taxi remplace, à partir du 1^{er} janvier 2025, le règlement-taxi adopté par le Conseil communal en séance du 26 janvier 2022.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 17 stem(men) tegen 15 en 4 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarin een begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet artikel 101 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 26 januari 2022 tot goedkeuring van het belastingreglement de op onafgewerkte gebouwen, voor de aanslagjaren 2022 tot 2024;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Gezien de noodzaak voor de Gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan;

Gezien de noodzaak voor de Gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, - veiligheid en - netheid te waarborgen;

Overwegende de noodzaak om rekening te houden met de inflatie door de tarieven jaarlijks te indexeren;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende de aanwezigheid van gebouwen geheel of gedeeltelijk onafgewerkt op het grondgebied van de Gemeente Schaarbeek van die aard is dat zij ontmoedigend is tot het nemen van initiatief voor de lokale bewoners en een algemene desinteresse veroorzaakt op gebied van woongelegenheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de strijd aan te gaan tegen de aanwezigheid van gebouwen geheel of gedeeltelijk onafgewerkt;

Overwegende dat deze situatie, als ze niet wordt verholpen, de vernieuwing of herstel van woningen ondermijnt;

Overwegende dat het evenwicht tussen vraag en aanbod van woningen sterk verzwakt is;

Overwegende dat het wenselijk is dat op het grondgebied van de Gemeente Schaarbeek, de beschikbare woningen optimaal benut worden;

Overwegende dat de gebouwen beoogd door dit reglement, de rust en de openbare veiligheid verstoren;

Overwegende dat deze situatie extra kosten veroorzaakt voor de politie om de veiligheid van personen en goederen zo goed mogelijk te kunnen waarborgen;

Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 augustus en 15 oktober 2024 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt ten bate van de Gemeente, voor de aanslagjaren 2025 tot en met 2029, een maandelijks belasting geheven op de onafgewerkte gebouwen, voor zover ze gelegen zijn

langsheen een openbare weg of op een perceel direct grenzend aan de openbare weg. Worden als onafgewerkte gebouwen aanzien, deze waarvan de opgestarte werken voorzien in de stedenbouwkundige vergunning niet zijn voltooid binnen een termijn van vier jaar vanaf de datum van aflevering van de stedenbouwkundige vergunning, een bijkomend jaar wordt toegestaan in geval van verlenging van de stedenbouwkundige vergunning, voor zover de onderbreking niet voortvloeit uit een daad van de overheid. Wordt niet als dusdanig beschouwd, de stopzetting der werken bij gebrek aan een stedenbouwkundige vergunning.

Artikel 2

De aanslagvoet op 1 januari 2025 per strekkende meter gevellengte en per onafgewerkte verdieping, wordt gevestigd op 89,88€ per maand.

De aanslagvoet wordt jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen. Zij wordt op 1 januari van ieder jaar aangepast aan de index van de maand december van het voorgaande jaar volgens de formule $(R \times i)/I$ waarbij:

- R = tarief zoals hierboven vastgesteld
- i = de index van de maand december van het voorgaande jaar = december 2025 bij de eerste aanpassing, in januari 2026
- I = index van de maand december 2024 (basis 2013 = 100)

Echter, de aanslagvoet zal met 25% worden verhoogd na twaalf maanden onafgewerktheid en met 50% na vierentwintig maanden.

De aanslagvoet wordt met 100 % verhoogd wanneer het gebouw gebruikt wordt als publiciteitsonderstel of aanplakbord behalve om de verkoop of de verhuring van het gebouw aan te kondigen.

De totale lengte van de straatgevel en het aantal verdiepingen welke in aanmerking komen, zijn deze voorzien in de afgeleverde stedenbouwkundige vergunning.

Wanneer het gebouw aan meerdere straten paalt, wordt de belasting berekend, rekening houdend met de grootste gevellengte langs één van deze straten.

Wanneer het gebouw een hoek vormt, wordt de grootste gevellengte in aanmerking genomen, vermeerderd met de helft van de stompe of afgeronde hoek.

Wanneer het een alleenstaand gebouw betreft, wordt de helft der totale gevellengte van het gebouw, horizontaal gemeten op iedere verdieping, in aanmerking genomen.

Wanneer een gebouw afgewerkt wordt zonder het aantal verdiepingen te bereiken voorzien in de stedenbouwkundige vergunning, is de belasting verschuldigd gedurende vijf opeenvolgende dienstjaren voor de niet gerealiseerde verdiepingen.

Artikel 3

Het verstrijken van de termijn zoals bedoeld in artikel 1 van dit reglement wordt betekend door het Gemeentebestuur. De belastingplichtige beschikt, vanaf deze betekening, over een termijn van twee maanden om zijn opmerkingen per aangetekend schrijven te laten gelden. Deze betekening is geldig voor onbepaalde tijd, tot het tegendeel wordt bewezen en zal dienen als basis bij de later volgende inkohierungen.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de houder van het zakelijk recht op het goed, met name de eigenaar, de bezitter, de erfpachter, de opstalhouder of de vruchtgebruiker van het goed, zoals bepaald in artikel 251 van het Wetboek der Inkomstenbelastingen.

In geval van niet-betaling van de belasting door de vruchtgebruiker, wordt de naakte eigenaar beschouwd als medeschuldenaar overeenkomstig artikel 2, 6° van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en is bijgevolg ertoe gehouden de belasting te betalen.

Bij mede-eigendom, wordt de belasting van de mede-eigenaars geëist volgens ieders aandeel ieder in deze mede-eigendom.

Artikel 5

De belasting is voor de eerste keer verschuldigd, de eerste dag van de derde maand volgend op de betekening omschreven in artikel 3, en ze blijft van toepassing totdat er een einde is gesteld aan de staat van onafgewerktheid. De belasting wordt niet meer in rekening gebracht voor de maand waarin de belastingplichtige bedoeld in artikel 4, aantoont dat staat van onafgewerktheid is verdwenen.

Artikel 6

Voor de onafgewerkte gebouwen, is de belasting is niet verschuldigd:

1. wanneer het een onafgewerkt gebouw betreft, opgericht op een terrein verkocht door de Gemeente, en wanneer de verkoopakte bijzondere straffen voorziet in geval het gebouw niet zou afgewerkt zijn binnen de contractueel bepaalde termijn voor zover de opgelegde boeten

niet minder zijn dan het bedrag van de belasting op de onafgewerkte gebouwen;
2. wanneer het een gebouw betreft dat door onheil werd geteisterd, gedurende de 24 maanden volgend op de maand wanneer het onheil heeft plaatsgehad, tenzij er zich winstgevende installaties op bevinden zoals aanplakborden, pylonen, masten, antennes en andere telecommunicatiemiddelen, zendapparatuur voor signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven. Deze lijst is niet limitatief. De vrijstelling is niet van toepassing wanneer het gebouw in kwestie reeds voordien werd ingekohierd voor deze belasting;
3. wanneer de onafgewerkte toestand het gevolg is van overmacht.

Artikel 7

De belasting wordt via kohier geïnd. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 8

De vestiging, de invordering en de betreffende geschillen worden geregeld overeenkomstig de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 9

De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingschuldige van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger. Als de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

De indiening van een bezwaarschrift ontslaat de belastingbetaler niet van de verplichting om de belasting te betalen tot het bedrag dat onbetwistbaar verschuldigd is.

Artikel 10

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 11

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegevens gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: vaststellingen door daartoe gemachtigde ambtenaren;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 12

Dit belastingreglement vervangt vanaf 1 januari 2025 dat door de Gemeenteraad werd aangenomen ter zitting van 26 januari 2022.

SP 21.- Taxe sur les immeubles inoccupés affectés à des fins professionnelles - Exercices 2025 à 2029 – Renouvellement et modification -- Belasting op de leegstaande gebouwen bestemd voor professionele doeleinden - Aanslagjaren 2025 tot 2029 – Hernieuwing en wijziging

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 17 voix contre 3 et 16 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 17 stem(men) tegen 3 en 16 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 17 voix contre 3 et 16 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des Communes sous réserve des exceptions légales ;
Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er} et l'article 118, alinéa 1^{er} ;
Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;
Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;
Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales telle que modifiée à ce jour ;
Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;
Vu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 26 janvier 2022 votant le règlement relatif à la taxe sur les immeubles inoccupés affectés à des fins professionnelles pour les années d'impositions 2022 à 2024 ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;
Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité, la sécurité et la propreté publiques ;
Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant annuellement les taux ;
Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;
Considérant que la présence d'immeubles partiellement ou totalement inoccupés sur le territoire de la Commune est de nature à décourager l'esprit d'initiative des riverains et à engendrer un processus de désintéressement généralisé en matière d'habitat ;
Considérant qu'il est dès lors nécessaire de lutter contre la présence d'immeubles partiellement ou totalement inoccupés ;
Considérant que l'équilibre entre l'offre et la demande en matière de logements est fortement perturbé ;
Considérant la possibilité de destiner ces immeubles inoccupés à une autre affectation, notamment celle à des fins de logement ;
Considérant qu'il est préférable que les logements disponibles soient exploités de manière optimale sur le territoire de la Commune ;
Considérant que les immeubles visés par ce règlement perturbent la tranquillité et la sécurité publique ;
Considérant que les immeubles inoccupés augmentent le risque de détérioration du quartier qui attire non seulement des nuisibles mais aussi des pratiques criminelles ; augmentant ainsi le sentiment d'insécurité chez les riverains ;
Considérant que cette situation occasionne un surcoût en matière de dépenses policières pour assurer au mieux la sécurité des personnes et des biens ;
Considérant l'importance d'un temps de préparation adéquat pour la réalisation des travaux, qui justifie la durée des exonérations prévues à cet effet ;
Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;
Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine

progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office tout en tenant compte de la récurrence à laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration;
Vu pour le surplus, les rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins des 20 août et 15 octobre 2024 et le dossier administratif ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE :

Article 1

Il est établi, au profit de la Commune, pour les exercices d'imposition 2025 à 2029, une taxe annuelle sur les immeubles bâtis affectés à des fins professionnelles, partiellement ou totalement inoccupés.

Sont considérés comme immeubles bâtis affectés à des fins professionnelles, totalement inoccupés :

- soit ceux pour lesquels durant une période d'au moins 6 mois consécutifs, aucune personne physique ou morale n'est inscrite à la banque carrefour des entreprises, à moins qu'il ne soit prouvé que l'immeuble sert effectivement à des activités économiques de nature industrielle, agricole, horticole, de commerce ou de services. Ne peut toutefois être considérée comme occupation d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble, celle résultant de l'occupation du bien sans titre ni droit ;

- soit ceux qui ne sont pas garnis du mobilier ou des installations indispensables à leur occupation.

Sont considérés comme immeubles bâtis affectés à des fins professionnelles, partiellement inoccupés, ceux dont certains niveaux ou parties répondent à la définition des alinéas précédents; ils seront à due proportion de la taxe sur les immeubles entièrement inoccupés.

Article 2

L'impôt a pour assiette la surface brute de plancher des immeubles ou parties d'immeubles bâtis affectés à des fins professionnelles.

Par « surface brute de plancher », on entend la totalité des planchers mis à couvert à l'exclusion des locaux qui sont affectés aux caves et aux greniers. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs de façade, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escalier et ascenseurs.

Article 3

Le taux de base au 1er janvier 2025 est fixé à 25,00€ par mètre carré de surface inoccupée.

Le taux sera adapté chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. Il sera adapté le 1^{er} janvier de chaque année à l'indice du mois de décembre de l'année précédente selon la formule $(R \times i) / I$ où :

- R = taux établi ci-dessus
- i = indice du mois de décembre de l'année précédente = décembre 2025 lors de la première adaptation, en janvier 2026
- I = indice du mois de décembre 2024 (base 2013= 100)

Toutefois, le taux de base sera augmenté de 25% après 24 mois consécutifs d'inoccupation et de 50% après 36 mois consécutifs.

Le nombre de mois d'occupation effective sur l'année réduit la taxe due par le propriétaire au prorata.

Article 4

La taxe frappe le bien visé à partir du premier jour du mois qui suit la date d'envoi de la notification de la formule de déclaration d'inoccupation.

Article 5

La taxe est due par le titulaire du droit réel sur l'immeuble, à savoir, soit le propriétaire, soit le possesseur, soit l'emphytéote, soit le superficiaire ou soit l'usufruitier du bien, comme le prévoit l'article 251 du Code des impôts sur les revenus.

En cas de non-paiement de la taxe par l'usufruitier, le nu-propriétaire est tenu au paiement de la taxe et est considéré comme codébiteur conformément à l'article 2, 6° du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.

En cas de copropriété, la taxe n'est exigée des copropriétaires qu'à concurrence de la part de chacun d'eux dans la copropriété.

Article 6

Sont exonérés de la taxe :

a) les immeubles accidentellement sinistrés pendant les vingt-quatre mois qui suivent le mois au cours duquel le sinistre a eu lieu, à moins qu'il y ait des installations productives de

revenus tels que panneaux d'affichage, pylônes, mâts, antennes et/ou autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par la voie hertzienne, cette liste n'étant pas exhaustive. Cette exonération ne s'applique pas lorsque l'immeuble en question a déjà fait l'objet de la présente taxe ;

b) la personne qui démontre que l'immeuble est inoccupé depuis moins de 6 mois ;

c) la personne qui démontre que l'inoccupation résulte de travaux qui se sont déroulés durant plus de 6 mois et qui font obstacle à toute jouissance paisible des lieux. Cette exonération n'est applicable qu'une année. Aucune autre exonération de ce type ne sera accordée pour l'immeuble en question ;

d) la personne qui démontre qu'elle a introduit une demande de permis de changement de destination vers des unités de logement déclarée complète et pour laquelle l'accusé de réception a été délivré, pendant les 12 mois qui suivent le mois de délivrance de l'accusé de réception ;

e) l'immeuble situé dans le périmètre d'un plan d'expropriation approuvé par l'autorité compétente ou ne pouvant plus faire l'objet d'un permis d'urbanisme parce qu'un plan d'expropriation est en préparation ;

f) l'immeuble qui a servi principalement à une activité économique dans la mesure où l'exploitant d'origine de cette activité occupe une partie de cet immeuble, et que cette partie n'est pas séparable ;

g) l'immeuble ou partie d'immeuble inoccupé affecté au logement ;

h) l'immeuble ou partie d'immeuble inoccupé affecté à des fins de bureau ;

i) l'immeuble dont l'état visé à l'article 1 résulte d'un cas de force majeure.

Article 7

§1^{er} – Le contribuable de la taxe est tenu de faire la déclaration des éléments imposables sur le territoire de la commune, comme le prévoit le présent règlement-taxé.

§2 – Pour un exercice d'imposition donné, l'Administration communale adresse, par pli recommandé, au redevable qu'elle peut identifier, pour le 10 décembre de l'année d'imposition au plus tard, une proposition de déclaration au contribuable reprenant les éléments imposables.

§3 - Si cette proposition de déclaration comporte selon le contribuable des inexactitudes ou des omissions en ce qu'elle ne correspond pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée. A défaut de réception par l'Administration communale d'une déclaration complétée, datée et signée, la proposition de déclaration communiquée par l'Administration vaut déclaration.

§4 - Le contribuable qui n'a pas reçu de proposition de déclaration est tenu de se procurer le formulaire de déclaration et de faire sa déclaration, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré.

§5 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

§6 - En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Cette nouvelle déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut jusqu'à révocation expresse.

Article 8

§1^{er} - L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose.

§2 - Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3 - Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque. L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4 - Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée comme suit :

- 1^{ère} infraction : majoration de 25 % de la taxe due ;
- 2^{ème} infraction : majoration de 50 % de la taxe due ;

- 3ème infraction et suivantes : majoration de 100 % de la taxe due.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 10

L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.

Article 11

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation. Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe à concurrence de l'incontestablement dû.

Article 12

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toute autre disposition régionale relative à la fiscalité locale.

Article 13

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 14

Le présent règlement-taxi remplace, à partir du 1^{er} janvier 2025, le règlement-taxi adopté par le Conseil communal en séance du 26 janvier 2022.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 17 stem(men) tegen 3 en 16 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd
Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;
Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;
Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarin een begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;
Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;
Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot

op heden;
 Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;
 Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;
 Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 26 januari 2022 tot goedkeuring van het belastingreglement op de leegstaande gebouwen bestemd voor professionele doeleinden voor de aanslagjaren 2022 tot 2024;
 Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;
 Gezien de noodzaak voor de Gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan;
 Gezien de noodzaak voor de Gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, - veiligheid en - netheid te waarborgen;
 Overwegende de noodzaak om rekening te houden met de inflatie door de tarieven jaarlijks te indexeren;
 Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;
 Overwegende de aanwezigheid van gebouwen geheel of gedeeltelijk leegstaand op het grondgebied van de Gemeente Schaarbeek van die aard is dat zij ontmoedigend is tot het nemen van initiatief voor de lokale bewoners en een algemene desinteresse veroorzaakt op gebied van woongelegenheden;
 Overwegende dat het noodzakelijk is om de strijd aan te gaan tegen de aanwezigheid van gebouwen geheel of gedeeltelijk leegstaand;
 Overwegende dat het evenwicht tussen vraag en aanbod van woningen sterk verstoord is;
 Overwegende de mogelijkheid deze leegstaande gebouwen een andere bestemming te geven, namelijk als woningen;
 Overwegende dat het wenselijk is dat op het grondgebied van de Gemeente Schaarbeek, de beschikbare woningen optimaal benut worden;
 Overwegende dat de gebouwen beoogd door dit reglement, de rust en de openbare veiligheid verstoren; Overwegende dat leegstand het risico verhoogt tot verloedering van de omgeving wat niet alleen ongedierte aantrekt maar ook criminele praktijken; hierdoor het onveiligheidsgevoel bij de buurtbewoners doet toenemen;
 Overwegende dat deze situatie extra kosten veroorzaakt voor de politie om de veiligheid van personen en goederen zo goed mogelijk te kunnen waarborgen;
 Overwegende het belang van een adequate voorbereidingstijd voor de uitvoering van werkzaamheden en welke rechtvaardigt de duur van de vrijstellingen die hiervoor zijn vastgesteld;
 Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;
 Overwegende dat volgens recente rechtspraak een zekere progressiviteit in het tarief van verhoging voor ambtshalve geheven belastingen moet worden gewaarborgd, rekening houdend met het feit dat de belastingplichtige de aangifteplicht herhaaldelijk niet nakomt;
 Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 augustus en 15 oktober 2024 en het administratief dossier;
 Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt ten bate van de Gemeente, voor de aanslagjaren 2025 tot en met 2029, een jaarlijkse belasting geheven op de geheel of gedeeltelijk leegstaande gebouwen bestemd voor professionele doeleinden.

Worden als leegstaande gebouwen bestemd voor professionele doeleinden aanzien:

- deze waar gedurende een periode van 6 opeenvolgende maanden, geen enkele natuurlijke- of rechtspersoon is ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen, tenzij er bewezen wordt dat het gebouw werkelijk wordt gebruikt voor economische activiteiten van industriële, landbouwkundige, tuinbouwkundige, commerciële of dienstverlenende aard. Kunnen evenwel niet beschouwd worden als bezetting van een gebouw of een gedeelte van een gebouw, deze die illegaal gebeuren;
- deze die niet voorzien zijn van meubilair of van de nodige installaties voor een normaal

gebruik;

Worden beschouwd als gedeeltelijk leegstaande gebouwen bestemd voor professionele doeleinden, deze waarvan slechts een aantal verdiepingen of gedeelten beantwoorden aan de bepalingen beschreven in de voorgaande alinea's, zij zullen belast worden in evenredigheid van de belasting op de volledig leegstaande gebouwen.

Artikel 2

De belasting heeft als basis de bruto vloeroppervlakte van de gebouwen.

Onder "bruto vloeroppervlakte" wordt verstaan, het totaal van de bedekte vloeren met uitsluiting van de lokalen die bestemd zijn als kelder en als zolder. De afmetingen van de vloeren zijn gemeten tussen de buitenkanten van de muurgevels; de vloeren worden verondersteld doorlopend te zijn, zonder rekening te houden met een onderbreking door wanden, binnenmuren, kokers, trappenhuizen en liften.

Artikel 3

De aanslagvoet op 1 januari 2025 per leegstaande oppervlakte wordt gevestigd op 25,00€ per vierkante meter.

De aanslagvoet wordt jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen. Zij wordt op 1 januari van ieder jaar aangepast aan de index van de maand december van het voorgaande jaar volgens de formule $(R \times i)/I$ waarbij:

- R = tarief zoals hierboven vastgesteld
- i = de index van de maand december van het voorgaande jaar = december 2025 bij de eerste aanpassing, in januari 2026
- I = index van de maand december 2024 (basis 2013 = 100)

Echter, de aanslagvoet zal met 25% worden verhoogd na 24 opeenvolgende maanden leegstand en met 50% na 36 maanden.

Het aantal maanden werkelijke bezetting gedurende het jaar vermindert de door de eigenaar verschuldigde belasting in verhouding.

Artikel 4

De belasting op het beoogde goed gaat in vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de dag van verzending van de betekening van het aangifteformulier.

Artikel 5

De belasting is verschuldigd door de houder van het zakelijk recht op het goed, met name de eigenaar, of de bezitter, of de erfpachter, of de opstalhouder of de vruchtgebruiker van het goed, zoals bepaald in artikel 251 van het Wetboek der Inkomstenbelastingen.

In geval van niet-betaling van de belasting door de vruchtgebruiker, wordt de naakte eigenaar beschouwd als medeschuldenaar overeenkomstig artikel 2, 6° van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en is bijgevolg ertoe gehouden de belasting te betalen.

Bij mede-eigendom, wordt de belasting van de mede-eigenaars geëist volgens ieders aandeel ieder in deze mede-eigendom.

Artikel 6

Worden van de belasting vrijgesteld:

- a) de gebouwen die door onheil geteisterd werden gedurende de vierentwintig maanden volgend op de maand wanneer het onheil heeft plaatsgehad, tenzij er zich winstgevende installaties op bevinden zoals aanplakborden, pylonen, masten, antennes en/of andere telecommunicatiemiddelen, zendapparatuur voor signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven. Deze lijst is niet limitatief. De vrijstelling is niet van toepassing wanneer het gebouw in kwestie reeds voordien werd ingekohierd voor deze belasting.
- b) de persoon die aantoont dat het gebouw leeg staat sinds minder dan 6 maanden;
- c) de persoon die aantoont dat de leegstand voortvloeit uit de werken uitgevoerd tijdens meer dan 6 maanden en die een normale vredige ingebruikname van de plaatsen verhindert. Deze vrijstelling geldt slechts voor één jaar. Geen enkele andere vrijstelling van dit type zal worden verleend voor het gebouw in kwestie.
- d) de persoon die aantoont dat hij een vergunningsaanvraag voor een bestemmingswijziging naar woongelegenheden heeft aangevraagd, dat volledig is verklaard en waarbij een bericht van ontvangst werd afgeleverd, gedurende de 12 maanden volgend op de maand waarbij het bericht van ontvangst werd afgeleverd;
- e) het gebouw gelegen binnen de grenzen van een door de bevoegde overheid goedgekeurd onteigeningsplan of waarvoor geen stedenbouwkundige vergunning meer wordt afgeleverd omdat een onteigeningsplan wordt voorbereid.
- f) het gebouw dat hoofdzakelijk heeft gediend voor een economische activiteit en waar dat

de oorspronkelijke uitbater van deze activiteit een deel van dit gebouw bewoont, en dit deel niet kan worden afgezonderd.

g) het gebouw of gedeelte van gebouw bestemd als woning.

h) het gebouw of gedeelte van gebouw bestemd als kantoorruimten.

i) het gebouw waarbij zijn toestand bedoeld in artikel 1 het gevolg is van overmacht.

Artikel 7

§1 - De belastingplichtige is verplicht aangifte te doen van de belastbare elementen op het grondgebied van de gemeente, bedoeld in dit belastingreglement.

§2 - Uiterlijk op 10 december van een welbepaald aanslagjaar, stuurt het Gemeentebestuur per aangetekend schrijven, een voorstel van aangifte naar de belastingplichtige, met vermelding van de belastbare elementen.

§3 - Indien volgens de belastingplichtige op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld en deze niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, verbeterd, vervolledigd, gedag- en ondertekend indienen bij het Gemeentebestuur.

Indien het Gemeentebestuur geen vervolledigde, gedateerde en ondertekende aangifte ontvangt, wordt het door het Gemeentebestuur toegestuurde voorstel van aangifte beschouwd als aangifte.

§4 - De belastingplichtigen die geen voorstel van aangifte ontvangen hebben, zijn ertoe gehouden een aangifteformulier aan te vragen en hun aangifte terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende aanslagjaar.

§5 - De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren, tot herroeping.

§6 - In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de Gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Deze nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en is geldig totdat het uitdrukkelijk wordt herroepen.

Artikel 8

§1 - Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt.

§2 - Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

§3 - De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

§4 - In dit geval, zal de ambtshalve ingekohierde belasting worden verhoogd als volgt:

- 1ste inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 25%;
- 2de inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 50%;
- 3de inbreuk en de daaropvolgende: verhoging van de verschuldigde belasting met 100%.

Artikel 9

De belasting wordt via kohier geïnd. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 10

De vestiging, de invordering en de betreffende geschillen worden geregeld overeenkomstig de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 11

De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de

belastingsschuldige van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingsschuldige of zijn vertegenwoordiger. Als de belastingsschuldige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

De indiening van een bezwaarschrift ontslaat de belastingbetaler niet van de verplichting om de belasting te betalen tot het bedrag dat onbetwistbaar verschuldigd is.

Artikel 12

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 13

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 14

Dit belastingreglement vervangt vanaf 1 januari 2025 dat door de Gemeenteraad werd aangenomen ter zitting van 26 januari 2022.

SP 22.- Taxe sur les immeubles laissés à l'abandon ou négligés - Exercices 2025 à 2029 – Renouvellement et modification -- Belasting op de verwaarloosde of onverzorgde gebouwen - Aanslagjaren 2025 tot 2029 – Hernieuwing en wijziging

Monsieur Guillaume intervient

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 17 voix contre 3 et 16 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 17 stem(men) tegen 3 en 16 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 17 voix contre 3 et 16 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des Communes sous réserve des exceptions légales.

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Revu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 26 janvier 2022 votant le règlement relatif à la taxe sur les immeubles laissés à l'abandon ou négligés pour les années d'impositions 2022 à 2025;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité, la sécurité et la propreté publique ;

Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant annuellement les taux ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Considérant que le territoire de la Commune de Schaerbeek compte un certain nombre d'immeubles partiellement ou totalement laissés à l'abandon ou négligés ;

Considérant que la présence de ces immeubles est de nature à décourager l'esprit d'initiative des riverains et à engendrer un processus de désintéressement généralisé en matière d'habitat ;

Considérant la nécessité de lutter contre les immeubles négligés ou laissés partiellement ou totalement à l'abandon ;

Considérant la nécessité de lutter contre les marchands de sommeil et de veiller à ce que les immeubles soient conformes aux normes de salubrité et de sécurité et qu'il conviendrait, dans ce cadre, de reprendre au règlement, les mises en demeure de la Direction de l'Inspection Régionale du Logement au même titre que les arrêtés d'inhabitabilité ou d'insalubrité du Bourgmestre, d'autant plus qu'il s'agit dans de nombreux cas d'infractions similaires ;

Considérant que la Direction Inspection Régionale du Logement est la seule autorité compétente pour déterminer s'il a été remédié aux manquements qu'elle a constatés en matière de police administrative du logement ;

Considérant que cette situation, s'il n'y est pas porté remède, freine et compromet le renouvellement ou la restauration du patrimoine immobilier ;

Considérant qu'il convient de continuer à enrayer ce processus et d'atteindre le résultat souhaité, qui est notamment celui d'amener les propriétaires à exécuter les travaux de remise en état nécessaires ;

Considérant l'importance d'un temps de préparation adéquat pour la réalisation des travaux, qui justifie la durée des exonérations prévues à cet effet ;

Considérant que le Code bruxellois du Logement contient toutes les mesures destinées à réglementer la qualité des logements mis en location ;

Considérant que la Direction de l'Inspection Régionale du Logement se concentre sur la protection des locataires en situation de précarité et que, par conséquent, elle ne poursuit pas le propriétaire lorsque ce dernier occupe officiellement lui-même le logement qui ne répond pas aux exigences élémentaires de sécurité, de salubrité ou d'équipement édictées en vertu du Code bruxellois du logement parce que le propriétaire supporte alors lui-même le risque des conséquences de cette situation. Qu'en outre, l'imposition d'une taxe par la Commune dans ce dernier cas pourrait constituer une intrusion excessive dans la sphère privée, hormis le cas où un constat d'abandon de bien aurait été notifié au propriétaire avant sa domiciliation ;

Vu pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 20 août et 15 octobre 2024 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, au profit de la Commune, pour les exercices d'imposition 2025 à 2029, une taxe mensuelle sur les immeubles partiellement ou totalement laissés à l'abandon ou négligés, qu'ils soient situés en bordure d'une voie publique ou sur une parcelle directement attenante à la voie publique.

Sont considérés comme immeubles totalement laissés à l'abandon ou négligés, les immeubles déclarés insalubres ou inhabitables par le Bourgmestre ou pour lesquels il ordonne des travaux de réparation, de sécurisation ou d'assainissement ou les immeubles pour lesquels la Direction de l'Inspection Régionale du Logement a constaté qu'ils ne satisfont pas aux exigences élémentaires de sécurité, de salubrité ou d'équipement édictées en vertu

du Code bruxellois du logement, ou les immeubles, qui suivant un constat dressé par un agent communal habilité à cette fin, démontrent des imperfections externes à la façade avant, telles que de la peinture écaillée, des fissures ou des cassures, des joints éclatés, du plâtre détaché, des briques détachées, de la formation de mousse, de la végétation ou des défauts aux éléments de la façade, aux cheminées, aux bow-windows, aux loggias, aux balcons, à la charpente, à la toiture, aux bords du toit, aux corniches, aux vidanges d'eau de pluie, aux soupiraux, aux ouvertures de façade, au vitrage, à la menuiserie externe mais encore les immeubles aux baies vitrées ou fenêtres ouvertes à tout vent permettant l'intrusion de pigeons ou autres volatiles. Cette énumération n'est cependant pas exhaustive. Sont considérés comme immeubles partiellement laissés à l'abandon ou négligés, ceux dont certains niveaux ou parties répondent à la définition de l'alinéa précédent; ils seront taxés sur la base, à due proportion de la taxe sur les immeubles entièrement laissés à l'abandon ou négligés.

Article 2

Le taux de base au 1^{er} janvier 2025 par mètre courant de façade et par niveau est fixé à 95,00€ par mois.

Le taux sera adapté chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. Il sera adapté le 1^{er} janvier de chaque année à l'indice du mois de décembre de l'année précédente selon la formule $(R \times i)/I$ où :

- R = taux établi ci-dessus
- i = indice du mois de décembre de l'année précédente = décembre 2025 lors de la première adaptation, en janvier 2026
- I = indice du mois de décembre 2024 (base 2013= 100)

Toutefois, le taux de base sera augmenté de 25% après douze mois consécutifs de délabrement et de 50% après vingt-quatre mois.

Lorsque l'immeuble touche à plus d'une rue, la base de calcul de la taxe est le plus grand développement à front d'une de ces rues.

Si l'immeuble forme un coin, est pris en considération le plus grand développement en ligne droite augmenté de la moitié du pan coupé ou arrondi.

S'il s'agit d'un immeuble isolé, la longueur prise en considération est la moitié du développement total des façades de l'immeuble mesuré horizontalement à chaque niveau.

Article 3

L'état d'un immeuble tel que décrit à l'article 1 du présent règlement fait l'objet d'un constat établi par un agent de l'Administration communale qui est notifié par lettre recommandée, dans les trente jours de son établissement, à la personne dont le nom figure aux documents cadastraux. Suite à cette notification, le contribuable dispose d'un délai de deux mois pour faire valoir ses observations par lettre recommandée.

Ce constat est valable pour une durée indéterminée vaut jusqu'à preuve du contraire ; il sert également de base aux enrôlements successifs ultérieurs.

Article 4

La taxe est due par le titulaire du droit réel sur l'immeuble, à savoir, soit le propriétaire, soit le possesseur, soit l'emphytéote, soit le superficiaire soit l'usufruitier du bien, comme le prévoit l'article 251 du Code des impôts sur les revenus.

En cas de non-paiement de la taxe par l'usufruitier, le nu-propriétaire est tenu au paiement de la taxe et est considéré comme codébiteur conformément à l'article 2, 6° du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.

En cas de copropriété, la taxe n'est exigée des copropriétaires qu'à concurrence de la part de chacun d'eux dans la copropriété.

Article 5

La taxe est due pour la première fois le premier jour du troisième mois qui suit celui de la notification du constat et reste due jusqu'à la date de cessation de l'état tel que décrit dans ce constat. Le délai précédant la première taxation peut être prolongé de 2 mois si des travaux sont intervenus endéans les 5 mois de la notification du constat.

La taxe ne sera cependant pas perçue pour le mois au cours duquel le contribuable aura informé par écrit l'Administration de la remise en état complète du bien et pour autant que ce fait ait été dûment constaté par un agent communal habilité à cette fin.

Il n'est accordé aucune remise ni restitution pour quelque cause que ce soit.

Article 6

Sont exonérés de la taxe :

a) la personne qui a acquis l'immeuble en question, pendant l'année qui suit l'acquisition ;

- b) les immeubles frappés par les dispositions d'un plan d'expropriation approuvé par l'autorité compétente, à moins qu'il y ait des installations productives de revenus tels que panneaux d'affichage, pylônes, mâts, antennes et/ou autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par la voie hertzienne, cette liste n'étant pas exhaustive ;
- c) pendant les 24 mois qui suivent le mois au cours duquel le sinistre a eu lieu, les immeubles accidentellement sinistrés, à moins qu'il y ait des installations productives de revenus tels que panneaux d'affichage, pylônes, mâts, antennes et/ou autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par la voie hertzienne, cette liste n'étant pas exhaustive. Cette exonération ne s'applique pas lorsque l'immeuble en question a déjà fait l'objet de la présente taxe ;
- d) pendant les 12 mois qui suivent le début des travaux, l'immeuble qui fait l'objet d'une remise en état conformément aux lois et règlements en vigueur, ayant spécifiquement pour objectif direct de mettre fin à l'état visé à l'article 1, pour autant que les travaux soient poursuivis de façon soutenue et continue. Il appartient au contribuable d'informer l'Administration par courrier recommandé de la date de début des travaux et d'étayer cette affirmation par tout élément de preuve, tels que, notamment, un devis signé pour accord valant commande de travaux ou un accusé de réception d'une demande des primes à l'embellissement de façade ou à la rénovation de l'habitat. Cette exonération commence à courir à partir du mois au cours duquel le début des travaux a été valablement acté par l'Administration.
- e) pendant les 24 mois qui suivent le mois de délivrance de l'accusé de réception, l'immeuble qui a fait l'objet d'une demande de permis d'urbanisme déclarée complète
- f) en l'absence d'accusé de réception d'une demande de permis d'urbanisme complète ou incomplète dans les délais légaux et en cas d'une saisine automatique de cette demande par le Fonctionnaire Délégué, un délai de 75 jours à partir de la date de la saisine par le fonctionnaire délégué sera octroyé. Dans le cas où le permis est délivré, le délai prévu au point e) s'appliquera à partir de la date de la saisine ;
- g) pendant 24 mois à partir du mois qui suit celui de la notification du constat, l'immeuble négligé qui se situe dans le périmètre d'un contrat de quartier, sauf l'immeuble déclaré insalubre ou inhabitable par le Bourgmestre ou pour lequel il ordonne des travaux de réparation, de sécurisation ou d'assainissement ou pour lequel la Direction de l'Inspection Régionale du Logement a constaté qu'il ne satisfait pas aux exigences élémentaires de sécurité, de salubrité ou d'équipement édictées en vertu du Code bruxellois du logement ou d'un constat d'abandon avant la mise en œuvre du contrat de quartier ou si l'état de l'immeuble provoque un danger pour les usagers de la voie publique.
- h) pendant les 36 mois qui suivent la signature d'un partenariat de rénovation avec un organisme agréé tel que, notamment, une agence immobilière sociale.
- i) l'immeuble occupé par le propriétaire domicilié à l'adresse et qui ne répond pas aux exigences élémentaires de sécurité, de salubrité ou d'équipement édictées en vertu du Code bruxellois du logement. L'exonération ne s'applique pas lorsque l'immeuble en question a déjà été visé par un constat d'abandon préalablement la domiciliation du propriétaire ;
- j) l'immeuble dont l'état visé à l'article 1 résulte d'un cas de force majeure.

Article 7

La taxe est perçue par voie de rôle. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 8

L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.

Article 9

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation. Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe à concurrence de l'incontestablement dû.

Article 10

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toute autre disposition régionale relative à la fiscalité locale.

Article 11

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : constatations faites par des fonctionnaires habilités ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 12

Le présent règlement-taxe remplace, à partir du 1^{er} janvier 2025, le règlement-taxe adopté par le Conseil communal en séance du 26 janvier 2022.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 17 stem(men) tegen 3 en 16 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarin een begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Herziende de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 26 januari 2022 tot goedkeuring van het belastingreglement op de verwaarloosde en onverzorgde gebouwen voor de aanslagjaren 2022 tot 2025;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de rust,

veiligheid en openbare netheid te waarborgen;
Overwegende de noodzaak om rekening te houden met de inflatie door de tarieven jaarlijks te indexeren;
Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;
Overwegende dat het grondgebied van de gemeente Schaarbeek een zeker aantal van geheel of gedeeltelijk verwaarloosde of onverzorgde gebouwen telt;
Overwegende dat de aanwezigheid van deze gebouwen waarschijnlijk tot gevolg heeft om het initiatief van de buurtbewoners te ontmoedigen en het veroorzaken van een algemene onverschilligheid op gebied van woongelegheden;
Overwegende de noodzaak om de strijd aan te gaan tegen geheel of gedeeltelijk verwaarloosde en onverzorgde gebouwen;
Overwegende de noodzaak om huisjesmelkers te bestrijden en ervoor te zorgen dat de gebouwen voldoen aan de gezondheids- en veiligheidsnormen en het daarom raadzaam is om in dit geval, in het reglement op te nemen, de ingebrekestellingen van de Directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie op dezelfde wijze dan de besluiten genomen door de burgemeester in verband met een onbewoonbaar- of ongezonderheidsverklaring omdat deze in vele gevallen over gelijkaardige inbreuken gaan;
Overwegende dat de Directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie de enige instantie is die bevoegd is om vast te stellen of de door haar vastgestelde tekortkomingen op het gebied van de administratieve huisvestingspolitie zijn verholpen;
Overwegende dat deze situatie, wanneer ze niet wordt verholpen, de vernieuwing of restauratie van het onroerend goed vertraagt en bedreigt;
Overwegende deze procedure te behouden om het gewenste resultaat te bereiken, dat in het bijzonder bedoeld is de eigenaars er toe aan te zetten de nodige herstelwerkzaamheden uit te voeren;
Overwegende het belang van een adequate voorbereidingstijd voor de uitvoering van werkzaamheden en welke rechtvaardigt de duur van de vrijstellingen die hiervoor zijn vastgesteld;
Overwegende dat de Brusselse Huisvestingscode alle maatregelen bevat bestemd om de kwaliteit van verhuurde woningen te regelen;
Overwegende dat de Directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie zich toespitst op de bescherming van de huurders in een kwetsbare positie en dat bijgevolg de verhuurder niet wordt vervolgd wanneer hijzelf de woning officieel bewoont die niet voldoet aan de elementaire verplichtingen voor veiligheid, hygiëne of uitrusting vastgesteld krachtens de Brusselse Huisvestingscode, omdat de eigenaar dan zelf het risico draagt voor de gevolgen van deze situatie. Bovendien zou het opleggen van een belasting door de Gemeente in dit laatste geval een buitensporige inbreuk op de privésfeer kunnen vormen, behalve in het geval van een vaststelling van verwaarlozing voor deze woning waarvan de eigenaar voordat hij er gaat wonen in kennis werd gesteld.
Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 augustus en 15 oktober 2024 en het administratief dossier;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt ten bate van de Gemeente, voor de aanslagjaren 2025 tot en met 2029, een maandelijks belasting geheven op de geheel of gedeeltelijk verwaarloosde of onverzorgde gebouwen, voor zover ze gelegen zijn langs een openbare weg of op een perceel direct grenzend aan de openbare weg.

Worden beschouwd als volledig verwaarloosd of onverzorgd, de gebouwen die gevaarlijk ongezond of onbewoonbaar verklaard zijn door de Burgemeester of voor dewelke hij werken van herstel, veiligheid of gezondheid beveelt of de gebouwen waarvoor de Directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie heeft vastgesteld dat ze niet voldoen aan de elementaire verplichtingen voor veiligheid, hygiëne of uitrusting vastgesteld krachtens de Brusselse Huisvestingscode, of de gebouwen, die ingevolge een verslag opgesteld door een daartoe gemachtigde gemeentebeambte, waarvan uiterlijke gebreken werden vastgesteld aan de voorgevel, zoals afschilferende verf, barsten of breuken, gebarsten voegen, losgekomen pleisterwerk, losgekomen stenen, vorming van mos, van plantengroei of gebreken aan de gevelelementen, aan de schouwen, aan erkers, aan loggia's, aan balkons, aan het daktimmerwerk, aan de dakbedekking, aan de dakranden, aan de kroonlijst, aan de regenwater afvoerlopen, aan de kelderramen, aan de gevelopeningen, aan de beglazing, aan

het buitenschrijnwerk maar ook de gebouwen met openstaande vensterdeuren of ramen welke toelaten dat duiven of andere vogels binnendringen; deze opsomming is echter niet limitatief.

Worden beschouwd als gedeeltelijk verwaarloosde of onverzorgde gebouwen, deze waarvan slechts een aantal verdiepingen of delen van het gebouw beantwoorden aan de bepalingen welke in voorgaande alinea werden beschreven; zij zullen belast worden in evenredigheid op basis van de belasting op de volledig verwaarloosde of onverzorgde gebouwen.

Artikel 2

De aanslagvoet op 1 januari 2025 per strekkende meter gevellengte en per verdieping, wordt gevestigd op 95,00€ per maand.

De aanslagvoet wordt jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen. Zij wordt op 1 januari van ieder jaar aangepast aan de index van de maand december van het voorgaande jaar volgens de formule $(R \times i)/I$ waarbij:

- R = tarief zoals hierboven vastgesteld
- i = de index van de maand december van het voorgaande jaar = december 2025 bij de eerste aanpassing, in januari 2026
- I = index van de maand december 2024 (basis 2013 = 100)

Echter, de aanslagvoet zal met 25% worden verhoogd na twaalf opeenvolgende maanden verwaarlozing of onverzorgdheid en met 50% na vierentwintig maanden.

Wanneer het gebouw aan meerdere straten paalt, wordt de belasting berekend, rekening houdend met de grootste gevellengte langs één van deze straten.

Wanneer het gebouw een hoek vormt, wordt de grootste gevellengte in aanmerking genomen, vermeerderd met de helft van de stompe of afgeronde hoek.

Wanneer het een alleenstaand gebouw betreft, wordt de helft der totale gevellengte van het gebouw, horizontaal gemeten op iedere verdieping, in aanmerking genomen.

Artikel 3

De vaststelling van de staat van het gebouw zoals beschreven in artikel 1 van dit reglement, wordt opgemaakt door een gemeentebeambte en binnen de dertig dagen betekend per aangetekend schrijven aan de persoon, waarvan de naam voorkomt in de kadastrale documenten. De belastingplichtige beschikt, vanaf deze betekening, over een termijn van twee maanden om zijn opmerkingen per aangetekend schrijven te laten gelden.

De vaststelling is geldig voor onbepaalde duur tot het tegendeel wordt bewezen; deze zal ook dienen als basis bij de later volgende inkohieringen.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de houder van het zakelijk recht op het goed, met name of de eigenaar, of de bezitter, of de erfpachter, of de opstalhouder of de vruchtgebruiker van het goed, zoals bepaald in artikel 251 van het Wetboek der Inkomstenbelastingen.

In geval van niet-betaling van de belasting door de vruchtgebruiker, wordt de naakte eigenaar beschouwd als medeschuldenaar overeenkomstig artikel 2, 6° van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en is bijgevolg ertoe gehouden de belasting te betalen.

Bij mede-eigendom, wordt de belasting van de mede-eigenaars geëist volgens ieders aandeel ieder in deze mede-eigendom.

Artikel 5

De belasting is voor de eerste maal verschuldigd op de eerste dag van de derde maand die volgt op betekening van de vaststelling en blijft van toepassing zolang er geen einde is gesteld aan de staat van de woning zoals vermeld in de vaststelling. De termijn voorafgaand de eerste belasting kan met 2 maanden worden verlengd wanneer de werken zijn gestart gedurende de periode van 5 maanden vanaf de betekening van de vaststelling.

De belasting zal dus niet meer worden geïnd vanaf de maand waarin de belastingplichtige het gemeentebestuur schriftelijk informeert over de totale herstelling van het gebouw en in zoverre dit feit behoorlijk werd vastgesteld door een daartoe aangeduide gemeentebeambte. Geen enkele vermindering of teruggave wordt toegestaan om welke reden ook.

Artikel 6

Zijn vrijgesteld van de belasting:

- a) de persoon die het gebouw verwierf, gedurende het jaar dat volgt op de verwerving;
- b) de gebouwen die getroffen worden door een onteigeningsplan dat goedgekeurd werd door de bevoegde overheid, tenzij er zich winstgevend installaties op bevinden zoals aanplakborden, pylonen, masten, antennes en/of andere telecommunicatiemiddelen, zendapparatuur voor signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven. Deze lijst is niet

limitatief.

c) gedurende de 24 maanden volgend op de maand wanneer het onheil heeft plaatsgehad, de gebouwen die door onheil geteisterd werden, tenzij er zich winstgevende installaties op bevinden zoals aanplakborden, pylonen, masten, antennes en/of andere telecommunicatiemiddelen, zendapparatuur voor signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven. Deze lijst is niet limitatief. De vrijstelling is niet van toepassing wanneer het gebouw in kwestie reeds voordien werd ingekohierd voor deze belasting.

d) gedurende de 12 maanden volgend op de aanvang van de werken, het gebouw waaraan werken gebeuren overeenkomstig de in voege zijnde wetten en reglementen, die specifiek uitgevoerd worden om een einde te stellen aan de staat bedoeld in artikel 1, voor zover de werken gestaag en blijvend worden voortgezet. De belastingplichtige is er toe gehouden om de administratie per aangetekend schrijven op de hoogte te stellen van de datum van aanvang van de werkzaamheden en deze bewering te staven door middel van enig bewijs, zoals, in het bijzonder, een ondertekende overeenkomst ter waarde van de werken of een ontvangstbewijs van premieaanvraag voor de verfraaiing van gevels of de renovatie van het woonmilieu. Deze vrijstelling gaat in op de maand waarin de start van de werken officieel ter kennis werd gebracht aan de administratie.

e) gedurende de 24 maanden volgend op de maand waarbij een bericht van ontvangst werd afgeleverd, voor het gebouw waarbij het dossier van de aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning, volledig wordt verklaard

f) Bij ontbreken van een ontvangstbevestiging van een volledige of onvolledige aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning binnen de wettelijke termijnen en in geval van aanhangigmaking van deze aanvraag bij de gemachtigde ambtenaar, zal een termijn van 75 dagen vanaf de datum van aanhangigmaking door de gedelegeerde ambtenaar worden toegekend. In het geval een vergunning wordt afgeleverd, de termijn voorzien in punt e) wordt van kracht vanaf de datum;

g) gedurende 24 maanden tellend vanaf de eerste van de maand volgend op de betekening van de vaststelling, voor een onverzorgd gebouw binnen de perimeter van een wijkcontract, behalve wanneer het gebouw gevaarlijk ongezond of onbewoonbaar is verklaard door de Burgemeester of voor dewelke hij werken van herstel, veiligheid of gezondheid beveelt of waarvoor de Directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie heeft vastgesteld dat ze niet voldoet aan de elementaire verplichtingen voor veiligheid, hygiëne of uitrusting vastgesteld krachtens de Brusselse Huisvestingscode of onderworpen aan een vaststelling van verwaarlozing vóór de uitvoering van het wijkcontract of als de staat van het gebouw een gevaar betekent voor de gebruikers van de openbare weg.

h) gedurende 36 maanden na de ondertekening van een renovatiepartnerschap met een erkende organisatie, als zodanig, een sociaal verhuurkantoor.

i) het gebouw bewoont door de er gedomicilieerde eigenaar dat niet voldoet aan de elementaire verplichtingen voor veiligheid, hygiëne of uitrusting vastgesteld krachtens de Brusselse Huisvestingscode. De vrijstelling is niet van toepassing wanneer het gebouw in kwestie reeds onderworpen was aan een vaststelling van verwaarlozing voorafgaand de domiciliëring van de eigenaar;

j) het gebouw waarvan sprake in artikel 1 het gevolg is van overmacht.

Artikel 7

De belasting wordt via kohier geïnd. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 8

De vestiging, de invordering en de betreffende geschillen worden geregeld overeenkomstig de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 9

De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingschuldige van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie

maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingsschuldige of zijn vertegenwoordiger. Als de belastingsschuldige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

De indiening van een bezwaarschrift ontslaat de belastingbetaler niet van de verplichting om de belasting te betalen tot het bedrag dat onbetwistbaar verschuldigd is.

Artikel 10

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 11

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: vaststellingen door daartoe gemachtigde ambtenaren;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 12

Dit belastingreglement vervangt vanaf 1 januari 2025 dat door de Gemeenteraad werd aangenomen ter zitting van 26 januari 2022.

SP 23.- Taxe sur les surfaces commerciales - Exercices 2025 à 2029 – Renouvellement et modification -- Belasting op handelsoppervlakten – Aanslagjaren 2025 tot 2029 – Hernieuwing en wijziging

Monsieur Guillaume intervient

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 17 voix contre 3 et 16 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 17 stem(men) tegen 3 en 16 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 17 voix contre 3 et 16 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des communes sous réserve des exceptions légales.

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1er et l'article 118, alinéa 1er ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la délibération du Conseil communal de Schaarbeek du 26 janvier 2022 votant le règlement relatif à la taxe sur les surfaces commerciales pour les années d'impositions 2022 à 2024;

Vu la situation financière de la Commune ;
Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;
Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité, la sécurité et la propreté publiques ;
Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant annuellement les taux ;
Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;
Considérant que la perception de la taxe visée au présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables sur le territoire de la Commune ;
Considérant que les surfaces commerciales d'ampleur constituent une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les exploitants actifs dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;
Considérant que les surfaces commerciales de plus grande taille créent dans leurs alentours des désagréments pour la collectivité (tels que par exemples les problèmes de stationnement de véhicules, de densité du trafic, de chargements/déchargements de marchandises accélérant le processus de dégradation des voiries et induisant des situations d'insécurité pour les usagers ou de malpropreté,...) excédant significativement ceux causés par l'exploitation de commerces de plus petites tailles, ce qui justifie par ailleurs l'exonération qui leur a été consentie ;
Considérant qu'outre la protection de l'environnement, ces recettes permettront de financer la revitalisation des noyaux commerciaux et des mesures tendant à accroître la sécurité, l'entretien ou la réparation des voiries ;
Considérant que l'exonération établie au profit des établissements d'enseignement et de soins (hôpitaux, cliniques, polycliniques, dispensaires, homes de vacances pour enfants ou personnes pensionnées) organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics ainsi qu'à l'égard des surfaces dédiées aux cultes reconnus par le législateur, aux maisons de laïcité ou aux œuvres de bienfaisance, se justifie par la circonstance que l'exercice sur le territoire de la Commune des activités ainsi visées influence directement et favorablement la vie de ses habitants ;
Considérant qu'il est donc justifié que, par le bais de cette exonération, les autorités communales entendent soutenir ces activités et qu'en outre, ces établissements, ou leurs parties destinées à l'exercice public, sont également exonérées du revenu cadastral en vertu de l'article 12, § 1^{er} du CIR 92 ;
Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;
Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office tout en tenant compte de la récurrence à laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration ;
Vu pour le surplus, les rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins des 20 août et 15 octobre 2024 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices d'imposition 2025 à 2029 inclus, une taxe sur les surfaces commerciales situées sur le territoire de la commune.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

« surface commerciale », l'ensemble des locaux accessibles au public dans lesquels lui sont fournis des services contre rétribution ou dans lesquels sont vendus des biens meubles, y compris les surfaces utilisées directement ou indirectement pour l'exercice de l'activité (surfaces de circulation et d'accueil, locaux de rangement et/ou de stockage, réfectoires, sanitaires,...), à l'exclusion toutefois des surfaces qui tombent sous l'application du règlement-taxe sur les surfaces de bureaux ;

« surface brute de plancher hors sol », la totalité des planchers mis à couvert à l'exclusion des locaux situés sous le niveau du sol qui sont affectés au parcage, aux caves, aux équipements techniques et aux dépôts. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des

murs de façade, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escalier et ascenseurs.

La surface imposable est la surface brute de plancher hors sol.

Article 3

La taxe est due par le titulaire du droit réel sur l'immeuble, à savoir, soit le propriétaire, soit le possesseur, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier du bien, comme le prévoit l'article 251 du Code des impôts sur les revenus.

En cas de non-paiement de la taxe par l'usufruitier, le nu-propriétaire est tenu au paiement de la taxe et est considéré comme codébiteur conformément à l'article 2, 6° du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.

En cas de copropriété, la taxe n'est exigée des copropriétaires qu'à concurrence de la part de chacun d'eux dans la copropriété.

En cas de cessation ou de début d'occupation de surfaces commerciales en cours d'exercice, la taxe est établie sur base du nombre effectif de mois d'occupation. Pour l'application des présentes dispositions, tout mois entamé compte en entier.

Article 4

Le taux est fixé, au 1^{er} janvier 2025, par surface imposable par an à 8,75€/m².

Le taux sera adapté chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. Il sera adapté le 1^{er} janvier de chaque année à l'indice du mois de décembre de l'année précédente selon la formule $(R \times i) / I$ où :

- R = taux établi ci-dessus
- i = indice du mois de décembre de l'année précédente = décembre 2025 lors de la première adaptation, en janvier 2026
- I = indice du mois de décembre 2024 (base 2013= 100)

Article 5

Sont exonérés de la taxe :

- les premiers 400 m² ;

- les surfaces occupées par les établissements de culte reconnus officiellement ainsi que les maisons de laïcité, les établissements d'enseignement et de soins (cliniques, polycliniques, hôpitaux, ...) organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics, les œuvres de bienfaisance, les organismes s'occupant sans but de lucre, d'aide sociale ou encore d'activités culturelles et sportives pour autant qu'ils soient organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics.

Article 6

§1^{er} – Le contribuable de la taxe est tenu de faire la déclaration des éléments imposables sur le territoire de la commune, comme le prévoit le présent règlement-taxé.

§2 – Pour un exercice d'imposition donné, l'Administration communale adresse, par pli recommandé, au redevable qu'elle peut identifier, pour le 10 décembre de l'année d'imposition au plus tard, une proposition de déclaration au contribuable reprenant les éléments imposables.

§3 - Si cette proposition de déclaration comporte selon le contribuable des inexactitudes ou des omissions en ce qu'elle ne correspond pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée. A défaut de réception par l'Administration communale d'une déclaration complétée, datée et signée, la proposition de déclaration communiquée par l'Administration vaut déclaration.

§4 - Le contribuable qui n'a pas reçu de proposition de déclaration est tenu de se procurer le formulaire de déclaration et de faire sa déclaration, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré.

§5 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

§6 - En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Cette nouvelle déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut jusqu'à révocation expresse.

Article 7

§1^{er} - L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose.

§2 - Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces

éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3 - Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque. L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4 - Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée comme suit :

- 1ère infraction : majoration de 25 % de la taxe due ;
- 2ème infraction : majoration de 50 % de la taxe due ;
- 3ème infraction et suivantes : majoration de 100 % de la taxe due.

Article 8

La taxe est perçue par voie de rôle. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 9

L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.

Article 10

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation. Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe à concurrence de l'incontestablement dû.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toute autre disposition régionale relative à la fiscalité locale.

Article 12

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 13

Le présent règlement-taxi remplace, à partir du 1^{er} janvier 2025, le règlement-taxi adopté par le Conseil communal en séance du 26 janvier 2022.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 17 stem(men) tegen 3 en 16 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarin een begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 26 januari 2022 tot goedkeuring van het belastingreglement op de commerciële oppervlakten voor de aanslagjaren 2022 tot 2024;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan;

Gezien de noodzaak voor de Gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, - veiligheid en - netheid te waarborgen;

Overwegende de noodzaak om rekening te houden met de inflatie door de tarieven jaarlijks te indexeren;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de invordering van de in dit reglement bedoelde belasting een billijke verdeling van de fiscale lasten waarborgt onder de verschillende belastingplichtigen op het grondgebied van de Gemeente;

Overwegende dat de handelsoppervlakten deel uitmaken van een inkomstgenererende economische activiteit, hetgeen gegronde redenen biedt te vermoeden dat de uitbaters die actief zijn in deze sector over de nodige middelen beschikken, die hen in staat moet stellen zich te kwijten van de belastingen die op hen van toepassing zijn;

Overwegende dat de handelsoppervlakten van grotere omvang in hun omgeving opvallend meer overlast creëren voor de leefgemeenschap (bijvoorbeeld meer parkeerproblemen, het dichtslibben van het verkeer, het laden/lossen van goederen die de slijtage versnellen van de wegen en hierdoor situaties van onveiligheid ontstaan voor de gebruikers of vervuiling, ...) dan die veroorzaakt door kleinere handelszaken, die dan ook de vrijstelling rechtvaardigt die aan hen werd verleend;

Overwegende dat naast de bescherming van het milieu, zullen deze inkomsten de revitalisering van commerciële centra en maatregelen om een verhoogde veiligheid, onderhoud of reparatie van wegen financieren;

Overwegende dat de vrijstelling ten voordele van de onderwijs- en verzorgingsinstellingen (hospitelen, klinieken, poliklinieken, dispensaria, vakantiehuizen voor kinderen of gepensioneerden) georganiseerd of betaald door de overheid alsook de instellingen van officieel erkende erediensten, de huizen van het lekendom of weldadigheidswerken, wordt gerechtvaardigd door het feit dat de uitoefening op het grondgebied van de Gemeente van deze activiteiten aldus rechtstreeks en gunstig zijn gericht op het leven van zijn inwoners;

Overwegende dat het derhalve gerechtvaardigd is dat de gemeentelijke autoriteiten door deze vrijstelling deze activiteiten steunen dat daarenboven deze instellingen of delen ervan bestemd voor hun openbare uitoefening eveneens zijn vrijgesteld van kadastraal inkomen volgens artikel 12, § 1 van het WIB 92;

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;

Overwegende dat volgens recente rechtspraak een zekere progressiviteit in het tarief van verhoging voor ambtshalve geheven belastingen moet worden gewaarborgd, rekening

houdend met het feit dat de belastingplichtige de aangifteplicht herhaaldelijk niet nakomt;
Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 augustus en 15 oktober 2024 en het administratief dossier;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Voor de aanslagjaren 2025 tot en met 2029 wordt een belasting gevestigd op de handelsoppervlakten op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

“handelsoppervlakte”, alle lokalen, toegankelijk voor het publiek, waarin diensten worden verleend of roerende goederen worden verkocht, met inbegrip van de bijbehorende kantoren en lokalen, met inbegrip van de ruimten die rechtstreeks of onrechtstreeks gebruikt worden voor de uitoefening van de activiteit (circulatie- en onthaalruimten, bergruimten en/of opslagruimten, refters, sanitaire voorzieningen,...), maar met uitzondering van de ruimten waarop het belastingreglement op de kantooroppervlakten van toepassing is;
“bruto bovengrondse vloeroppervlakte”, de totale oppervlakte van de bedekte vloeren, met uitsluiting van de ondergrondse ruimten gebruikt voor parkeerdoeleinden, als kelders, voor technische uitrusting en als opslagplaats. De vloerafmetingen worden gemeten tussen de onbeklede buitenwanden van de gevelmuren en de vloeren worden geacht door te lopen, zonder rekening te houden met de onderbreking ervan door scheidingswanden en binnenmuren, of door kokers, trappenhuizen en liftschachten.

De belastbare oppervlakte is de bovenvermelde bruto bovengrondse vloeroppervlakte.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de houder van het zakelijk recht op het goed, met name de eigenaar, of de bezitter, of de erfpachter, of de opstalhouder of de vruchtgebruiker van het goed, zoals bepaald in artikel 251 van het Wetboek der Inkomstenbelastingen.

In geval van niet-betaling van de belasting door de vruchtgebruiker, wordt de naakte eigenaar beschouwd als medeschuldenaar overeenkomstig artikel 2, 6° van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en is bijgevolg ertoe gehouden de belasting te betalen.

Bij mede-eigendom, wordt de belasting van de mede-eigenaars geëist volgens ieders aandeel ieder in deze mede-eigendom.

Bij stopzetting of aanvang van het gebruik van de handelsoppervlakte tijdens het aanslagjaar wordt de belasting gevestigd op basis van het aantal maanden werkelijk gebruik. Voor de toepassing van deze bepalingen wordt elke begonnen maand meegeteld als een volledige maand.

Artikel 4

De aanslagvoet wordt op 1 januari 2025 vastgesteld op 8,75€/m² per belastbare oppervlakte per jaar.

De aanslagvoet wordt jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen. Zij wordt op 1 januari van ieder jaar aangepast aan de index van de maand december van het voorgaande jaar volgens de formule $(R \times i)/I$ waarbij:

- R = tarief zoals hierboven vastgesteld
- i = de index van de maand december van het voorgaande jaar = december 2025 bij de eerste aanpassing, in januari 2026
- I = index van de maand december 2024 (basis 2013 = 100)

Artikel 5

Worden van deze belasting vrijgesteld:

- de eerste 400 m²;
- de oppervlakten die worden ingenomen door de instellingen van officieel erkende erediensten en vrijzinnige centra, de instellingen voor gezondheidszorg (ziekenhuizen, klinieken, poliklinieken, ...) en onderwijs die worden georganiseerd of gesubsidieerd door de overheid, de liefdadigheidsinstellingen, de instellingen die zonder winstoogmerk actief zijn in sociale bijstand of in cultuur en sport, voor zover ze georganiseerd of gesubsidieerd worden door de overheid.

Artikel 6

§1 - De belastingplichtige is verplicht aangifte te doen van de belastbare elementen op het grondgebied van de gemeente, bedoeld in dit belastingreglement.

§2 - Uiterlijk op 10 december van een welbepaald aanslagjaar, stuurt het Gemeentebestuur

per aangetekend schrijven, een voorstel van aangifte naar de belastingplichtige, met vermelding van de belastbare elementen.

§3 - Indien volgens de belastingplichtige op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld en deze niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, verbeterd, vervolledigd, gedag- en ondertekend indienen bij het Gemeentebestuur.

Indien het Gemeentebestuur geen vervolledigde, gedateerde en ondertekende aangifte ontvangt, wordt het door het Gemeentebestuur toegestuurde voorstel van aangifte beschouwd als aangifte.

§4 - De belastingplichtigen die geen voorstel van aangifte ontvangen hebben, zijn ertoe gehouden een aangifteformulier aan te vragen en hun aangifte terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende aanslagjaar.

§5 - De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren, tot herroeping.

§6 - In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de Gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Deze nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en is geldig totdat het uitdrukkelijk wordt herroepen.

Artikel 7

§1 - Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt.

§2 - Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

§3 - De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

§4 – In dit geval, zal de ambtshalve ingekohierde belasting worden verhoogd als volgt:

- 1ste inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 25%;
- 2de inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 50%;
- 3de inbreuk en de daaropvolgende: verhoging van de verschuldigde belasting met 100%.

Artikel 8

De belasting wordt via kohier geïnd. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 9

De vestiging, de invordering en de betreffende geschillen worden geregeld overeenkomstig de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 10

De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingschuldige van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger. Als de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

De indiening van een bezwaarschrift ontslaat de belastingbetaler niet van de verplichting om de belasting te betalen tot het bedrag dat onbetwistbaar verschuldigd is.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 13

Dit belastingreglement vervangt vanaf 1 januari 2025 dat door de Gemeenteraad werd aangenomen ter zitting van 26 januari 2022.

Comptabilité -- Boekhouding

SP 24.- Gestion de "Dons et Legs" - Placement à court terme 2024 - Approbation -- Beheer van "Giften en Legaten" - Belegging op korte termijn 2024 - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale,

En exécution des dispositions testamentaires relatives à la gestion des donations gérées par la Commune de Schaarbeek nécessitant de placer les fonds correspondants sur des valeurs à revenus garantis,

La présente délibération est soumise à tutelle conformément aux décrets et arrêtés applicables.

DECIDE :

1. d'approuver les opérations de placement sur des comptes de Belfius Banque pour une période annuelle d'un montant de 697.000 EUR pour les fonds des donations testamentaires ;
2. la présente délibération est valable pendant un délai de 6 mois jusque après la présente décision approuvée

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet,

In uitvoering van de bepalingen van het testament met betrekking tot het beheer van de giften beheerd door de Gemeente Schaarbeek, met de verplichting om de overeenstemmende fondsen te beleggen in effecten met gewaarborgde inkomsten, Deze beslissing is onderworpen aan toezicht overeenkomstig de toepasselijke decreten en ordonnanties.

BESLIST :

1. de investeringsverrichtingen op termijnrekeningen van Belfius Bank voor een bedrag van 697.000 EUR voor een jaarlijkse periode voor de fondsen van de testamentaire schenkingen, goed te keuren
2. deze beslissing is geldig voor een periode van 6 maanden tot de goedkeuring van deze beslissing.

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE -- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING (SDO) -
BUURTLEVEN DIENST

Vie de quartier

SP 25.- Soutien financier pour le projet de "Sono mobile" porté par l'équipe des TSR Gaucheret et Zinneke asbl - Approbation -- Financiële steun aan het project "Sono mobile" van het team TSR Gaucheret en Zinneke vzw - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle loi communale;

Vu la nécessité de soutenir des initiatives visant à l'amélioration du vivre-ensemble et à l'activation de l'espace public, notamment portées par des jeunes qui habitent dans le quartier Gaucheret,

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 5 novembre 2024;

DECIDE

d'approuver la subvention à Zinneke asbl à hauteur de 3.500EUR pour l'année 2024 et d'approuver la convention entre la Commune et l'asbl Zinneke.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien de noodzaak om initiatieven te ondersteunen die gericht zijn op het verbeteren van het gemeenschapsleven en het activeren van de openbare ruimte, in het bijzonder door jongeren die in de wijk Gaucheret wonen,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 november 2024;

BESLUIT

een subsidie van 3.500 euro aan de vzw Zinneke voor het jaar 2024 goed te keuren en de overeenkomst tussen de gemeente en de vzw Zinneke, goed te keuren.

SP 26.- Soutien financier pour le travail d'activation mené par le Comité de quartier Bienfaiteurs-Weldoeners sur la place des Bienfaiteurs - Approbation -- Financiële steun voor de activeringswerkzaamheden van het buurtcomité Bienfaiteurs-Weldoeners op het Plein van de Weldoeners - Goedkeuring

Monsieur Verzin intervient

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle loi communale;

Vu la nécessité de poursuivre le travail d'activation sur la place des Bienfaiteurs;

Vu la dynamique impulsée par le comité de quartier Bienfaiteurs-Weldoeners autour de cette place;
Vu l'investissement communal déjà engagé sur cette place (Printemps sur Bienfaiteurs en 2021, rénovation de la fontaine, réasphaltage des chemins...);
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 5 novembre 2024;
DECIDE
d'approuver la subvention au Comité à hauteur de 2.500EUR pour la période du 15 novembre au 31 décembre 2024 et d'approuver la convention entre la Commune et le Comité.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd
Gelet op de artikelen 117 en 123 van de Nieuwe Gemeentewet;
Met het oog op de noodzaak om de activeringswerkzaamheden op het Weldoenersplein voort te zetten;
Gelet op de dynamiek die het buurtcomité Bienfaiteurs-Weldoeners rond dit plein bevordert;
Gezien de investeringen die de gemeente al in dit plein heeft gedaan (Lente van het Weldoenersplein in 2021, renovatie van de fontein, herbestrating van de paden...);
Op voorstel van het college van burgemeester en Schepenen van 5 november 2024;
BESLUIT
de subsidie aan het comité ten bedrage van 2.500 euro voor de periode van 15 november tot 31 december 2024 goed te keuren en de overeenkomst tussen de gemeente en het buurtcomité goed te keuren.

SP 27.- Project "Go Aerschot" - Subside complémentaire à l'asbl "Wall street colors" et subside à l'asbl "Good Planet" - Approbation -- Project "Go Aerschot" - Aanvullende subsidie aan de vzw "Wall Street Colors" en subsidie aan de vzw "Good Planet" - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle loi communale;
Considérant la nécessité de revitaliser la rue d'Aerschot et ses abords ;
Considérant la nécessité de réaliser un travail communautaire au sein du Quartier Nord visant à recréer un sentiment de communauté et d'appartenance ;
Considérant le soutien financier et le support de mentorat fourni par l'European Institute of Technology Community dans le cadre des projets "New European Bauhaus : Co-create" ;
Considérant les objectifs des projets européens "New European Bauhaus : Co-create" visant à aider les communautés locales et les autorités publiques à construire des espaces publics durables, beaux et inclusifs et à soutenir les lieux et les communautés qui en ont le plus besoin ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 novembre 2024
DECIDE

1. d'approuver la subvention supplémentaire d'un montant de 3.000EUR à l'asbl Wall Street Colors pour la préparation des bâtiments rue Liedts 112 et Rue Rogier 1 et 2 à la mise en peinture des fresques du projet européen GO AERSCHOT!
2. d'approuver la subvention de 300€ pour l'asbl Good Planet

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd
Gelet op de artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gezien de noodzaak om de Aerschotstraat en omgeving nieuw leven in te blazen ;
Gezien de noodzaak om in de Noordwijk gemeenschapswerk te verrichten om het gemeenschapsgevoel en de samenhang te herstellen;
Gezien de financiële steun en het mentorschap van het Europees Instituut voor Technologie Community in het kader van de projecten "Nieuw Europees Bauhaus: Co-create";

Gezien de doelstellingen van de Europese projecten "Nieuw Europees Bauhaus: Co-create" om lokale gemeenschappen en overheden te helpen duurzame, mooie en inclusieve openbare ruimten te bouwen en om de plaatsen en gemeenschappen te ondersteunen die dit het meest nodig hebben;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 november 2024

BESLUIT

1. de aanvullende subsidie van 3.000 euro aan de vzw Wall Street Colors om de gebouwen in de Liedtsstraat 112 en de Rogierstraat 1 en 2 voor te bereiden op het schilderen van de muurschilderingen voor het Europese project GO AERSCHOT!, goed te keuren
2. de subsidie van 300€ aan de vzw Good Planet, goed te keuren

SP 28.- Subside à l'asbl CEDAS - Approbation -- Subsidie aan de vzw CEDAS - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle loi communale;

Considérant la politique communale visant à favoriser le mieux-vivre et faire-ensemble au sein du quartier Nord menée par la commune de Schaerbeek ;

Considérant les demandes émises par les habitant.e.s lors des comités d'organisation de la fête de quartier Brabant ayant eu lieu les 2 octobre 2023, 8 février et 7 mars 2024 ;

Considérant le travail communautaire réalisé en amont de la fête, et notamment la préparation de fanions colorés par les habitant.e.s du quartier avec l'asbl CEDAS ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 novembre 2024

DECIDE

d'approuver le subside ponctuel à hauteur de 300EUR à l'asbl CEDAS ainsi que la convention liant la commune et l'asbl dans le cadre de ce subside.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien het beleid van de gemeente Schaarbeek dat gericht is op het bevorderen van een betere manier van leven en samenleven in de Noordwijk;

Gezien de verzoeken van de bewoners tijdens de organisatiecomités van het wijkfeest Brabant op 2 oktober 2023, 8 februari en 7 maart 2024;

Gezien het gemeenschapswerk dat in de aanloop naar het festival is verricht, en met name de voorbereiding van kleurrijke wimpels door buurtbewoners in samenwerking met de vzw CEDAS;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 november 2024

BESLUIT

in te stemmen met een eenmalige subsidie van 300EUR euro aan de vzw CEDAS en de overeenkomst tussen de gemeente en de vzw in het kader van deze subsidie.

SP 29.- Subside à l'asbl Mouvance - Approbation -- Subsidie aan de vzw Mouvance - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 35 voix contre 0 et 1 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 35 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 35 voix contre 0 et 1 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle loi communale,

Vu le Plan stratégique 2023-2024 Genre et Espace public menée par la Commune, et plus spécifiquement par le Service Vie de Quartier du Programme de Prévention Urbaine, et dans

lequel s'inscrit cet avenant à la convention,

Vu les missions conçues par l'asbl Mouvance visant à :

- Partager un univers artistique par la pratique créative et coopérative.
- Amener un groupe dans une démarche artistique en lien avec les besoins du groupe et/ou avec un enjeu de société (dans une dynamique de démocratie culturelle).
- Transmettre des outils éprouvés dans la concrétisation des autres activités de l'ASBL (savoir être et/ou savoir faire) en visant l'autonomie et/ou la ré-appropriation, à travers une méthodologie impliquante, sensible et créative.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 12 novembre 2024

DECIDE

1. d'approuver la convention entre la commune de Schaerbeek et l'asbl Mouvance.
2. d'approuver la subvention de l'asbl Mouvance à hauteur de 12.000€.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 35 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de Nieuwe Gemeentewet,

Gelet op het strategisch plan 2023-2024 Gender en openbare ruimte dat door de gemeente, en meer bepaald door de dienst Buurtleven van het programma Stadspreventie, wordt uitgevoerd en waarin deze overeenkomst is opgenomen,

Gezien de missies die de vzw Mouvance heeft ontworpen om :

- Een artistiek universum delen door middel van creatieve en coöperatieve praktijken.
- Een groep doorheen een artistiek proces leiden in functie van de behoeften van de groep en/of van een sociale kwestie (in het kader van een dynamiek van culturele democratie)
- Het doorgeven van beproefde instrumenten voor de uitvoering van de andere activiteiten van de VZW (vaardigheden en/of knowhow), met het oog op autonomie en/of herbestemming, via een methodologie die betrokken, gevoelig en creatief is.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 november 2024

BESLIST

1. de overeenkomst tussen de gemeente Schaarbeek en Mouvance vzw goed te keuren.
2. de subsidie van 12.000€ aan Mouvance vzw goed te keuren.

SP 30.- Subside à l'asbl Urbanisa'son - Approbation -- Subsidie aan de vzw Urbanisa'son - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 35 voix contre 0 et 1 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 35 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 35 voix contre 0 et 1 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle loi communale

Vu l'implication de la commune via son service vie de quartier dans le parc Rasquinet et avec les associations et citoyens actifs dans ce périmètre

Vu le travail de collecte de récits d'associations et citoyens sur l'histoire du quartier mené par Urbanisa'son

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 8 août 2023,

DECIDE

d'approuver la convention entre la Commune et l'asbl Urbanisa'son octroyant une subvention de 1500€.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 35 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de Nieuwe Gemeentewet

Gezien de betrokkenheid van de lokale overheid, via haar afdeling buurtleven, bij het Rasquinetpark en bij de verenigingen en burgers die in dit gebied actief zijn

Gezien het werk van Urbanisa'son om de verhalen van verenigingen en burgers over de geschiedenis van de wijk te verzamelen

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen van 8 augustus 2023;

BESLUIT

de overeenkomst tussen de gemeente en de vereniging Urbanisa'son goed te keuren, waarbij een subsidie van 1.500 euro wordt toegekend, goed te keuren

Subventions et partenariats -- Subsidies & partnerships

SP 31.- Contrat de gestion VIA ASBL 2025 - Convention transitoire - Approbation --
Beheersovereenkomst VIA vzw 2025 - Tijdelijke beheerovereenkomst - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu la nouvelle loi communale;

Vu le contrat de gestion VIA asbl 2020-2024 approuvé par le Conseil communal du 23/09/2020 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 05 novembre 2024 d'approuver un contrat de gestion avec VIA asbl pour l'année 2025;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05 novembre 2024;

DECIDE

D'approuver un contrat de gestion avec VIA asbl pour l'année 2025

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het beheersovereenkomst VIA vzw 2020-2024 door de Gemeenteraad op 23/09/2020 goedgekeurd;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en schepenen van 05 november 2024 om een beheersovereenkomst met VIA vzw voor het jaar 2025 goed te keuren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 05 november 2024;

BESLUIT

Om de beheersovereenkomst met VIA vzw voor het jaar 2025 goed te keuren

SP 32.- Convention de partenariat du projet Go Aerschot!- Approbation --
Partnerschapsovereenkomst voor het Go Aerschot project - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu le projet "Go Aerschot!" approuvé par le programme européen EIT Community en date du 21/12/2023 ;

Vu l'approbation de l'Accord Cadre et le Contrat d'Activités à Valeur Ajoutée du Knowledge Information Center (Contrat KAVA) liant la Commune de Schaerbeek, et EIT Food, relative au projet "Go Aerschot!" par le Conseil Communal en date 18/09/2024;

Vu l'octroi d'une subvention de 39.000 € pour ce projet pour Schaerbeek;

Vu l'octroi d'une subvention de 6.000 € pour ce projet pour l'asbl FDSSB;

Vu le rôle de Schaerbeek dans le projet, en tant que porteur du projet;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 12 novembre 2024;

DECIDE:

D'approuver la convention de partenariat liant la Commune de Schaerbeek et la Fédération des services sociaux bicommunautaires asbl.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien het project "Go Aerschot!" dat op 21/12/2023 werd goedgekeurd door het programma EIT Community;

Gezien de goedkeuring door de Gemeenteraad op 18/09/2024 van de kaderovereenkomst en het contract voor kennisinformatiecentrum met toegevoegde waarde (KAVA-contract) tussen de gemeente Schaarbeek en EIT Food met betrekking tot het project "Go Aerschot!";

Gezien de toekenning van een subsidie van 39.000 € voor dit project voor Schaarbeek;

Gezien de toekenning van een subsidie van 6.000 € voor dit project voor l'asbl FDSSB;

Gezien de rol van Schaarbeek in het project, als projectleider;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 november 2024;

BESLUIT:

De partnerschapsovereenkomst tussen de gemeente Schaarbeek en de Federatie van Sociale Diensten – FdSSB.

SP 33.- Fonds "Bike in Brussels" de la Fondation Roi Baudouin - Conventions pour les deux projets sélectionnés - Approbation -- Koning Boudewijnstichting Fonds "Bike in Brussels" - Overeenkomsten voor de twee geselecteerde projecten - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'appel à projets du Fonds "Bike in Brussels" (Fondation Roi Baudouin) qui vise à soutenir des projets d'aménagement ou d'équipement destinés à encourager la circulation cycliste dans la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la subvention de 19.381€ allouée par le Fonds "Bike in Brussels" à la commune pour le projet d'aménagements cyclables avenue Ernest Renan à Schaarbeek ;

Vu la subvention de 69.000€ allouée par le Fonds "Bike in Brussels" à la commune pour le projet de création d'un axe cyclable et d'une zone cyclable à Schaarbeek ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

D'approuver les conventions relatives à la subvention "Bike in Brussels" portant les références 2024-E1181020-0018698 et 2024-E1181020-0018699 entre la Fondation Roi Baudouin et la Commune de Schaarbeek.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gezien de projectoproep van het Fonds "Bike in Brussels" (Koning Boudewijnstichting), dat tot doel heeft ontwikkelings- of uitrustingsprojecten te ondersteunen die het fietsen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aanmoedigen;

Gezien de subsidie van 19.381 euro die het Fonds "Fiets in Brussel" aan de gemeente heeft toegekend voor het project ter verbetering van de fietspaden op de Ernest Renanlaan in Schaarbeek;

Gezien de subsidie van 69.000 euro die door het Fonds "Bike in Brussels" aan de gemeente werd toegekend voor het project voor de aanleg van een fietsroute en een fietszone in Schaarbeek;

Op basis van het voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

De overeenkomsten betreffende de subsidie "Bike in Brussels" met de referenties 2024-E1181020-0018698 en 2024-E1181020-0018699 tussen de Koning Boudewijnstichting en de Gemeente Schaarbeek, goed te keuren

SP 34.- Projet "Good Food 1030" (ACTION CLIMAT 2022) - Avenant à la convention -
Approbation -- Project "Good Food 1030" (KLIMAAT ACTIE 2022) - Bijakte aan de
overeenkomst - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van
stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu la nouvelle loi communale;

Vu l'appel à projets 2022 « ACTION CLIMAT » de la Région de Bruxelles-Capitale à destination
des communes et CPAS bruxellois;

Vu les projets approuvés par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du
14/06/2022, pour lesquels une demande de subvention a été transmise à Bruxelles
Environnement;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'accorder une
subvention de 75.000 € pour le projet "Good Food 1030" ;

Vu la convention approuvée par le Conseil communal du 21/12/2022;

Vu la proposition d'avenant à cette convention prolongeant la période de réalisation du
projet jusqu'au 30/09/2025 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE

D'approuver l'avenant à la convention relative au projet "Good Food 1030" entre la
Commune de Schaerbeek et Bruxelles Environnement

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de Projectoproep 2022 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor de Brusselse
gemeenten en OCMW's "Klimaatactie";

Gelet op de projecten die het College van Burgemeester en Schepenen tijdens de zitting van
14/06/2022 heeft goedgekeurd, waarvoor een subsidieaanvraag werd ingediend bij
Leefmilieu Brussel;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om een subsidie van 75.000
€ toe te kennen aan het project "Good Food 1030";

Gelet op het overeenkomst goedgekeurd op 21/12/2022 door de Gemeenteraad;

Gelet op het bijakte aan dit overeenkomst, waarbij de voltooiingsperiode van het project
wordt verlengd tot 30/09/2025;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT

Om de bijakte aan de overeenkomst voor het projet "Good food 1030" tussen de Gemeente
en Leefmilieu Brussel, goed te keuren

Eco-conseil -- Milieuraadgeving

SP 35.- Nouveau règlement d'ordre intérieur instaurant un Conseil Local de l'Alimentation
Durable - Approbation -- Nieuw huishoudelijk reglement tot oprichting van een Lokale
Raad voor Duurzame Voeding- Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van
stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu l'adoption du Plan Climat de la Commune de Schaerbeek par le Collège le 21/06/22 et par
le Conseil communal le 29/06/22 ;

Considérant que le Plan Climat comprend des objectifs stratégiques liés à l'alimentation (au sein de l'administration communale et à l'échelle du territoire), ainsi qu'à la transition économique durable ;
Considérant qu'une subvention de Bruxelles Environnement « Volet 2 Action Climat- Stratégie Good Food » a été octroyée pour la création d'un Conseil Local de l'Alimentation Durable et l'élaboration d'une stratégie locale pour l'alimentation durable adaptée aux besoins schaarbeekoïses ;
Considérant que des acteurs du système alimentaire schaarbeekoïses ont travaillé collectivement avec la commune pour adapter la stratégie alimentaire régionale Good Food 2 à son territoire et pour s'accorder sur un règlement d'ordre intérieur
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins du 12 novembre 2024;
DECIDE:
De porter à la connaissance du Conseil communal l'approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil Local de l'Alimentation Durable.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd
Gelet op de goedkeuring van het Klimaatplan van de gemeente Schaarbeek door het College op 21/06/22 en door de Gemeenteraad op 29/06/22 ;
Overwegende dat het Klimaatplan strategische doelstellingen bevat inzake voeding (binnen de gemeentelijke administratie en op territoriale schaal), alsook inzake duurzame economische transitie ;
Overwegende dat een subsidie van Leefmilieu Brussel "Volet 2 Action Climat- Stratégie Good Food" werd toegekend voor de oprichting van een Lokale Raad voor Duurzame Voeding en de ontwikkeling van een lokale strategie voor duurzame voeding aangepast aan de behoeften van Schaarbeek ;
Overwegende dat actoren van het Schaarbeekse voedselsysteem collectief met de gemeente hebben samengewerkt om de regionale voedselstrategie Good Food 2 aan haar grondgebied aan te passen en om overeenstemming te bereiken over een huishoudelijk reglement.
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 november 2024 ;
BESLUIT :
De gemeenteraad te informeren over de goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Lokale Raad voor Duurzame Voeding

AFFAIRES GÉNÉRALES -- ALGEMENE ZAKEN

Gestion immobilière -- Vastgoedbeheer

SP 36.- Appel d'offres à lancer pour le renouvellement de la Concession de l'exploitation des installations de tir à l'arc à la verticale et de la buvette Sint-Sebastiaan y attachée (à titre accessoire), situées dans le parc Josaphat à 1030 Schaarbeek - Cahier spécial des charges et choix de la procédure d'attribution (soit une procédure "ouverte") - Approbation par le Conseil communal, en séance du 20 novembre 2024 --
Offerteaanvraag te lanceren voor het vernieuwen van de Concessie voor de uitbating van de boogschietinstallaties en van de bijbehorende buvette Sint-Sebastiaan (ten accessoire titel), gelegen in het Josafatpark te 1030 Schaarbeek - Bijzonder bestek en keuze van de gunningsprocedure (hetzij een "openbare" procedure) - Goedkeuring door de Gemeenteraad, in zitting van 20 november 2024

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu le rapport au Collège des Bourgmestres et Echevins en sa séance du 12 novembre 2024;
Considérant qu'il convient de faire droit aux conclusions de ce rapport;

DECIDE :

D'approuver le cahier spécial des charges régissant l'appel d'offres à lancer pour le renouvellement de la Concession de l'exploitation des installations de tir à l'arc à la verticale et de la buvette y attachée (à titre accessoire), situées dans le parc Josaphat à 1030 Schaerbeek, et d'approuver le choix d'une procédure "ouverte" comme procédure d'attribution.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gezien de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het verslag aan het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 12 november 2024;

Overwegende dat het past recht te doen op de conclusies van dit verslag;

BESLUIT :

Het bijzonder bestek goed te keuren m.b.t. de offerteaanvraag te lanceren voor het vernieuwen van de Concessie voor de uitbating van de boogschietinstallaties en van de bijbehorende buvette Sint-Sebastiaan (ten accessoire titel), gelegen in het Josafatpark te 1030 Schaarbeek, alsmede de keuze van een "openbare" procedure goed te keuren als gunningsprocedure.

SP 37.- Bail emphytéotique pour la crèche "Courte échelle" sise chaussée de Haecht, 176 entre la Commune de Schaerbeek et le CPAS de Schaerbeek -- Erfpacht voor het kinderdagverblijf "Korte schaal" gelegen Haachtsesteenweg, 176 tussen de gemeente Schaarbeek en het ocmw van Schaarbeek

Monsieur Verzin intervient

Monsieur le Bourgmestre ff répond

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.11.2024

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12.11.2024

Considérant qu'il y a lieu de faire droit à ces décisions

DECIDE :

D'adopter le bail emphytéotique, déposé au dossier, entre la Commune de Schaerbeek et le CPAS de Schaerbeek pour la crèche "Courte échelle" située chaussée de Haecht, 176 pour un canon de 1 €/an pour une durée de 33 ans (et minimum 15 ans)

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 05.11.2024

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 12.11.2024

Overwegend dat het betaamt gevolg geven aan deze beslissingen

BESLUIT :

Erfpacht, neergelegd in het dossier, tussen de Gemeente Schaarbeek en de OCM van Schaarbeek voor de kinderdagverblijf "Korte Schaal" gelegen Haachtsesteenweg, 176 tussen een huurprijs van 1€/jaar voor een tijdperk van 33 jaren (minimum 15 jaren) aan te nemen

SP 38.- Occupation précaire du bien sis Rue d'Hoogvorst 8-14 par l'ASBL ANIMAR -
Convention d'occupation à titre précaire - Approbation -- Bezetting ten tijdelijke titel
van het pand gelegen Hoogvorststraat 8-14 door de vzw ANIMAR -
Bezettingsovereenkomst ten tijdelijke titel - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van
stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20/04/2021

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02/05/2023

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22/10/2024

Considérant qu'il y a lieu de faire droit à ces décisions

DECIDE :

d'adopter la convention d'occupation à titre précaire, déposée au dossier, du bien sis Rue
d'Hoogvorst 8-14 par l'asbl ANIMAR de 01/07/2025 jusqu'au 31/12/2025.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 20/04/2021

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 02/05/2023

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 22/10/2024

Overwegend dat het betaamt gevolg te geven aan deze beslissingen

BESLUIT :

de bezettingsovereenkomst ten tijdelijke titel, neergelegd in het dossier, van het pand
gelegen Hoogvorststraat, 8-14 door de vzw ANIMAR van 01/07/2025 tot en met 31/12/2025
aan te nemen.

RESSOURCES HUMAINES -- HUMAN RESOURCES

Carrière -- Loopbaan

SP 39.- Adhésion à l'assurance hospitalisation collective du Service fédéral des Pensions -
Service social collectif - Approbation -- Toetreding tot de collectieve
hospitaalisatieverzekering van de Federale Pensioendienst - Gemeenschappelijke sociale
dienst - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van
stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 119 et 145 de la Nouvelle loi communale;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les
syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu sa délibération du 7 juillet 1988 portant affiliation de la commune au Service social
collectif à partir du 1er janvier 1989;

Vu sa délibération du 13 octobre 1988, approuvant l'affiliation de la commune à l'assurance
collective "Soins de santé en cas d'hospitalisation ou de maladie grave" contractée par
l'ONSS-APL au nom des administrations locales affiliées au Service social collectif;

Vu sa délibération du 22 février 2006, modifiée le 23 janvier 2008 et le 25 octobre 2017
arrétant le règlement relatif à la prise en charge des cotisations à l'assurance collective soins
de santé contractée par le service social collectif de l'ONSS-APL auprès d'Ethias assurances;

Vu la loi du 18 mars 2016 portant notamment reprise du Service social collectif (SSC) de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale par le Service fédéral des Pensions;
 Considérant que pour la période 2018-2021 la société AG Insurance a été retenue comme adjudicataire;
 Considérant que pour la période 2022-2025 la société Ethias assurances a été retenue comme adjudicataire;
 Considérant le courrier du Service social collectif, réceptionné en date du 4 septembre 2024, relatif au lancement d'un nouveau marché public pour l'assurance hospitalisation collective soins de santé dans le courant 2025;
 Considérant qu'en séance du 22 octobre 2024, le Collège des Bourgmestre et Echevins a pris acte des principales modifications du cahier des charges et a décidé de maintenir son adhésion au contrat-cadre du SSC, qu'il a également décidé d'informer le SSC que la commune prendra en charge la prime d'assurance des assurés principaux en formule de base, pour autant qu'ils remplissent les conditions précisées dans le règlement adopté par le Conseil communal du 22 février 2006 modifié le 23 janvier 2008 et le 29 novembre 2017 et qu'il a décidé d'inscrire ce point pour information au comité de négociation du 13 novembre 2024;
 En application de la loi du 19 décembre 1974, organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, ces dispositions ont été soumises préalablement au Comité de négociation pour information le 13 novembre 2024;
 Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins des 22 octobre 2024 et 12 novembre 2024;
 DECIDE
Article 1
 L'administration maintient son adhésion au contrat-cadre relatif à l'assurance hospitalisation collective que propose le Service fédéral des Pensions (SFP) - Service Social Collectif (SSC).
Article 2
 L'administration prend totalement à charge la prime pour les membres du personnel statutaires et contractuels, pour autant qu'ils remplissent les conditions précisées dans le règlement adopté par le Conseil communal du 22 février 2006 et ses modifications ultérieures, et opte pour la formule de base.
Article 3
 Un exemplaire de la présente délibération sera transmis au SFP-SSC

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd
 Gelet op artikelen 117, 119 en 145 van de nieuwe Gemeentewet;
 Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;
 Gelet op zijn besluit van 7 juli 1988 met betrekking tot de aansluiting van de gemeente aan de Gemeenschappelijke Sociale Dienst met ingang van 1 januari 1989;
 Gelet op zijn besluit van 13 oktober 1988, betreffende de goedkeuring van de aansluiting van de gemeente met de groepsverzekering "Gezondheidszorg ingeval van hospitalisatie of ernstige ziekte", aangegaan door de dienst RSZ-PPO in naam van de besturen die aan de collectieve sociale dienst aangesloten zijn;
 Gelet op zijn besluit van 22 februari 2006, gewijzigd op 23 januari 2008 en op 25 oktober 2017, stellende vast het reglement betreffende het ten laste nemen van de bijdragen voor de collectieve verzekering der gezondheidszorg, aangegaan door de gemeenschappelijke sociale dienst RSZ-PPO, met ETHIAS-VERZEKERINGEN;
 Gezien de wet van 18 maart 2016 tot overname van in het bijzonder de Gemeenschappelijke Sociale Dienst (GSD) van de dienst voor de bijzondere sociale zekerheidsstelsels, door de federale pensioendienst (FPD);
 Overwegende dat voor de periode 2018-2021 de verzekeringsmaatschappij AG Insurance werd toegewezen;
 Overwegende dat voor de periode 2022-2025 de verzekeringsmaatschappij Ethias werd toegewezen;
 Overwegende de brief van de Gemeenschappelijke Sociale Dienst, ontvangen op 4 september 2024, betreffende het uitschrijven van overheidsopdracht voor de collectieve verzekering der gezondheidszorg tijdens 2025;
 Overwegende dat in zitting van 22 oktober 2024, heeft het College van Burgemeester en

Schepenen de belangrijkste wijzigingen van de specificaties akte genomen en besloot deel te nemen en te blijven deelnemen aan de kaderovereenkomst van de GSD, dat hij ook heeft besloten om de GSD te laten weten dat de gemeente de premies voor de basisformule van de hoofdverzekerde ten laste te blijven nemen, op voorwaarde dat ze voldoen aan de voorwaarden bepaald in het reglement aangenomen door de gemeenteraad van 22 februari 2006 gewijzigd op 23 januari 2008 en 29 november 2017 en dat hij beslist heeft om dit punt ter informatie op te nemen in het onderhandelingscomité van 13 november 2024; In overeenstemming met de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, werden deze bepalingen vooraf voorgelegd aan het onderhandelingscomité op 13 november 2024; Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 oktober 2024 en 12 november 2024;

BESLIST

Artikel 1

Het bestuur handhaaft zijn toetreding aan de kader overeenkomst betreffende de collectieve hospitalisatieverzekering die voorgesteld wordt door de Federale Pensioendienst (FPD) - Gemeenschappelijke Sociale Dienst (GSD).

Artikel 2

Het bestuur neemt de premie volledig ten laste voor zijn statutaire en contractuele personeelsleden, voor zover ze voldoen aan de voorwaarden die bepaald zijn in het reglement die door de Gemeenteraad van 22 februari 2006, en zijn latere wijzigingen, zijn goedgekeurd en opteert voor een basisformule.

Artikel 3

Een exemplaar van dit besluit zal worden overgemaakt aan de FPD-GSD

INFRASTRUCTURE -- INFRASTRUCTUUR

Travaux -- Werken

SP 40.- Hôtel communal - Etude pour le remplacement du système de sonorisation de la salle du Conseil - Activation de l'accord-cadre relatif à des missions variées d'ingénieurs en techniques spéciales et HVAC (marché subséquent - lot 4) - Pour information -- Gemeentehuis - Studie voor de vervanging van de geluidsinstallatie van de Raadzaal - Activeren van de raamovereenkomst betreffende gevarieerde opdrachten van ingenieurs speciale technieken en HVAC (opdracht op basis van de raamovereenkomst - perceel 4) - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics - en particulier son article 42, §1er, 1° a -, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;
Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux;
Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 15 février 2022 d'arrêter la procédure de passation du marché de services visant à la désignation d'un ou de plusieurs bureau(x) d'ingénieurs conseils en techniques spéciales et HVAC (procédure négociée sans publication préalable, après consultation de neuf bureaux spécialisées) et de fixer les conditions du marché suivant le cahier spécial des charges Scha/Infra/2022/009;
Considérant que cette décision a été prise pour information par le conseil communal du 23 février 2022;

Vu la décision du 3 mai 2022 du collège des bourgmestre et échevins de désigner deux adjudicataires à cet accord-cadre;
Considérant qu'il est nécessaire d'étudier les options techniques du projet de remplacement du système de sonorisation de la salle du Conseil de l'hôtel communal;
PREND POUR INFORMATION
la décision du collège du 22 octobre 2024 d'activer le lot 4 de l'accord-cadre Scha/Infra/2022/009 afin de réaliser l'étude relative au remplacement du système de sonorisation de la salle du Conseil au sein de l'hôtel communal, pour le prix de 3.617,90 € TVA incluse

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd
Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten - inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a -, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;
Gelet op het collegebesluit van 15 februari 2022 om de plaatsingsprocedure voor een opdracht van diensten vast te leggen met het oog op de aanduiding van één of meerdere bureau(s) van raadgevend ingenieurs in speciale technieken en HVAC (onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, na raadpleging van negen gespecialiseerde bureaus) en om de voorwaarden van deze opdracht vast te stellen, volgens het bestek Scha/Infra/2022/009;
Overwegende dat deze beslissing ter informatie werd genomen door de gemeenteraad van 23 februari 2022;
Gelet op het collegebesluit van 3 mei 2022 om twee opdrachthouders voor deze raamovereenkomst aan te duiden;
Overwegende dat het noodzakelijk is om een studie te laten uitvoeren betreffende de technische opties voor de vervanging van de geluidsinstallatie van de Raadzaal op het gemeentehuis;
NEEMT TER INFORMATIE
het collegebesluit van 22 oktober 2024 om perceel 4 van raamovereenkomst Scha/Infra/2022/009 te activeren opdat een studie zou worden gerealiseerd betreffende de vervanging van de geluidsinstallatie van de Raadzaal op het gemeentehuis, voor de prijs van 3.617,90 €, BTW inbegrepen

SP 41.- Divers bâtiments communaux - Remplacement des systèmes de comptage énergétique (technologie 4G) selon convention NR-Click dans le cadre du programme PLAGE -- Verschillende gemeentegebouwen - Vervanging van de energie-meetsystemen (technologie 4G) volgens de NR-Click-overeenkomst in het kader van het PLAGE-programma

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle loi communale;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 24bis ;
 Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des adjudicateurs ;
 Considérant que l'article 47, §2, de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;
 Considérant qu'en vertu de l'article 47, §4, de la loi du 17 juin 2016, un adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées, que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;
 Considérant qu'une telle centrale d'achat a été mise en place par l'intercommunale Sibelga en ce qui concerne l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétique ;
 Vu la délibération du conseil communal, en sa séance du 29 novembre 2017, approuvant la convention NRClick Scan de mise à disposition d'un service de comptabilité énergétique;
 Considérant qu'il convient par ce biais de remplacer progressivement les premiers dataloggers placés à partir de 2013 et devenus obsolètes par des unités répondant la technologie 4G;
 Vu les 16 sites retenus pour le placement de nouveaux dataloggers en vue d'une comptabilité énergétique efficace:

- Hôtel communal
- CSA
- CTR
- Centre scolaire Josaphat
- Ecole 2
- Ecole 3
- Ecole 6
- Ecole 8
- Ecole 10
- Ecole 17
- Centre scolaire Roodebeek
- AFB Renan
- LEM Dailly
- LEM Haecht
- ITFF Eenens
- Centre scolaire Duriau

Vu la dépense globale de 49.038,58 €;

Considérant que cette dépense sera financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement;

Considérant que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels;

PREND POUR INFORMATION

la décision du collège, en séance du 22 octobre 2024:

1. D'approuver les offres SIBELGA n°2000163731, 1637272963, 163718, 163728, 163729, 163723, 163724, 163721, 163720, 163726, 163732, 163719, 163730, 163722, 163733 et 163725 du 10 octobre 2024, aux montants respectifs de 3.568,79 €, 2.875,46 €, 5.222,37 €, 4.273,35 €, 2.518,99 €, 3.891,03 €, 1.754,35 €, 1.754,35 €, 1.563,19 €, 4.082,19 €, 3.891,03 €, 2.327,83 €, 4.298,24 €, 1.754,35 €, 2.136,67 € et 3.126,39 € relative au remplacement des systèmes de comptage énergétique sur 16 différents sites communaux;
2. D'autoriser la commande globale pour les sites concernés et produire un bon de commande.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met name het artikel 24bis;

Overwegende dat het artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een aanbestedende aankoopcentrale toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47, §2, van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat krachtens artikel 47, §4, van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder de toepassing van de in de wet van 17 juni 2016 vervatte procedures, aan een aankoopcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag gunnen betreffende gecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat dergelijke overheidsopdrachten voor diensten eveneens het verrichten van aanvullende aankoopactiviteiten mogen omvatten;

Overwegende dat een dergelijke aankoopcentrale werd opgericht door de intercommunale Sibelga ter begeleiding van de plaatselijke en regionale openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om energie-efficiëntiemaatregelen te promoten;

Gelet op het raadsbesluit van 29 november 2017 tot goedkeuring van de NR-Click Scan-overeenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van een dienst voor energieboekhouding;

Overwegende dat het aangewezen is langs dezelfde weg geleidelijk aan de eerste dataloggers te vervangen die vanaf 2013 werden geplaatst en verouderd zijn, door eenheden die beantwoorden aan de 4G-technologie;

Gelet op de 16 sites die werden weerhouden voor de plaatsing van nieuwe dataloggers met het oog op een efficiënte energieboekhouding:

- Gemeentehuis
- SAC
- TCR
- Scholengroep Josafat
- School 2
- School 3
- School 6
- School 8
- School 10
- School17
- Scholengroep Roodebeek
- AFB Renan
- EML DAilly
- EML Haacht
- TIFF Eenens
- Scholengroep Duriau

Gelet op de globale uitgave van 49.038,58 €;

Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen voorzien in het investeringsprogramma;

Overwegende dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming over de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

NEEMT TER INFORMATIE

het collegebesluit van 22 oktober 2024, namelijk:

1. goedkeuring van de offertes van SIBELGA nrs. 2000163731, 1637272963, 163718, 163728, 163729, 163723, 163724, 163721, 163720, 163726, 163732, 163719, 163730, 163722, 163733 en 163725 van 10 oktober 2024, voor de respectieve bedragen van 3.568,79 €, 2.875,46 €, 5.222,37 €, 4.273,35 €, 2.518,99 €, 3.891,03 €, 1.754,35 €, 1.754,35 €, 1.563,19 €, 4.082,19 €, 3.891,03 €, 2.327,83 €, 4.298,24 €, 1.754,35 €, 2.136,67 € en 3.126,39 € betreffende de vervanging van de energie-meetsystemen op 16 verschillende gemeentelijke sites;

2. instemmen met de globale bestelling voor alle betroffen sites en opmaken van een bestelbon.

SP 42.- Infrastructures – Divers bâtiments communaux – Fourniture, installation et maintenance du matériel de prévention et de lutte contre l'incendie – Marché public de services pour une durée de 3 ans pouvant être prolongée d'1 an supplémentaire, 2025–2028 – Procédure de passation et conditions du marché – Approbation -- Infrastructuur – Diverse gemeentegebouwen – Levering, installatie en onderhoud van brandpreventie- en brandbestrijdingsmateriaal – Overheidsopdracht van diensten voor een periode van 3 jaar, die met 1 bijkomend jaar kan worden verlengd, 2025-2028 – Vastlegging van de plaatsingsprocedure en de voorwaarden van de opdracht – Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle Loi Communale telle que modifiée à ce jour, en particulier ses articles 117 et 234 § 1 ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications à ce jour, en particulier son article 36 ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications à ce jour ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications à ce jour ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications à ce jour ;

Vu l'Ordonnance du 17 juillet 2003 modifiant la Nouvelle Loi Communale, en particulier son article 27 ;

Vu l'Ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle Loi Communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2024 modifiant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu la décision n°464/620/B/087 du Collège des Bourgmestre et Echevins datant du 10/03/2020, par laquelle il a attribué le marché à six lots, de fourniture, d'installation et de maintenance du matériel de prévention et de lutte contre l'incendie dans divers bâtiments communaux à l'entreprise LE CHIMISTE (trois lots : 1, 2 et 5) ainsi qu'à la firme SICLI (trois lots : 3, 4 et 6) ;

Vu la décision n°688/620/B/134 du Collège des Bourgmestre et Echevins datant du 17/10/2023, par laquelle il a approuvé la prolongation de ce marché jusqu'au 31/12/2024 ;

Considérant qu'il devient nécessaire de lancer un nouvel appel à la concurrence en vue de la fourniture, l'installation et la maintenance du matériel de prévention et de lutte contre l'incendie pendant une durée de 3 ans –avec la possibilité de prolongation d'1 an supplémentaire, à savoir, 2025–2028 ;

Considérant qu'il y a actuellement 93 bâtiments communaux concernés par ce marché ;

Considérant qu'un cahier des charges bilingue a été élaboré en 2024 pour les sites concernés ;

Considérant que le cahier des charges porte le numéro de référence : Scha/Infra/2024/005 ;

Considérant que le marché serait passé par procédure ouverte suivant les conditions fixées par ledit cahier des charges ;

Considérant que le marché a été estimé à environ 120.000 € TVAC/an, soit 480.000 € TVAC sur une durée de marché maximale de 4 ans, à savoir, une durée de 3 ans prolongeable, le cas échéant, d'1 an supplémentaire ;

Considérant que la publicité doit se faire au niveau européen, ceci, conformément à l'article 36 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics –ainsi qu'aux articles 11 à 14 de l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs

classiques ;

Considérant que le cahier des charges dispose de clauses de réexamen, particulièrement l'article II.15.8 du cahier des charges qui permet, en fonction des besoins, d'ajouter ou de retirer des bâtiments, ceci, sans devoir recourir à une nouvelle procédure de passation de marchés publics, mais dans les limites autorisées par la législation ;

Considérant que le présent marché de services a pour objet la maintenance dans les bâtiments communaux schaerbeekois (bâtiments scolaires, sites administratifs, techniques, sportifs, ...), des extincteurs, des hydrants et dévidoirs, des éclairages de secours, ..., y compris, le cas échéant, la fourniture et l'installation des appareils défectueux ou manquants ainsi que la fourniture, l'installation et/ou le remplacement des pictogrammes ad hoc, selon les normes en vigueur ; ceci, pour une durée potentielle maximale de 4 ans ;

Considérant que, pour des raisons pragmatiques, il a été jugé opportun de ne pas allouer ce marché ;

Considérant que le présent marché comprend un seul lot composé de 5 postes, à savoir :

- Poste 1 : Extincteurs ;
- Poste 2 : Dévidoirs et hydrants ;
- Poste 3 : Pictogrammes ;
- Poste 4 : Blocs de secours ;
- Poste 5 : Couvertures anti-feu ;

Considérant que la dépense annuelle estimée à 120.000€ TVAC, soit 480.000€ TVAC pour la durée potentielle maximale de 4 ans pour l'ensemble des prestations, serait imputée à divers articles du budget ordinaire correspondant aux codes économiques et fonctionnels des bâtiments visés par ces prestations ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05/11/2024 ;

DÉCIDE :

1. d'approuver la procédure de passation, procédure ouverte, pour le lancement d'un appel à la concurrence en vue de la fourniture, l'installation et la maintenance du matériel de prévention et de lutte contre l'incendie pendant une durée de 3 ans –avec la possibilité de prolongation d'1 an supplémentaire ;
2. de fixer les conditions du marché consignées dans le cahier des charges, réf. Scha/Infra/2024/005 ;
3. d'approuver la dépense du marché estimée à 120.000 €/an TVAC, soit 480.000 € TVAC pour une durée potentielle maximale de 4 ans ;
4. de prendre acte que la dépense serait imputée aux articles budgétaires ad hoc à l'issue de la procédure de passation et l'attribution du marché ;
5. de prendre acte du projet d'avis de marché bilingue, à publier au Journal Officiel de l'Union européenne et au Bulletin des Adjudications.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet zoals tot op heden gewijzigd, inzonderheid artikels 117 en 234 § 1;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 27;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2024 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op collegebesluit nr. 464/620/B/087 dd 10/03/2020, waarbij de opdracht bevattende zes percelen en betreffende de levering, installatie en het onderhoud van het

brandbestrijdings- en brandpreventiemateriaal in verschillende gemeentegebouwen werd toegewezen aan de onderneming LE CHIMISTE (drie percelen : 1, 2 en 5) en aan de firma SICLI (drie percelen : 3, 4 en 6);

Gelet op collegebesluit nr. 688/620/B/134 dd 17/10/2023, waarbij de verlenging van deze opdracht werd goedgekeurd tot 31/12/2024;

Overwegende dat het noodzakelijk wordt een nieuwe oproep tot mededinging te lanceren met het oog op de levering, de installatie en het onderhoud van het brandpreventie- en brandbestrijdingsmateriaal voor een periode van 3 jaar - met de mogelijkheid tot verlenging met 1 bijkomend jaar, namelijk voor de periode 2025 - 2028;

Overwegende dat momenteel 93 gemeentegebouwen door deze opdracht betroffen zijn;

Overwegende dat in 2024 voor de betroffen sites een tweetalig bestek werd uitgewerkt;

Overwegende dat dit bestek volgend referentienummer draagt : Scha/Infra/2024/005;

Overwegende dat de opdracht zou worden geplaatst bij een openbare procedure volgens de voorwaarden vastgelegd in genoemd bestek;

Overwegende dat deze opdracht werd geraamd op ongeveer 120.000 € BTW inbegrepen/jaar, hetzij 480.000 €, BTW inbegrepen voor een maximale duur van de opdracht van 4 jaar, te weten, een duur van 3 jaar die in voorkomend geval met 1 bijkomend jaar kan worden verlengd;

Overwegende dat de bekendmaking van deze opdracht op Europees niveau moet gebeuren, conform artikel 36 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten - alsook de artikelen 11 tot 14 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende dat het bestek herzieningsclausules bevat, in het bijzonder het artikel II.15.8 van het bestek waarbij, in functie van de behoeftes er gebouwen kunnen worden toegevoegd of weggelaten, dit zonder een beroep te moeten doen op een nieuwe overheidsopdracht, maar binnen de grenzen toegestaan door de wetgeving;

Overwegende dat deze overheidsopdracht voor diensten het onderhoud betreft, in de Schaarbeekse gemeentegebouwen (schoolgebouwen, administratieve, technische en sportieve sites, ...), van de brandblussers, haspels en brandkranen, de noodverlichting, ..., met inbegrip, in voorkomend geval, van de levering en installatie van defecte of ontbrekende apparaten, alsook de levering, installatie en/of vervanging van de pictogrammen ad hoc, volgens de geldende normen; dit voor een mogelijke duur van maximum 4 jaar;

Overwegende dat, om pragmatische redenen, beslist werd deze opdracht niet op te splitsen in percelen;

Overwegende dat deze opdracht één enkel perceel omvat bestaande uit 5 posten, namelijk :

- Post 1 : Brandblussers ;
- Post 2 : Haspels en brandkranen ;
- Post 3 : Pictogrammen ;
- Post 4 : Noodblokken ;
- Post 5 : Branddekens ;

Overwegende dat de jaarlijkse uitgave, geraamd op 120.000 €, BTW inbegrepen, hetzij 480.000 €, BTW inbegrepen, voor de mogelijke maximale duur voor het geheel van de prestaties van 4 jaar, zou worden aangerekend op diverse artikelen van de gewone begroting, die overeenstemmen met de economische en functionele codes van de gebouwen die betroffen zijn door deze prestaties;

Gelet op het collegebesluit van 05/11/2024;

BESLUIT :

1. goedkeuring van de plaatsingsprocedure, namelijk de openbare procedure, voor het lanceren van een oproep tot mededinging met het oog op de levering, de installatie en het onderhoud van het brandbestrijdings- en preventiemateriaal gedurende een periode van 3 jaar - met een mogelijke verlenging van 1 bijkomend jaar;
2. vastlegging van de voorwaarden van de opdracht, zoals vermeld in het bestek met ref. Scha/Infra/2024/005;
3. goedkeuring van de uitgave van de opdracht, geraamd op 120.000 €/jaar BTW inbegrepen, hetzij 480.000 €, BTW inbegrepen voor een mogelijke, maximale duur van 4 jaar;
4. akte te nemen dat de uitgave op het einde van de plaatsingsprocedure en bij toewijzing van de opdracht zal worden aangerekend op de begrotingsartikelen ad hoc;

5. akte te nemen van het ontwerp van de tweetalige aankondiging van de opdracht, te publiceren in het Publicatieblad van de Europese Unie en in het Bulletin der Aanbestedingen

SP 43.- Lycée Emile Max - section Dailly - Réparation du sol dans un local technique suite à un sinistre par les eaux - Procédure de passation, conditions du marché de travaux - Pour information -- Lyceum Emile Max - afdeling Dailly - Herstelling van de vloer in een technisch lokaal ten gevolge van waterschade - Plaatsingsprocedure, voorwaarden van de opdracht van werken - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;
Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 92 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;
Vu l'ordonnance du 27 juillet 2020 modifiant la nouvelle loi communale;
Considérant qu'il est nécessaire de réparer les dégâts au sol d'un local de service du lycée Emile Max - section Dailly, suite à un sinistre par les eaux consécutif à la rupture d'une canalisation enterrée;
Considérant que l'endroit a été provisoirement sécurisé dans l'attente des travaux nécessaires;
Considérant qu'il convenait de passer un marché public à faible montant pour répondre à cette demande;
Considérant que quatre entreprises spécialisées ont été consultées à cette fin;
Vu les quatre offres reçues aux montants de 3.996,20 €, 5.512 €, 7.399 € et 10.031,93 €;
Considérant que l'offre économiquement la plus avantageuse ne répond pas aux exigences techniques minimales fixées;
Considérant dès lors que cette offre doit être considérée comme irrégulière,
Considérant qu'il convient dès lors de retenir la première offre régulière au montant de 5.512 €;
Considérant que cette dépense est financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement et que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement lors des votes des modifications budgétaires et des comptes annuels;
Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 15 octobre 2024;
1. d'arrêter la procédure de passation et fixer les conditions du marché: procédure de marché à faible montant avec consultation de quatre firmes spécialisées.
2. d'engager dès que possible la dépense, estimée à 6.000 € TVA incluse, compte tenu d'éventuels suppléments, à l'article 731/724-60/-600-20240133 du budget extraordinaire 2024.
3. de prendre acte que cette dépense est financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement.

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2020 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;
 Gelet op de noodzaak om de schade aan de vloer te herstellen, veroorzaakt door een gesprongen waterleiding, van een dienstlokaal van het Emile Max Lyceum - afdeling Dailly;
 Overwegende dat de plaats in afwachting van de noodzakelijke werken tijdelijk werd beveiligd ;
 Overwegende dat, om aan deze vraag te voldoen, het aangewezen was een overheidsopdracht van beperkte waarde uit te schrijven ;
 Overwegende dat vier gespecialiseerde ondernemingen hiertoe werden geraadpleegd;
 Gelet op de vier ontvangen offertes voor de respectieve bedragen van 3.996,20 €, 5.512 €, 7.399 € en 10.031,93 €;
 Overwegende dat de economisch voordeligste offerte niet beantwoordt aan de vastgelegde minimale technische vereisten;
 Overwegende dat deze offerte bijgevolg als onregelmatig moet worden beschouwd;
 Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is de eerste regelmatige offerte van 5.512 € te weerhouden;
 Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de financiële middelen vermeld in het investeringsprogramma en dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging in deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming van de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;
 Gelet op het collegebesluit van 15 oktober 2024, houdende :

1. vaststelling van de plaatsingsprocedure en de voorwaarden van de opdracht : overheidsopdracht van beperkte waarde, na raadpleging van vier gespecialiseerde ondernemingen.
2. van zodra dit mogelijk is : vastlegging van de uitgave, geraamd op 6.000 € BTW inbegrepen, rekening houdend met eventuele meerwerken, op artikel 731/724-60/-600-20240133 van de buitengewone begroting over 2024.
3. akte te nemen dat deze uitgave wordt gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma

NEEMT TER INFORMATIE
 voormeld collegebesluit

SP 44.- Crèche LYRA, rue Marcel Marien 26 - Réparation de l'égouttage - Procédure de passation, conditions du marché de travaux - Pour information -- Crèche LYRA, Marcel Marienstraat 26 - Herstelling van de riolering - Plaatsingsprocedure, voorwaarden van de opdracht van werken - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;
 Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 92 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
 Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;
 Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;
 Vu l'ordonnance du 27 juillet 2020 modifiant la nouvelle loi communale;
 Vu l'affaissement du sol dallé du chemin des abords du bâtiment abritant la crèche LYRA suite à un écoulement d'eau souterrain provoqué par un déboitement d'une canalisation

d'égouttage enterrée;

Considérant qu'il est nécessaire de refaire à neuf le tronçon allant des chambres de visite A et B;

Considérant qu'il convenait de passer un marché public à faible montant pour répondre à cette demande;

Considérant que quatre entreprises spécialisées ont été consultées à cette fin;

Vu les deux offres reçues aux montants de 13.831,51 € et 14.628,00 €;

Considérant qu'il convient de retenir l'offre techniquement conforme et économiquement plus avantageuse au montant de 13.831,51 €;

Considérant que cette dépense est financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement et que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement lors des votes des modifications budgétaires et des comptes annuels;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 5 novembre 2024;

1. D'arrêter la procédure de passation et fixer les conditions du marché: procédure de marché à faible montant avec consultation de quatre firmes spécialisées.
2. D'engager dès que possible la dépense, estimée à 15.000 € TVA incluse, compte tenu d'éventuels suppléments, à l'article 844/724-60/-600-20240156 du budget extraordinaire 2024.
3. de prendre acte que cette dépense est financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement.

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2020 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de verzakking van de betegelde weg vlakbij het gebouw waar de crèche LYRA is gevestigd, ten gevolge van het afvloeien van water veroorzaakt door het loskomen van een ondergrondse rioolleiding;

Overwegende dat het noodzakelijk is het stuk dat van de inspectieputten A en B vertrekt volledig te vernieuwen;

Overwegende dat, om aan deze vraag te voldoen, het aangewezen was een overheidsopdracht van beperkte waarde uit te schrijven ;

Overwegende dat vier gespecialiseerde ondernemingen hiertoe werden geraadpleegd;

Gelet op de twee ontvangen offertes voor de respectieve bedragen van 13.831,51 €, en 14.628,00 €;

Overwegende dat het aangewezen is de technisch conforme en economisch voordeligste offerte te weerhouden voor het bedrag van 13.831,51 €;

Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de financiële middelen vermeld in het investeringsprogramma en dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging in deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming van de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Gelet op het collegebesluit van 5 november 2024, houdende :

1. vaststelling van de plaatsingsprocedure en de voorwaarden van de opdracht : overheidsopdracht van beperkte waarde, na raadpleging van vier gespecialiseerde ondernemingen.
2. van zodra dit mogelijk is : vastlegging van de uitgave, geraamd op 15.000 € BTW inbegrepen, rekening houdend met eventuele meerwerken, op artikel 844/724-60/-600-20240156 van de buitengewone begroting over 2024.

3. akte te nemen dat deze uitgave wordt gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma

NEEMT TER INFORMATIE

voormeld collegebesluit

SP 45.- Espace Vogler - Travaux d'aménagement au rez-de-chaussée - Travaux de rénovation des locaux - Procédure de passation, conditions du marché de travaux - Pour information -- Ruimte Vogler - Inrichtingswerken op het gelijkvloers - Renovatie van de lokalen - Plaatsingsprocedure, voorwaarden van de opdracht van werken - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 §3 et 236 §1 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 42 §1er 1° a) - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la nécessité de faire procéder à divers travaux d'aménagement au rez-de-chaussée d'un bâtiment communal sis rue Vogler 38 en vue de créer une cuisine ouverte sur une salle polyvalente et une pièce d'exposition côté rue;

Considérant que ces aménagements font suite à des travaux de rénovation non terminés par une entreprise défaillante;

Vu le cahier spécial des charges 2024/026 fixant les conditions du marché de travaux;

Considérant que le montant total ce marché est fixé à 60.000 € TVA incluse;

Considérant que cette dépense sera financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement;

Considérant que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 5 novembre 2024 :

1. approuver la procédure de passation du nouveau marché à lancer: procédure négociée sans publication préalable

2. fixer les conditions du marché figurant dans le cahier spécial des charges

Scha/Infra/2024/026

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 §3 en 236 §1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 42 §1er 1° a) - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de noodzaak om verschillende inrichtingswerken te laten uitvoeren op het

gelijkvloers van het gemeentegebouw gelegen Voglerstraat 38, met het oog op de creatie van een open keuken die uitgaat op een polyvalente zaal en van een tentoonstellingsruimte aan de straatkant;

Overwegende dat deze inrichtingen moeten worden uitgevoerd nadat een in gebreke gebleven onderneming de voorziene renovatiewerkzaamheden niet beëindigde;

Gelet op het bestek 2024/026 dat de voorwaarden van deze opdracht van werken bepaalt; Overwegende dat het totale bedrag van deze opdracht werd vastgesteld op € 60.000,- BTW inbegrepen;

Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma;

Overwegende dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming over de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Gelet op het collegebesluit van 5 november 2024, houdende :

1. goedkeuring van de plaatsingsprocedure van de nieuw te lanceren opdracht : onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
2. vaststelling van de voorwaarden van de opdracht zoals opgesomd in het bestek Scha/Infra/2024/026;

NEEMT TER INFORMATIE

voormeld collegebesluit

SP 46.- Crèche Rasquinet - Remplacement de deux pompes immergées de reflux d'eau de pluie (anti-inondation des sous-sols) - Procédure de passation et attribution d'un marché de travaux de faible montant - Pour information -- Crèche Rasquinet - Vervanging van twee dompelpompen voor regenwater (tegen het onderlopen van de kelders) - Plaatsingsprocedure en gunning van de opdracht voor werken van beperkte waarde - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234§3 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 92 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la nécessité de remplacer deux pompes immergées de reflux d'eau de pluie au sous-sol de la crèche Rasquinet;

Considérant qu'il convenait dès lors de répondre à cette demande en recourant à un marché public de faible montant;

Considérant que quatre sociétés ont été consultées à cette fin;

Considérant que cette dépense sera financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement;

Considérant que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 15 octobre 2024

1. Arrêter la procédure de passation et fixer les conditions du marché: procédure de marché à faible montant avec consultation de quatre firmes spécialisées
2. Imputer la dépense, estimée à 6.500 € TVA incluse, compte tenu des révisions de prix et éventuels suppléments, à l'article 844/724-60/-600-2024156 du budget extraordinaire
3. Financer la dépense par l'emprunt

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234§3 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de noodzaak om twee dompelpompen voor regenwater in de kelder van de crèche Rasquinet te vervangen;

Overwegende dat, om aan deze vraag te voldoen, het aangewezen was een overheidsopdracht met beperkte waarde uit te schrijven ;

Overwegende dat vier ondernemingen hiertoe werden geraadpleegd;

Overwegende dat deze uitgave zou worden gefinancierd met de middelen voorzien in het investeringsprogramma;

Overwegende dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming over de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Gelet op het collegebesluit van 15 oktober 2024, houdende :

1. vaststelling van de plaatsingsprocedure en de voorwaarden van de opdracht : overheidsopdracht met beperkte waarde, mits raadpleging van vier gespecialiseerde ondernemingen.
2. aanrekening van de uitgave, geraamd op 6.500 € BTW inbegrepen, rekening houdend met de prijsherzieningen en eventuele meerwerken, op artikel 844/724-60/-600-20240156 van de buitengewone begroting
3. financiering van de uitgave met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE

voormeld collegebesluit

SP 47.- Ecole 2 - Remplacement de la centrale de détection de gaz dans la chaufferie du bâtiment - Marché de faible montant - Marché de travaux - Pour information -- School 2 - Vervanging van de gasdetectiecentrale in de stookkamer van het gebouw - Opdracht van beperkte waarde - Opdracht voor werken - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234§3 et 236§1 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 92 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux;

Considérant qu'il est nécessaire de remplacer la centrale de détection de gaz dans la chaufferie de l'école 2;

Considérant que de tels travaux devraient être réalisés par une entreprise spécialisée du secteur privé;

Vu les quatre entreprises spécialisées consultées par la Direction Infrastructures à cette fin, dans le cadre d'un marché public de faible montant;

Vu les offres remises par deux des quatre entreprises consultées;

Considérant que le choix de l'administration s'est porté sur l'entreprise ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse pour un montant de 2.552,80 €, TVA incluse;
Considérant que cette dépense sera financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement;
Considérant que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels;
Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 15 octobre 2024:

1. D'approuver l'appel à la concurrence pour les travaux de remplacement de la centrale de détection de gaz de la chaufferie de l'école 2
2. D'arrêter la procédure de passation et fixer les conditions du marché: marché de faible montant avec consultation de quatre entreprises spécialisées.

PREND POUR INFORMATION
la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 234§3 en 236§1 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;
Overwegende dat het noodzakelijk is het gasdetectiesysteem in de stookkamer van school 2 te vervangen;
Overwegende dat dergelijke werken door een gespecialiseerde onderneming uit de privésector moeten worden uitgevoerd;
Gelet op de vier door de Directie Infrastructuur hiertoe geraadpleegde bedrijven, in het kader van een overheidsopdracht van beperkte waarde;
Gelet op de offertes die door twee van de vier geraadpleegde firma's werden overgemaakt;
Overwegende dat de keuze van het bestuur is uitgegaan naar de onderneming die de economisch voordeligste offerte indiende, namelijk voor een bedrag van 2.552,80 €, BTW inbegrepen;
Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma;
Overwegende dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming over de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;
Gelet op het collegebesluit van 15 oktober 2024, houdende :

1. goedkeuring van de oproep tot mededinging voor de werken voor de vervanging van de gasdetectiecentrale van de stookkamer van school 2.
2. vaststelling van de plaatsingsprocedure en de voorwaarden van de opdracht : opdracht van beperkte waarde met raadpleging van vier gespecialiseerde ondernemingen.

NEEMT TER INFORMATIE
voornoemd collegebesluit

SP 48.- Ecole 2 - Travaux de démontage d'une cheminée - Procédure de passation et attribution d'un marché de travaux de faible montant - pour information -- School 2 - Demonteren van een schoorsteen - Plaatsingsprocedure en gunning van de opdracht voor werken van beperkte waarde - ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234§3 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 92 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la nécessité de faire démonter et évacuer les gravats d'une cheminée maçonnée en toiture de l'école 2;

Considérant que la maçonnerie est fortement endommagée et menace de chuter;

Considérant qu'il convenait dès lors de répondre à cette demande en recourant à un marché public de faible montant;

Considérant que six sociétés ont été consultées à cette fin;

Considérant que cette dépense sera financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement;

Considérant que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 12 novembre 2024

1. Arrêter la procédure de passation et fixer les conditions du marché: procédure de marché à faible montant avec consultation de six entreprises spécialisées
2. Imputer la dépense, estimée à 14.000 € TVA incluse, compte tenu des révisions de prix et éventuels suppléments, à l'article 722/724-60/-600-20240023 du budget extraordinaire

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234§3 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de noodzaak om een gemetste schoorsteen op het dak van school 2 te demonteren en het puin te verwijderen;

Overwegende dat dit metselwerk sterk beschadigd is en het risico bestaat dat het neerstort;

Overwegende dat, om aan deze vraag te voldoen, het aangewezen was een overheidsopdracht van beperkte waarde uit te schrijven ;

Overwegende dat zes ondernemingen hiertoe werden geraadpleegd;

Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen voorzien in het investeringsprogramma;

Overwegende dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming over de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Gelet op het collegebesluit van 12 november 2024, houdende :

1. vaststelling van de plaatsingsprocedure en de voorwaarden van de opdracht : overheidsopdracht van beperkte waarde, mits raadpleging van zes gespecialiseerde ondernemingen.
2. aanrekening van de uitgave, geraamd op 14.000 € BTW inbegrepen, rekening houdend met de prijsherzieningen en eventuele meerwerken, op artikel 722/724-60/-600-20240023 van de buitengewone begroting.

NEEMT TER INFORMATIE

voormeld collegebesluit.

SP 49.- Ecole 6, Rue Richard Vandevelde 25 - Remplacement de la double porte vitrée extérieure - Marché de faible montant - Marché de travaux - Pour information -- School 6, Richard Vandeveldestraat 25 - Vervanging van de dubbele beglaasde buitendeur - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Opdracht voor werken - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234§3 et 236§1 de la nouvelle loi communale;
Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 92 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;
Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux;
Considérant que la double porte vitrée extérieure de l'Ecole 6, sise Rue Richard Vandervelde 25, est défectueuse et doit être remplacée;
Considérant que de tels travaux devraient être réalisés par une entreprise spécialisée du secteur privé;
Vu l'appel à la concurrence consultant trois entreprises spécialisées organisé par la Direction Infrastructures à cette fin dans le cadre d'un marché de faible montant;
Vu les deux offres reçues;
Considérant que cette dépense sera financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement;
Considérant que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels;
Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 22 octobre 2024:

1. D'arrêter la procédure de passation du marché de travaux : Marché public de faible montant;
2. D'engager la dépense, estimée à 5.000 € TTC, à l'article 722/724-60/-/600-20240023 du budget extraordinaire 2024;
3. De prendre acte que cette dépense est financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement.

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 234§3 en 236§1 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;
Overwegende dat de dubbele beglaasde buitendeur van School 6, gelegen Richard Vandeveldestraat 25 beschadigd is en moet worden vervangen;
Overwegende dat dergelijke werken door een gespecialiseerde onderneming uit de privésector moeten worden uitgevoerd;
Gelet op de oproep tot mededinging georganiseerd door de Directie Infrastructuur, waarbij drie gespecialiseerde ondernemingen werden geraadpleegd, in het kader van een opdracht

van beperkte waarde;

Gelet op de twee ontvangen offertes;

Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma;

Overwegende dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming over de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Gelet op het collegebesluit van 22 oktober 2024, houdende :

1. vastlegging van de plaatsingsprocedure van de opdracht van werken : overheidsopdracht van beperkte waarde;
2. vastlegging van de uitgave, geraamd op 5.000 €, alle belastingen inbegrepen, op artikel 722/724-60/-/600-20240023 van de buitengewone begroting over 2024;
3. akte te nemen dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma.

NEEMT TER INFORMATIE

voornoemd collegebesluit

SP 50.- Hôtel communal - Remplacement de la climatisation du local UPS - Marché de faible montant - Marché de travaux - Pour information -- Gemeentehuis - Vervanging van de klimaatregeling van het UPS-lokaal

Opdracht van beperkte waarde - Opdracht voor werken - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234§3 et 236§1 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 92 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux;

Vu la nécessité de remplacer la centrale de climatisation du local UPS de l'hôtel communal; Considérant qu'il convient d'évacuer le climatiseur hors d'usage et irréparable, de fournir et placer un nouvel appareil;

Considérant que de tels travaux devraient être réalisés par une entreprise spécialisée du secteur privé;

Vu les trois entreprises spécialisées consultées par la Direction Infrastructures à cette fin, dans le cadre d'un marché public de faible montant;

Vu les offres remises par deux des entreprises consultées;

Considérant que le choix de l'administration s'est porté sur l'entreprise ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse pour un montant de 5.239,42 €, TVA incluse;

Vu le crédit disponible à l'article 104/724-60/-600-20240004 du budget extraordinaire;

Considérant que cette dépense sera financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement;

Considérant que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 5 novembre 2024:

1. D'approuver l'appel à la concurrence pour les travaux de remplacement de la centrale de climatisation du local UPS de l'hôtel communal
2. D'arrêter la procédure de passation et fixer les conditions du marché: marché de faible montant avec consultation de trois entreprises spécialisées.

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 234§3 en 236§1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;

Overwegende dat het noodzakelijk is de klimaatregelingsinstallatie in het UPS-lokaal op het gemeentehuis te vervangen;

Overwegende dat het aangewezen is de klimaatregelingsinstallatie die buiten gebruik en onherstelbaar is te verwijderen en een nieuw toestel te leveren en te plaatsen;

Overwegende dat dergelijke werken door een gespecialiseerde onderneming uit de privésector moeten worden uitgevoerd;

Gelet op de drie door de Directie Infrastructuur hiertoe geraadpleegde bedrijven, in het kader van een overheidsopdracht van beperkte waarde;

Gelet op de offertes die door twee van de geraadpleegde firma's werden overgemaakt;

Overwegende dat de keuze van het bestuur is uitgegaan naar de onderneming die de economisch voordeligste offerte indiende, namelijk voor een bedrag van 5.239,42 €, BTW inbegrepen;

Gelet op het krediet dat beschikbaar is op artikel 104/724-60/-600-20240004 van de buitengewone begroting;

Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma;

Overwegende dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming over de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Gelet op het collegebesluit van 5 november 2024, houdende :

1. goedkeuring van de oproep tot mededinging voor de werken ter vervanging van de klimaatregelingsinstallatie van het UPS-lokaal op het gemeentehuis
2. vaststelling van de plaatsingsprocedure en de voorwaarden van de opdracht : opdracht van beperkte waarde met raadpleging van drie gespecialiseerde ondernemingen

NEEMT TER INFORMATIE

voornoemd collegebesluit

SP 51.- Parc de la Jeunesse, implantation de nouvelles installations ludico-sportives -

Mission d'études d'auteur de -projet - Extension du marché de services (avenant n°2) -

Augmentation de la dépense - Pour information ==- Jeugdпарк, plaatsing van nieuwe

installaties voor sport, spel en avontuur - Studieopdracht voor een projectauteur -

Uitbreiding van de opdracht van diensten (aanhangsel nr. 2) - Verhoging van de uitgave -

Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics -en particulier son article 42, §1er, 1°, a- telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour, en particulier

son article 38/1;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 15 septembre 2020 d'approuver le lancement d'un marché public de services visant à désigner un bureau afin de mener une étude pour l'implantation de nouvelles installations ludico-sportives au parc de la Jeunesse, ainsi que l'approbation de la procédure de passation et des conditions du marché;

Considérant que cette mission était estimée à 40.000€ TVAC;

Considérant que ces éléments précités ont été pris pour information par le conseil communal du 23 septembre 2020;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 15 décembre 2020 de désigner un adjudicataire pour cette mission pour un montant de 39.325€ TVAC;

Considérant que la mission est en cours d'exécution;

Considérant qu'un premier avenant, au prix de 3.872 € TVA incluse, a été approuvé par le Collège en séance du 20 avril 2021 concernant l'élaboration d'une étude historique à joindre à la demande de permis d'urbanisme;

Considérant qu'un nouvel avenant (n°2) s'avère à présent indispensable, qui consiste à intégrer dans la mission la phase d'examen des offres et de suivi de l'exécution des travaux,

Considérant qu'il était prévu initialement de réaliser ces deux phases en interne mais que , suite au départ de l'inspecteur communal qui en était chargé et pour responsabiliser davantage l'auteur de projet, il est indiqué d'étendre la mission du bureau privé à l'examen des offres et ultérieurement au suivi de l'exécution des travaux;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 15 octobre 2024:

1. d'approuver un second avenant à la mission d'étude pour l'aménagement de nouvelles installations ludico-sportives : l'incorporation de l'examen des offres et du suivi de l'exécution des travaux;
2. de confier à l'auteur de projet cette extension de mission, pour le prix estimé de 14.426,23 € TVAC;
3. d'engager la dépense à concurrence de 15.700 € , incluant une marge pour aléas, à l'article 766/747-60/600/ 20240407 ;
4. de financer la dépense par l'emprunt.

PREND POUR INFORMATION

l'augmentation de la dépense pour ce marché.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten - inzonderheid artikel 42, §1, 1°, a- zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd, inzonderheid artikel 38/1;

Gelet op het collegebesluit van 15 september 2020, waarbij het uitschrijven van een overheidsopdracht voor diensten werd goedgekeurd met het oog op de aanduiding van een bureau dat zou worden belast met de studie voor de inplanting van nieuwe installaties voor sport, spel en avontuur in het Jeugdpark, en eveneens de plaatsingsprocedure en de voorwaarden van de opdracht werden goedgekeurd;

Overwegende dat deze opdracht werd geraamd op 40.000 € BTW inbegrepen;

Overwegende dat bovengenoemde elementen op 23 september 2020 door de gemeenteraad ter informatie werden genomen;

Gelet op het collegebesluit van 15 december 2020 om een opdrachtnemer voor deze opdracht aan te duiden voor een bedrag van 39.325 €, BTW inbegrepen;

Overwegende dat de opdracht in uitvoering is;

Overwegende dat een eerste aanhangsel, voor een bedrag van 3.872 €, BTW inbegrepen, door het college werd goedgekeurd op 20 april 2021 voor het uitwerken van een historische studie om bij de aanvraag voor de stedenbouwkundige vergunning te voegen;

Overwegende dat een nieuw aanhangsel (nr. 2) momenteel absoluut noodzakelijk blijkt, namelijk het integreren in de opdracht van de fases betreffende het onderzoek van de offertes en de opvolging van de uitvoering van de werken;

Overwegende dat oorspronkelijk voorzien was om deze twee fases intern uit te voeren, maar

dat na het vertrek van de gemeentelijke inspecteur die met dit dossier was belast en om de projectauteur eens te meer te responsabiliseren, het aangewezen is de opdracht van het privé-bureau uit te breiden met het onderzoek van de offertes en later met de opvolging van de werken;

Gelet op het collegebesluit van 15 oktober 2024, namelijk :

1. goedkeuring van een tweede aanhangsel bij de studieopdracht betreffende de inrichting van nieuwe installaties voor sport, spel en avontuur : integratie van het onderzoek van de offertes en de opvolging van de uitvoering van de werken;
2. toevertrouwen aan de projectauteur, van deze uitbreiding van de opdracht, voor de geraamde kostprijs van 14.426,23 €, BTW inbegrepen;
3. vastlegging van de uitgave voor een bedrag van 15.700 €, omvattende een marge voor onvoorziene omstandigheden, op artikel 766/747-60/600/ 20240407;
4. financiering van de uitgave met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE

de verhoging van de uitgave voor deze opdracht.

Achats -- Aankopen

SP 52.- Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services - Marchés Publics de faible montant conclus par facture acceptée - Procédure de passation et attribution - Semaine 42/24 - Budget extraordinaire - Pour information -
-- Aankoop van diverse leveringen en/of diensten voor de behoeften van de diensten - Overheidsopdrachten van gesloten door middel van een aanvaarde factuur - Week 42/24 - Buitengewone begroting - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234 §3, 236 §1 §2 §3 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 – notamment son article 92 - relative aux marchés publics

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 - notamment ses articles 6, 7 et 124 - relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 - notamment les articles 1^{er} à 8, 12, 13, 17, 18, 44 à 65, 115 à 135 et 145 à 160 - établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du 08 octobre 2024 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions des marchés ayant pour objet «Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services» ;

Considérant que les dépenses seront financées par emprunts, subsides ou autres financements;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2024 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

PREND POUR INFORMATION :

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08 octobre 2024 de passer le marché public de faible montant conclu par facture acceptée, ayant pour objet l'« Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services » selon la liste suivante :

BC	Article budgétaire	Type financement	Service concerné	Objet de la dépense	Montant TVAC	Adjudicataire
3601	139/742-53/A20-20240022	Emprunt	Informatique	Kit Mobio	15242,79	CIVADIS

3268	421/744-51/650-20240027	Subs/emprunt	Voirie	barrière pivotante	5459,25	Poncelet
3293	871/744-51/921-20240247	Emprunt	Ens-Com	Echelles, aspirateur eau poussière, papier karcher	537,16	Manutan
3309	137/744-51/600-20240070	Emprunt	Bat	transpalette électrique	8178	Vandamme
3347	137/744-51/600-20240064	Emprunt	Bat	pièces scie circulaire	79,51	Fernand Georges

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 234 §3, 236 §1 §2 §3 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet inzake overheidsopdrachten van 17 juni 2016 - in het bijzonder artikel 92 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren - in het bijzonder artikelen 6, 7 en 124 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten - in het bijzonder artikels 1 tot 8, 12, 13, 17, 18, 44 tot 65, 115 tot 135 en 145 tot 160 ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de beslissing van 8 oktober 2024 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de opdrachten met als voorwerp "Aankoop van diverse goederen en/of diensten om aan de behoeften van de diensten te voldoen" ;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen, toelagen en andere financieringen ;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2024;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE :

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 oktober 2024 tot plaatsing van een overheidsopdracht van beperkte waarde gesloten door een aanvaarde factuur, met als voorwerp de "Aankoop van diverse leveringen en / of diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten" te plaatsen, volgens de volgende lijst:

BB	Begrotingsartikel	Soort financiering	Betrokken dienst	Voorwerp van de uitgave	Bedrag BTWI	Opdrachtnemer
3601	139/742-53/A20-20240022	Leningen	Informatique	Mobio Kit	15242,79	CIVADIS
3268	421/744-51/650-20240027	Subs/Leningen	Voirie	klaphek	5459,25	Poncelet
3293	871/744-51/921-20240247	Leningen	Ens-Com	Ladders, nat/droog stofzuiger, karcher papier	537,16	Manutan
3309	137/744-51/600-20240070	Leningen	Bat	elektrische pallettruck	8178	Vandamme
3347	137/744-51/600-20240064	Leningen	Bat	cirkelzaag onderdelen	79,51	Fernand Georges

SP 53.- Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services - Marchés Publics de faible montant conclus par facture acceptée - Procédure de passation et attribution - Semaine 43/24 - Budget extraordinaire - Pour information -
 == Aankoop van diverse leveringen en/of diensten voor de behoeften van de diensten - Overheidsopdrachten van gesloten door middel van een aanvaarde factuur - Week 43/24 - Buitengewone begroting - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234 §3, 236 §1 §2 §3 de la Nouvelle loi communale ;
 Vu la loi du 17 juin 2016 – notamment son article 92 - relative aux marchés publics
 Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 - notamment ses articles 6, 7 et 124 - relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
 Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 - notamment les articles 1^{er} à 8, 12, 13, 17, 18, 44 à 65, 115 à 135 et 145 à 160 - établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
 Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
 Vu la décision du 15 octobre 2024 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions des marchés ayant pour objet «Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services» ;
 Considérant que les dépenses seront financées par emprunts, subsides ou autres financements;
 Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2024 ;
 Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;
 PREND POUR INFORMATION :
 La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 octobre 2024 de passer le marché public de faible montant conclu par facture acceptée, ayant pour objet l'« Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services » selon la liste suivante :

BC	Article budgétaire	Type financement	Service concerné	Objet de la dépense	Montant TVAC	Adjudicataire
3675	722/744-51/600-20240129	Emprunt	BIB NL	TRIBUNES BIBLIOTHEQUE NL	9510,6	ATELIER GROOT EILAND
3620	734/744-51/921-20240210	Emprunt	ens-com	Achat d'une harpe académie musique	2475	Camac Harps
3658	722/744-51/600-20240129	Emprunt	BAT	achats de cloison colibri	1379,4	Manutan

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 234 §3, 236 §1 §2 §3 van de nieuwe gemeentewet;
 Gelet op de wet inzake overheidsopdrachten van 17 juni 2016 - in het bijzonder artikel 92 ;
 Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren - in het bijzonder artikelen 6, 7 en 124 ;
 Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten - in het bijzonder artikels 1 tot 8, 12, 13, 17, 18, 44 tot 65, 115 tot 135 en 145 tot 160 ;
 Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht

op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;
 Gelet op de beslissing van 15 oktober 2024 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de opdrachten met als voorwerp "Aankoop van diverse goederen en/of diensten om aan de behoeften van de diensten te voldoen" ;
 Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen, toelagen en andere financieringen ;
 Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2024;
 Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
 NEEMT TER INFORMATIE :
 De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 oktober 2024 tot plaatsing van een overheidsopdracht van beperkte waarde gesloten door een aanvaarde factuur, met als voorwerp de "Aankoop van diverse leveringen en / of diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten" te plaatsen, volgens de volgende lijst:

BB	Begrotingsartikel	Soort financiering	Betrokken dienst	Voorwerp van de uitgave	Bedrag BTWI	Opdrachtnemer
3675	722/744-51/600-20240129	Leningen	BIB NL	TRIBUNE BIBLIOTHEEK NL	9510,6	ATELIER GROOT EILAND
3620	734/744-51/921-20240210	Leningen	ens-com	Aankoop van een harp voor de muziekacademie	2475	Camac Harps
3658	722/744-51/600-20240129	Leningen	BAT	aankoop van colibri scheidingswanden	1379,4	Manutan

SP 54.- Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services - Marchés Publics de faible montant conclus par facture acceptée - Procédure de passation et attribution - Semaine 44/24 - Budget extraordinaire - Pour information -
 == Aankoop van diverse leveringen en/of diensten voor de behoeften van de diensten -
 Overheidsopdrachten van gesloten door middel van een aanvaarde factuur - Week 44/24 - Buitengewone begroting - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234 §3, 236 §1 §2 §3 de la Nouvelle loi communale ;
 Vu la loi du 17 juin 2016 – notamment son article 92 - relative aux marchés publics
 Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 - notamment ses articles 6, 7 et 124 - relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
 Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 - notamment les articles 1^{er} à 8, 12, 13, 17, 18, 44 à 65, 115 à 135 et 145 à 160 - établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
 Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
 Vu la décision du 22 octobre 2024 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions des marchés ayant pour objet «Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services» ;
 Considérant que les dépenses seront financées par emprunts, subsides ou autres financements;
 Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2024 ;
 Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;
 PREND POUR INFORMATION :
 La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 octobre 2024 de passer le marché

public de faible montant conclu par facture acceptée, ayant pour objet l'« Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services » selon la liste suivante :

BC	Article budgétaire	Type financement	Service concerné	Objet de la dépense	Montant TVAC	Adjudicataire
3813	722/744-51/600-20240129	Emprunt	Ned Ond,	Table de réunion	1208,79	Vandamme
3785	104/741-51/600-20240036	Emprunt	Magasin	Chaise haute avec roulette	1268,08	De Schuyter
3848	137/744-51/600-20240064	Emprunt	Magasin	20 radiateurs bain d'huile	1899	De Schuyter

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 234 §3, 236 §1 §2 §3 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet inzake overheidsopdrachten van 17 juni 2016 - in het bijzonder artikel 92 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren - in het bijzonder artikelen 6, 7 en 124 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten - in het bijzonder artikels 1 tot 8, 12, 13, 17, 18, 44 tot 65, 115 tot 135 en 145 tot 160 ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de beslissing van 22 oktober 2024 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de opdrachten met als voorwerp "Aankoop van diverse goederen en/of diensten om aan de behoeften van de diensten te voldoen" ;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen, toelagen en andere financieringen ;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2024;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE :

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 oktober 2024 tot plaatsing van een overheidsopdracht van beperkte waarde gesloten door een aanvaarde factuur, met als voorwerp de "Aankoop van diverse leveringen en / of diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten" te plaatsen, volgens de volgende lijst:

BB	Begrotingsartikel	Soort financiering	Betrokken dienst	Voorwerp van de uitgave	Bedrag BTWI	Opdrachtnemer
3813	722/744-51/600-20240129	Leningen	Ned Ond,	Vergadertafel	1208,79	Vandamme
3785	104/741-51/600-20240036	Leningen	Magazijn	Kinderstoel met wielen	1268,08	De Schuyter
3848	137/744-51/600-20240064	Leningen	Magazijn	20 oliebad radiatoren	1899	De Schuyter

SP 55.- Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services - Marchés Publics de faible montant conclus par facture acceptée - Procédure de passation et attribution - Semaine 45/24 - Budget extraordinaire - Pour information -
 == Aankoop van diverse leveringen en/of diensten voor de behoeften van de diensten - Overheidsopdrachten van beperkte waarde gesloten door middel van een aanvaarde factuur - Week 45/24 - Buitengewone begroting - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234 §3, 236 §1 §2 §3 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 – notamment son article 92 - relative aux marchés publics

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 - notamment ses articles 6, 7 et 124 - relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 - notamment les articles 1^{er} à 8, 12, 13, 17, 18, 44 à 65, 115 à 135 et 145 à 160 - établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du 5 novembre 2024 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions des marchés ayant pour objet «Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services» ;

Considérant que les dépenses seront financées par emprunts, subsides ou autres financements;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2024 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

PREND POUR INFORMATION :

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 novembre 2024 de passer le marché public de faible montant conclu par facture acceptée selon article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics , ayant pour objet l'« Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services » selon la liste suivante :

Date collège	Date conseil	Réf Cb e	BC BB	Article budgétaire Begrotingsart ikel	Type financ ement	Service concerné Betrokken dienst	Objet de la dépense Voorwerp van de uitgave	Montant TVAC Bedrag BTWI	Adjudicat aire Opdrachtn emer
05-nov	20/11/2024		3966	764/744-51/841-20240211		Sports	Achat de souffleurs	1125,4	Cipac

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 234 §3, 236 §1 §2 §3 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet inzake overheidsopdrachten van 17 juin 2016 - in het bijzonder artikel 92 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren - in het bijzonder artikelen 6, 7 en 124 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten - in het bijzonder artikels 1 tot 8, 12, 13, 17, 18, 44 tot 65, 115 tot 135 en 145 tot 160 ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de beslissing van 5 november 2024 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de opdrachten met als voorwerp "Aankoop van diverse goederen en/of diensten om aan de behoeften van de diensten te voldoen" ;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen, toelagen en andere financieringen ;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2024;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE :

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 november 2024 tot plaatsing van een overheidsopdracht van beperkte waarde gesloten door middel van een aanvaarde factuur volgens artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, met als voorwerp de "Aankoop van diverse leveringen en / of diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten" te plaatsen, volgens de volgende lijst:

Date collè ge	Date cons eil	Réf Cb e	BC BB	Article budgétaire Begrotingsart ikel	Type financ ement	Service concerné Betrokken dienst	Objet de la dépense Voorwerp van de uitgave	Montant TVAC Bedrag BTWI	Adjudicat aire Opdrachtn emer
05-nov	20/11/2024		3966	764/744-51/841-20240211		Sports	Achat de souffleurs	1125,4	Cipac

SP 56.- Adhésion à la centrale d'achat de l'école régionale d'administration publique (ERAP) dans le cadre de la mise à disposition du logiciel Strat&Gov - Approbation --
Aansluiting bij de aankoopcentrale van de gewestelijke school voor openbaar bestuur (GSOB) als onderdeel van de levering van Strat&Gov-software - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la centrale d'achat de l'école régionale d'administration publique (ERAP) dans le cadre de la mise à disposition du logiciel Strat&Gov ;
Considérant que la convention n'implique aucune obligation dans le chef de l'adhérent de passer commande auprès de la centrale pour les services commandés par celle-ci ;
Considérant que la Convention, à laquelle il peut être mis fin à tout moment par courrier recommandé, est établie pour une durée indéterminée ;
Vu le montant estimé à 8.470€ TVAC par an ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;
DECIDE

1. D'adhérer à la centrale d'achat de l'école régionale d'administration publique (ERAP) dans le cadre de la mise à disposition du logiciel Strat&Gov pour une durée indéterminée.
2. D'approuver et de signer la convention d'adhésion.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet overheidsopdrachten van 17 juni 2016 ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest;
Gelet op de aankoopcentrale van de gewestelijke school voor openbaar bestuur (GSOB) als onderdeel van de levering van Strat&Gov-software;
Overwegende dat de overeenkomst geen enkele verplichting inhoudt voor het lid om een bestelling te plaatsen bij de centrale voor de door deze laatste bestelde diensten;
Overwegende dat de Overeenkomst, die te allen tijde per aangetekende brief kan worden opgezegd, voor onbepaalde tijd wordt gesloten;
Gelet op het bedrag geschat op 8.470€ BTWI per jaar ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT

1. Aan te sluiten bij de aankoopcentrale van de gewestelijke school voor openbaar bestuur (GSOB) als onderdeel van de levering van Strat&Gov-software voor onbepaalde tijd.
2. De overeenkomst van aansluiting goed te keuren en te ondertekenen.

SP 57.- Marché public de fournitures pour l'achat de bois et panneaux - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Approbation --
Overheidsopdracht voor leveringen voor de aankoop van hout en panelen - Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 §1, 236 §1 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le cahier spécial des charges SCHA/ACHATS/2024/045;

Considérant que le marché est estimé à 260.000€ TVAC ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DÉCIDE :

1. De passer le marché public de fournitures pour l'achat de bois et panneaux par procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41 §1^{er} 1° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et selon les conditions du cahier spécial des charges SCHA/ACHATS/2024/045.
2. D'imputer la dépense, dont le montant est estimé à 260.000 € TVAC aux articles ***/744-51/***, ***/124-02/*** et ***/125-02/*** du budget ordinaire et extraordinaire 2025, 2026, 2027 et 2028 et aux autres éventuels articles du budget aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la validité du marché conclu le tout sous réserve de l'approbation des budgets par les organes compétents.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 234 §1, 236 §1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het bestek SCHA/ACHATS/2024/045;

Overwegende dat de opdracht wordt geraamd op 260.000€ BTW inbegrepen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

1. De overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp de aankoop van hout en panelen te plaatsen bij vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 41 ^{§1} 1° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en volgens de voorwaarden vastgelegd in het bestek SCHA/ACHATS/2024/045.
2. De uitgave, geraamd op 260.000€ BTWI, te boeken op artikelen ***/744-51/***, ***/124-02/*** et ***/125-02/*** van de gewone en buitengewone begroting 2025, 2026, 2027 en 2028 en eventueel op andere artikels van de begroting met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract dit alles onder voorbehoud van goedkeuring door de bevoegde beslissingsorganen.

SP 58.- Marché public de fournitures pour l'achat d'équipement, de mobilier et de matériel divers pour la Crèche Les Etoiles Filantes - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Engagement de la procédure - Pour information --
Overheidsopdracht voor de leveringen met als voorwerp de aankoop van uitrusting, meubilair en andere materialen voor de kinderopvang Les Etoiles Filantes - Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 234§3 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concession ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du 05 novembre 2024 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions d'un marché public de fourniture ayant pour objet l'achat d'équipement, de mobilier et de matériel divers pour la Crèche Les Etoiles Filantes tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2024/050 conformément à l'article article 42 §1^{er} 1° a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Considérant que la dépense sera financée par les moyens financiers renseignées dans le programme d'investissement ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION :

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05 novembre 2024 de passer un marché public de fourniture par procédure négociée sans publication préalable ayant pour objet l'achat d'équipement, de mobilier et de matériel divers pour la Crèche Les Etoiles Filantes tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2024/050 conformément à l'article article 42 §1^{er} 1° a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.
2. La dépense, estimée à 153.000€ TVA comprise, sera imputée à l'article 844/744-51/ - /600-20240119 et aux autres éventuels articles du budget ordinaire aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la validité du marché conclu.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 234§3 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten ;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;
Gelet op de beslissing van 05 november 2024 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp de aankoop van uitrusting, meubilair en andere materialen voor de kinderopvang Les Etoiles Filantes zoals beschreven in het bestek scha/achats/2024/050 overeenkomstig artikel 42 §1 1° a) van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.;
Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden uit de in het investeringsprogramma vermelde financiële middelen;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
NEEMT TER INFORMATIE:

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 05 november 2024 om een overheidsopdracht voor de leveringen te plaatsen bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, met als voorwerp de aankoop van uitrusting, meubilair en andere materialen voor de kinderopvang Les Etoiles Filantes zoals beschreven in het bestek scha/achats/2024/050 overeenkomstig artikel 42 §1 1° a) van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.
2. De uitgave, geschat op 153.000€ BTW inbegrepen, zal geboekt worden op artikel 844/744-51/ - /600-20240119 en eventueel op andere artikels van de gewone begroting met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract.

SP 59.- Marché public de fournitures pour l'acquisition de rayonnages pour le service Archives - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Overheidsopdracht voor leveringen voor de aankoop van rekken voor de dienst Archieven - Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 234§3 de la Nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concession ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 15 octobre 2024 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions d'un marché public de fournitures pour l'acquisition

de rayonnages pour le service Archives tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2024/049 ;

Considérant que le marché est estimé à 60.000€ TVAC ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION :

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 octobre 2024 de passer un marché public de fournitures pour l'acquisition de rayonnages pour le service Archives tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2024/049.
2. La dépense, estimée à 60.000€ TVA comprise, sera imputée à l'article 133/741-98/-/432-20240031 du service extraordinaire 2024 financé par emprunts et aux autres éventuels articles du budget aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la validité du marché conclu le tout sous réserve de l'approbation des budgets par les organes compétents.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 234§3 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten ;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de beslissing van 15 oktober 2024 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de overheidsopdracht voor leveringen voor de aankoop van rekken voor de dienst Archiveren zoals beschreven in het bestek scha/achats/2024/049;

Overwegende dat de opdracht wordt geraamd op 60.000€ BTW inbegrepen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE :

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 oktober 2024 om een overheidsopdracht voor leveringen voor de aankoop van rekken voor de dienst Archiveren zoals beschreven in het bestek scha/achats/2024/049.
2. De uitgave, geschat op 60.000€ BTW inbegrepen, zal geboekt worden op artikel 133/741-98/-/432-20240031 van de buitengewone begroting 2024 gefinancierd door leningen en eventueel op andere artikels met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract dit alles onder voorbehoud van goedkeuring door de bevoegde instanties.

SP 60.- Marché public de fournitures pour la fourniture d'articles sanitaires - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Approbation --
Overheidsopdracht voor leveringen voor de levering van sanitaire artikelen - Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht -
Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 §1, 236 §1 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services

et de concessions ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le cahier spécial des charges SCHA/ACHATS/2024/056;

Considérant que le marché est estimé à 250.000€ TVAC ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DÉCIDE :

1. De passer le marché public de fournitures pour la fourniture d'articles sanitaires. par procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41 §1^{er} 1° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et selon les conditions du cahier spécial des charges SCHA/ACHATS/2024/056.
2. D'imputer la dépense, dont le montant est estimé à 250.000 € TVAC aux articles ***/744-51/***, ***/124-02/*** et ***/125-02/*** du budget ordinaire et extraordinaire 2024, 2025, 2026, et aux autres éventuels articles du budget aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la validité du marché conclu le tout sous réserve de l'approbation des budgets par les organes compétents.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 234 §1, 236 §1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het bestek SCHA/ACHATS/2024/056;

Overwegende dat de opdracht wordt geraamd op 250.000€ BTW inbegrepen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

1. De overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp de levering van sanitaire artikelen te plaatsen bij vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 41 §1 1° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en volgens de voorwaarden vastgelegd in het bestek SCHA/ACHATS/2024/056.
2. De uitgave, geraamd op 250.000€ BTW, te boeken op artikelen ***/744-51/***, ***/124-02/*** et ***/125-02/*** van de gewone en buitengewone begroting 2024, 2025, 2026 en eventueel op andere artikels van de begroting met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract dit alles onder voorbehoud van goedkeuring door de bevoegde beslissingsorganen.

SP 61.- Marché public de services pour l'externalisation partielle de la tâche de vidange des corbeilles de voirie pendant les week-ends dans la commune de Schaerbeek - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Engagement de la procédure - Approbation == Overheidsopdracht voor diensten voor de gedeeltelijke uitbesteding van het leegmaken van de vuilnisbakken langs de weg tijdens het weekend in de gemeente Schaarbeek -Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Goedkeuring

Monsieur Verzin, Madame Lahssaini, Madame Jodogne et Monsieur Bouhjar interviennent

Monsieur le Bourgmestre ff répond
Monsieur Degrez intervient et propose de modifier le marché en mettant 1 an renouvelable pour 1 an, au lieu de 3 ans
Monsieur le Secrétaire communal intervient
Madame Jodogne intervient
Monsieur le Secrétaire communal intervient et donne des précisions sur le contenu du cahier des charges
Monsieur Verzin et Monsieur Jodogne interviennent
Monsieur le Bourgmestre ff répond

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 21 voix contre 3 et 12 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 21 stem(men) tegen 3 en 12 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 21 voix contre 3 et 12 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 §1, 236 §1 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu le cahier spécial des charges SCHA/ACHATS/2024/055 ;
Considérant que le marché est estimé à 1.400.000€ TVAC ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05 novembre 2024 ;
DÉCIDE :

1. De passer le marché public de services pour l'externalisation partielle de la tâche de vidange des corbeilles de voirie pendant les week-ends dans la commune de Schaerbeek par procédure ouverte conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 et selon les conditions du cahier spécial des charges SCHA/ACHATS/2024/055.
2. D'imputer la dépense, dont le montant est estimé à 1.400.000€, à l'article 875/124-06/-WE/642 du budget 2024 et aux autres éventuels articles du budget aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la validité du marché conclu

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 21 stem(men) tegen 3 en 12 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 234 §1, 236 §1 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gelet op het bestek SCHA/ACHATS/2024/055;
Overwegende dat de opdracht wordt geraamd op 1.400.000€ BTW inbegrepen ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 november 2024;
BESLUIT :

1. De overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp de gedeeltelijke uitbesteding van het leegmaken van de vuilnisbakken langs de weg tijdens het weekend in de gemeente Schaarbeek te plaatsen bij openbare procedure conform artikel 36 van de Wet van 17

- juni 2016 en volgens de voorwaarden vastgelegd in het bestek SCHA/ACHATS/2024/055.
2. De uitgave, geraamd op 1.400.000€ BTWI, te boeken op artikel 875/124-06/-WE/642 van de begroting 2024 en eventueel op andere artikels van de begroting met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract.

SP 62.- Marché public de services pour des interventions diverses sur les arbres - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Engagement de la procédure - Pour information -- Overheidsopdracht voor de diensten met als voorwerp diverse interventies op bomen- Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 234§3 de la Nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concession ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 22 octobre 2024 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions d'un marché public de services ayant pour objet des interventions diverses sur les arbres tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2024/046 ;
Considérant que la dépense sera financée par les moyens financiers renseignées dans le programme d'investissement ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
PREND POUR INFORMATION :
1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 octobre 2024 de passer un marché public de services par procédure négociée sans publication préalable ayant pour objet des interventions diverses sur les arbres tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2024/046.
2. La dépense, estimée à 140.000€ TVA comprise, sera imputée à l'article 766/124-02/643 et aux autres éventuels articles du budget ordinaire 2024, 2025, 2026 aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la validité du marché conclu.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 234§3 van de nieuwe gemeentewet ;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten ;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering , de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken , leveringen en diensten en concessies ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Gelet op de beslissing van 22 oktober 2024 van het College van Burgemeester en Schepenen

die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp diverse interventies op bomen zoals beschreven in het bestek scha/achats/2024/046;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden uit de in het investeringsprogramma vermelde financiële middelen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE:

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 oktober 2024 om een overheidsopdracht voor de diensten te plaatsen bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, met als voorwerp diverse interventies op bomen zoals beschreven in het bestek scha/achats/2024/046.
2. De uitgave, geschat op 140.000€ BTW inbegrepen, zal geboekt worden op artikel 766/124-02/643 en eventueel op andere artikels van de gewone begroting 2024, 2025, 2026 met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract.

SP 63.- Marché public de service pour la création, l'animation et l'accompagnement de l'autonomisation de l'administration communale de Schaerbeek dans le cadre d'une formation en gestion de projets pour ses managers - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Overheidsopdracht voor diensten voor het creëren, leiden en ondersteunen van de empowerment van het gemeentebestuur van Schaerbeek door middel van projectbeheertrainingen voor haar managers - Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 234§3 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concession ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du 5 novembre 2024 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions d'un marché public de services pour la création, l'animation et l'accompagnement de l'autonomisation de l'administration communale de Schaerbeek dans le cadre d'une formation en gestion de projets pour ses managers tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2024/051 ;

Considérant que le marché est estimé à 135.000€ TVAC ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION :

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 novembre 2024 de passer un marché public de services par procédure négociée sans publication préalable conformément à l'article 42 §1er 1° a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ayant pour objet la création, l'animation et l'accompagnement de l'autonomisation de l'administration communale de Schaerbeek dans le cadre d'une formation en gestion de projets pour ses managers tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2024/051.
2. La dépense, estimée à 135.000€ TVA comprise, sera imputée à l'article 106/123-17/-/511 du service ordinaire 2024, 2025, 2026, 2027 et 2028 et aux autres éventuels articles du

budget aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la validité du marché conclu le tout sous réserve de l'approbation des budgets par les organes compétents.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 234§3 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten ;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Gelet op de beslissing van 5 november 2024 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de overheidsopdracht voor diensten voor het creëren, leiden en ondersteunen van de empowerment van het gemeentebestuur van Schaarbeek door middel van projectbeheertrainingen voor haar managers zoals beschreven in het bestek scha/achats/2024/051;
Overwegende dat de opdracht wordt geraamd op 135.000€ BTW inbegrepen ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
NEEMT TER INFORMATIE :

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 november 2024 om een overheidsopdracht voor diensten te plaatsen bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 42 §1er 1° a) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, met als voorwerp het creëren, leiden en ondersteunen van de empowerment van het gemeentebestuur van Schaarbeek door middel van projectbeheertrainingen voor haar managers zoals beschreven in het bestek scha/achats/2024/051.
2. De uitgave, geschat op 135.000€ BTW inbegrepen, zal geboekt worden op artikel 106/123-17/-/511 van de gewone begroting 2024, 2025, 2026, 2027 en 2028 en eventueel op andere artikels met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract dit alles onder voorbehoud van goedkeuring door de bevoegde instanties.

SP 64.- Marché public de services pour la création d'un parcours des lumières au Parc Josaphat les 7 et 8 février 2025 - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Overheidsopdracht voor diensten voor de aanleg van een lichtparcours in het Josaphatpark op 7 en 8 februari 2025 - Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 234§3 de la Nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concession ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés

publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du 5 novembre 2024 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions d'un marché public de services la création d'un parcours des lumières au Parc Josaphat les 7 et 8 février 2025 tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2024/052 ;

Considérant que le marché est estimé à 95.000€ TVAC ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION :

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 novembre 2024 de passer un marché public de services par procédure négociée sans publication préalable conformément à l'article 42 §1er 1° a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ayant pour objet la création d'un parcours des lumières au Parc Josaphat les 7 et 8 février 2025 pour ses managers tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2024/052.
2. La dépense, estimée à 95.000€ TVA comprise, sera imputée à l'article 763/124-06/ - FD/801 du service ordinaire 2024 et aux autres éventuels articles du budget aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la validité du marché conclu le tout sous réserve de l'approbation des budgets par les organes compétents.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 234§3 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten ;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de beslissing van 5 november 2024 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de overheidsopdracht voor diensten voor de aanleg van een lichtparcours in het Josaphatpark op 7 en 8 februari 2025 zoals beschreven in het bestek scha/achats/2024/052;

Overwegende dat de opdracht wordt geraamd op 95.000€ BTW inbegrepen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE :

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 november 2024 om een overheidsopdracht voor diensten te plaatsen bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 42 §1er 1° a) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, met als voorwerp de aanleg van een lichtparcours in het Josaphatpark op 7 en 8 februari 2025 zoals beschreven in het bestek scha/achats/2024/052.
2. De uitgave, geschat op 95.000€ BTW inbegrepen, zal geboekt worden op artikel 763/124-06/ -FD/801 van de gewone begroting 2024 en eventueel op andere artikels met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract dit alles onder voorbehoud van goedkeuring door de bevoegde instanties.

SP 65.- Marché public de services pour la retransmission en direct des séances du Conseil communal en 2025–2026–2027 - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Overheidsopdracht voor diensten voor live uitzending van gemeenteraadsvergaderingen in 2025-2026-2027 - Keuze van de

plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 234§3 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concession ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du 5 novembre 2024 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions d'un marché public de services pour la retransmission en direct des séances du Conseil communal en 2025 – 2026 – 2027 tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2024/048 ;

Considérant que le marché est estimé à 105.000€ TVAC ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION :

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 novembre 2024 de passer un marché public de services pour la retransmission en direct des séances du Conseil communal en 2025 – 2026 – 2027 par procédure négociée sans publication préalable conformément à l'article 42 §1er 1° a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics tel que décrit dans le cahier spécial des charges scha/achats/2024/048.
2. La dépense, estimée à 105.000€ TVA comprise, sera imputée à l'article 133/124-06/ - CC/340 du service ordinaire 2024, 2025, 2026 et 2027 et aux autres éventuels articles du budget aux codes fonctionnels et économiques adéquats et exécutoires au cours de la validité du marché conclu le tout sous réserve de l'approbation des budgets par les organes compétents.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 234§3 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten ;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de beslissing van 5 november 2024 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de overheidsopdracht voor diensten voor live uitzending van gemeenteraadsvergaderingen in 2025 - 2026 - 2027 zoals beschreven in het bestek scha/achats/2024/048;

Overwegende dat de opdracht wordt geraamd op 105.000€ BTW inbegrepen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE :

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 november 2024 om een overheidsopdracht voor diensten voor live uitzending van

gemeenteraadsvergaderingen in 2025 - 2026 - 2027 overeenkomstig artikel 42 §1er 1°

a) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten zoals beschreven in het bestek scha/achats/2024/048.

2. De uitgave, geschat op 105.000€ BTW inbegrepen, zal geboekt worden op artikel 133/124-06/ -CC/340 van de gewone begroting 2024, 2025, 2026 et 2027 en eventueel op andere artikels met de adequate functionele en economische codes uitvoerbaar tijdens de looptijd van het contract dit alles onder voorbehoud van goedkeuring door de bevoegde instanties.

Bâtiment -- Gebouwen

SP 66.- Activation de la centrale de marché pour les études de sol organisée par Bruxelles-Environnement – Parc de la Jeunesse, Avenue Louis Bertrand; Site scolaire Josaphat/Ruche – Engagement subséquent à un accord-cadre - Pour information --
Activeren van de opdrachtcentrale voor bodemstudies, georganiseerd door Leefmilieu Brussel - Jeugdпарк, Louis Bertrandlaan; Scholengroep Josafat / Bijenkorf - Vastlegging ten gevolge van een raamovereenkomst - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle Loi Communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47, §2, de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un adjudicateur recourant à une centrale de marchés est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Vu la centrale de marchés mise en place par l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement (IBGE) pour les études de sol;

Vu la délibération du conseil communal du 30 novembre 2022 d'adhérer à cette centrale de marchés;

Vu la nécessité de réaliser un rapport technique bruxellois relatif au projet de réaménagement du Parc de la Jeunesse;

Vu la nécessité, par ailleurs, de confier la prise en charge du suivi de gestion de risque et l'évaluation finale des travaux d'excavations réalisés pour réaménager la zone jardin sur le site scolaire Ruche/Josaphat (entrée Avenue Louis Bertrand) au participant à l'accord-cadre de cette centrale de marché;

Considérant qu'il conviendrait d'activer l'adjudicataire de l'accord-cadre mentionné ci-dessus à cette fin;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 12 novembre 2024:

1. Approuver l'activation de l'adjudicataire désigné pour Schaerbeek dans l'accord-cadre relatif à la centrale de marché pour les études de sol organisée par Bruxelles-Environnement;
2. D'engager les dépenses aux articles suivants:
 1. Engager la dépense de 6.000€ TVAC relative au Parc de la Jeunesse à l'article 766/747-60/-/600-20240240 du budget extraordinaire 2024 (dès la mise à disponibilité des crédits de la MB).
 2. Engager la dépense de 6.000€ TVAC relative au Site Scolaire Josaphat/Ruche à l'article 735/747-60/-/600-20240268 du budget extraordinaire 2024.

PREND POUR INFORMATION

la décision du collège susmentionnée.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 aan een aankoopcentrale/aanbesteder toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 47, §2, van de wet van 17 juni 2016 voorziet dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

Gelet op de opdrachtcentrale voor bodemstudies, opgericht door het Brussels Instituut voor het Leefmilieu (BIM);

Gelet op het raadsbesluit van 30 november 2022 om toe te treden tot deze opdrachtcentrale;

Gelet op de noodzaak om een Brussels technisch verslag op te maken in het kader van het project betreffende de heraanleg van het Jeugdпарк;

Gelet op de noodzaak bovendien om de opvolging van het risicobeheer en de finale evaluatie van de uitgravingen, uitgevoerd om de tuinzone van de scholengroep Josafat/Bijenkorf (ingang Louis Bertrandlaan) herin te richten, toe te vertrouwen aan de opdrachthouder van de raamovereenkomst van hoger genoemde opdrachtcentrale;

Overwegende dat het aangewezen is de opdrachthouder van bovenvermelde raamovereenkomst hiertoe te activeren;

Gelet op het collegebesluit van 12 november 2024, namelijk:

1. goedkeuring om de voor Schaarbeek aangeduide opdrachthouder van de raamovereenkomst met betrekking tot de opdrachtcentrale voor bodemstudies, georganiseerd door Leefmilieu Brussel, te activeren;
2. vastlegging van de uitgaven op volgende begrotingsartikels:
 1. vastlegging van een uitgave van 6.000 € BTW inbegrepen voor het Jeugdпарк, op artikel 76/747-60/-/600-20240240 van de buitengewone begroting over 2024 (van zodra de kredieten van de BW beschikbaar zijn);
 2. vastlegging van een uitgave van 6.000 € BTW inbegrepen voor de Scholengroep Josafat/Bijenkorf op artikel 735/747-60/-/600-20240268 van de buitengewone begroting over 2024.

NEEMT TER INFORMATIE

bovenvermeld collegebesluit.

SP 67.- Bâtiment sis rue Verte 216 - Aménagement des 2e, 3e et 4e étages - Augmentation de la dépense - Approbation -- Gebouw gelegen Groenstraat 216 - Inrichting van de 2de, 3de en 4de verdieping - Verhoging van de uitgave - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée jusqu'à présent, et en particulier l'article 234 §1;

Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 36 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser

les règles de compétences en matière de marchés publics communaux;
 Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
 Vu la décision du conseil communal du 30 mars 2022 d'approuver le projet visant aux travaux d'aménagement des 2e, 3e et 4e étages du bâtiment sis rue Verte 216;
 Considérant que ce marché avait été estimé à 1.400.000€ TVAC;
 Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 4 octobre 2022 de désigner un adjudicataire pour l'exécution de ces travaux, aux conditions du CSC Scha/Infra/2022/012 et de son offre corrigée de 1.023.395,59€ TVAC du 22 juin 2022;
 Considérant que les travaux sont en cours d'exécution;
 Considérant que plusieurs décomptes imprévisibles ont été approuvés pour ce chantier, pour un montant total de 604.229,01€ TVAC;
 Considérant que 332.234,78 € TVAC supplémentaires ont déjà été engagés pour faire face à cette augmentation du coût des travaux;
 Considérant que cet engagement supplémentaire ne suffit néanmoins pas à faire face aux décomptes approuvés et indispensables à la bonne exécution des travaux;
 Considérant que cette situation a été anticipée par l'architecte communale en charge du projet, qui a demandé 200.000 € supplémentaires en 2024 (100.000€ au budget initial 2024, et 100.000€ en MB3);
 Vu la décision du collège du 22 octobre 2024:

- D'engager un montant de 200.000€ à l'article 300/724-60/-/600-20240404 du budget extraordinaire 2024 (100.000€ disponibles immédiatement, 100.000€ supplémentaires dès la mise à disponibilité de la MB3) afin de pouvoir faire face à de futurs décomptes et à la révision des prix.

DECIDE
 d'approuver l'augmentation de la dépense précitée.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals tot op heden gewijzigd, in het bijzonder het artikel 234 §1;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 36 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het raadsbesluit van 30 maart 2022 betreffende de goedkeuring van het project voor de inrichting van de 2de, 3de en 4de verdieping van het gebouw gelegen Groenstraat 216;

Overwegende dat deze opdracht werd geraamd op 1.400.000 €, BTW inbegrepen;

Gelet op het collegebesluit van 4 oktober 2022 waarbij een opdrachtnemer werd aangeduid voor de uitvoering van de werken, aan de voorwaarden van het bestek Scha/Infra/2022/012 en van zijn verbeterde offerte van 22 juni 2022 voor een bedrag van 1.023.395,59 €, BTW inbegrepen;

Overwegende dat de werken momenteel in uitvoering zijn;

Overwegende dat meerdere niet te voorziene verrekeningen voor deze werf werden goedgekeurd, voor een totaal bedrag van 604.229,01 €, BTW inbegrepen;

Overwegende dat 332.234,78 €, BTW inbegrepen reeds werden vastgelegd om het hoofd te bieden aan de verhoging van de kosten van de werken;

Overwegende dat deze bijkomende vastlegging evenwel niet volstaat om het hoofd te bieden aan de goedgekeurde en voor de goede uitvoering van de werken absoluut noodzakelijke meerwerken;

Overwegende dat door de gemeentearchitecte, belast met dit dossier, op deze situatie werd geanticipeerd en zij in 2024 bijkomende 200.000 € heeft gevraagd (100.000 € op de initiële

begroting over 2024, en 100.000 € bij BW3);

Gelet op het collegebesluit van 22 oktober 2024, namelijk :

- vastlegging van een bedrag van 200.000 € op artikel 300/724-60/-/600-20240404 van de buitengewone begroting over 2024 (100.000 € onmiddellijk beschikbaar, 100.000 € bijkomend van zodra BW3 beschikbaar is), om het hoofd te kunnen bieden aan toekomstige verrekeningen en de prijsherziening.

BESLUIT

voormelde verhoging van de uitgave goed te keuren

SP 68.- Etude bathymétrique au Parc Josaphat - mission d'étude - procédure de passation et conditions du marché - Pour information -- Bathymetrische studie in het Josafatpark - studieopdracht - plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics - en particulier son article 42, §1er, 1° a -, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Considérant que le département Schaerbeek Propreté & Espaces Verts est amené à réaliser la gestion des étangs du parc Josaphat;

Considérant que cette gestion comprend également le curage des étangs et qu'une étude bathymétrique s'impose ;

Considérant que la bathymétrie est le mesurage de la profondeur d'un plan d'eau afin d'en déterminer la topographie du fond ainsi que la hauteur de sédiments;

Considérant que la mission d'étude bathymétrique serait confiée au secteur privé;

Considérant que le coût du marché de services est estimé à 35.000 € TVA incluse;

Vu l'échec du précédent marché public à cette fin, faute d'offre;

Vu la prospection du marché réalisé par le SP&EV afin d'identifier de nouveaux opérateurs économiques susceptibles de remettre offre pour ce marché;

Considérant que cette dépense sera financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement;

Considérant que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 novembre 2024 :

1. D'approuver le principe de projet d'une étude de mesure bathymétrique des étangs du Parc Josaphat;
2. D'arrêter la procédure de passation du marché de travaux : procédure négociée sans publication préalable, après consultation de quatre bureaux d'étude spécialisés;
3. De fixer les conditions du marché suivant le cahier spécial des charges Scha/Infra/2024/018;
4. D'imputer la dépense, estimée à 35.000€ TVAC, à l'article 766/747-60/-/600-20240122 du budget extraordinaire 2024.

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 novembre 2024.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd, in het bijzonder het artikel 42, §1, 1° a;
 Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken, zoals tot op heden gewijzigd;
 Overwegende dat het departement Schaarbeek Netheid & Groene ruimtes verantwoordelijk is voor het beheer van de vijvers van het Josafatpark;
 Overwegende dat dit beheer eveneens het schoonmaken van de vijvers omvat en een bathymetrische studie hiervoor noodzakelijk is;
 Overwegende dat de bathymetrie de meting is van de diepte van een waterlichaam om de topografie van de bodem en de hoogte van de sedimenten te bepalen;
 Overwegende dat deze bathymetrische studie aan de privésector moet worden toevertrouwd;
 Overwegende dat de kosten voor deze opdracht voor diensten werden geraamd op 35.000 €, BTW inbegrepen;
 Gelet op het mislukken van de vorige overheidsopdracht, omwille van het ontbreken offertes;
 Gelet op de prospectie voor de opdracht, uitgevoerd door SN&GR, om nieuwe ondernemers te identificeren die een offerte voor deze opdracht zouden willen indienen;
 Overwegende dat deze uitgave zou worden gefinancierd met de middelen voorzien in het investeringsprogramma;
 Overwegende dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming over de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;
 Gelet op het collegebesluit van 12 november 2024, namelijk :

1. Goedkeuring van het ontwerp van overheidsopdracht voor de bathymetrische studie van de vijvers van het Josafatpark;
2. vastlegging van de plaatsingsprocedure : onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, na raadpleging van vier gespecialiseerde studiebureaus;
3. vastlegging van de voorwaarden van de opdracht volgens het bestek Scha/Infra/2024/018;
4. vastlegging van de uitgave, geraamd op 35.000 € BTW inbegrepen, op artikel 766/747-60/-/600-20240122 van de buitengewone begroting over 2024.

NEEMT TER INFORMATIE
 het bovengenoemde collegebesluit van 12 november 2024.

SP 69.- Maison des Arts, Chaussée de Haecht 147 - Entretien des planchers du rez-de-chaussée - Marché de faible montant - Marché de travaux - Pour information -- Huis der Kunsten, Haachtsesteenweg 147 - Onderhoud van de plankenvloeren van het gelijkvloers - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Opdracht voor werken - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234§3 et 236§1 de la nouvelle loi communale;
 Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 92 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
 Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;
 Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux;
 Considérant que les planchers du rez-de-chaussée de la Maison des Arts, sise Chaussée de Haecht 147, sont en mauvais état et nécessitent un entretien;
 Considérant que de tels travaux devraient être réalisés par une entreprise spécialisée du secteur privé;
 Vu l'appel à la concurrence consultant trois entreprises spécialisées organisé par la Direction Infrastructures à cette fin dans le cadre d'un marché de faible montant;
 Vu les trois offres reçues;
 Considérant que cette dépense sera financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement;
 Considérant que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels;
 Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 22 octobre 2024:

1. D'arrêter la procédure de passation du marché de travaux : Marché public de faible montant;
2. D'engager la dépense, estimée à 16.000 € TTC, à l'article 771/724-60/-/600-20240146 du budget extraordinaire 2024;
3. De prendre acte que cette dépense est financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement.

PREND POUR INFORMATION
 la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 234§3 en 236§1 van de nieuwe gemeentewet;
 Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;
 Overwegende dat de plankenvloeren op het gelijkvloers van het Huis der Kunsten, gelegen Haachtsesteenweg 147, in slechte staat zijn en een onderhoudsbeurt zich opdringt;
 Overwegende dat dergelijke werken door een gespecialiseerde onderneming uit de privésector moeten worden uitgevoerd;
 Gelet op de oproep tot mededinging georganiseerd door de Directie Infrastructuur, waarbij drie gespecialiseerde ondernemingen werden geraadpleegd, in het kader van een opdracht van beperkte waarde;
 Gelet op de drie ontvangen offertes;
 Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma;
 Overwegende dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming over de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;
 Gelet op het collegebesluit van 22 oktober 2024, houdende :

1. vastlegging van de plaatsingsprocedure van de opdracht van werken : overheidsopdracht van beperkte waarde;
2. vastlegging van de uitgave, geraamd op 16.000 €, alle belastingen inbegrepen, op artikel 771/724-60/-/600-20240146 van de buitengewone begroting over 2024;
3. akte te nemen dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma

NEEMT TER INFORMATIE
 voornoemd collegebesluit

SP 70.- Maison des Arts, Chaussée de Haecht 147 - Etudes et suivi des travaux en vue de la restauration de la Maison des Arts, de ses annexes et aménagements des abords–
Mission d'études - Procédure de passation et conditions du marché - Pour information -
-- Huis der Kunsten, Haachtsesteenweg 147 - Studies en opvolging van de werken betreffende de restauratie van het Huis der Kunsten en zijn bijgebouwen en de inrichting van de onmiddellijke omgeving - Studieopdracht- Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234§3 et 236§1 de la nouvelle loi communale;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics - en particulier son article 42, §1er, 1° a -, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;
Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux;
Considérant que la Maison des Arts (sise Chaussée de Haecht 147), ses annexes et ses abords, nécessitent des travaux de restauration;
Considérant que le projet sera jugé non seulement sur le taux d'honoraires, la pertinence de la note d'intention, et la pertinence de la note relative au planning et au phasage des travaux;
Considérant que les honoraires pour cette mission sont estimés à un montant forfaitaire de 145.000€ TVAC;
Considérant que cette dépense sera financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement;
Considérant que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels;
Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 12 novembre 2024;

1. D'approuver le principe de confier au secteur privé une mission complète d'auteur de projet d'architecture études en vue de la restauration de la Maison des Arts, de ses annexes et aménagements des abords, depuis l'étude du projet jusqu'à la réalisation des travaux, y compris jusqu'à la réception définitive.
2. D'arrêter la procédure de passation du marché: procédure négociée sans publication préalable après consultation de plusieurs bureaux spécialisés.
3. D'approuver la liste des trois bureaux d'architectes spécialisés à consulter dans le cadre de ce marché.
4. De fixer les conditions de marché telles que définies par le CSC Scha/Infra/2024/028 joint en annexe.
5. D'imputer la dépense relative à la mission d'études, estimée à 145.000 € TVAC, à l'article 771/747-60/-/600-20240127 du budget extraordinaire 2024.
6. De prendre acte que cette dépense est financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement.

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 234§3 en 236§1 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd - in het bijzonder het artikel 42, §1, 1° a;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken,

zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;

Overwegende dat een restauratie van het Huis der Kunsten (gelegen Haachtsesteenweg 147), van zijn bijgebouwen en zijn onmiddellijke omgeving zich opdringt;

Overwegende dat niet enkel het ereloonpercentage zal meespelen in de beoordeling van het ontwerp, maar eveneens de relevantie van de intentienota en van de nota betreffende de planning en de fasering van de werken;

Overwegende dat de erelonen voor deze opdracht voor diensten worden geraamd op een forfaitair bedrag van 145.000 euro BTW inbegrepen;

Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma;

Overwegende dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming over de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Gelet op het collegebesluit van 12 november 2024 namelijk;

1. goedkeuring van het principe om aan de privésector een volledige opdracht van projectauteur architectuur toe te vertrouwen, met het oog op de restauratie van het Huis der Kunsten, zijn bijgebouwen en de inrichting van de onmiddellijke omgeving, vanaf de studie van het project tot de uitvoering van de werken, met inbegrip van de definitieve oplevering;
2. vastlegging van de plaatsingsprocedure van de opdracht : onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking na raadpleging van meerdere gespecialiseerde bureaus;
3. goedkeuring van de lijst van de drie in het kader van deze opdracht te raadplegen, gespecialiseerde architectenbureaus;
4. vastlegging van de voorwaarden van de opdracht, zoals opgenomen in het bijgevoegde bestek Scha/Infra/2024/028;
5. aanrekening van de uitgave voor deze studieopdracht, geraamd op 145.000 €, BTW inbegrepen op artikel 771/747-60/-/600-20240127 van de buitengewone begroting over 2024;
6. akte nemen dat deze uitgave wordt gefinancierd met de middelen voorzien in het investeringsprogramma.

NEEMT TER INFORMATIE

bovenvermeld collegebesluit.

SP 71.- Programme RENOCCLICK de SIBELGA - Marché subséquent de l'accord-cadre SIB21TW1801 - Rénovation énergétique du bâtiment situé Rue Verte 216 - Coordination de sécurité-santé - Marché de service - Activation de l'adjudicataire -- Programme RENOCCLICK van SIBELGA - Opdracht ten gevolge van raamovereenkomst SIB21TW1801 - Energetische renovatie van het gebouw gelegen Groenstraat 216 - Veiligheids- en gezondheidscoördinatie - Opdracht voor diensten - Activeren van de opdrachthouder

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu la Nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 24bis ;

Considérant que l'article 2, 6° de la 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des

pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47, §2, de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Considérant qu'en vertu de l'article 47, §4, de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées ; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;

Considérant qu'une telle centrale d'achat a été mise en place par l'intercommunale Sibelga en ce qui concerne l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux de la Région de Bruxelles en vue de la rénovation énergétique de bâtiments ou du déploiement d'installations de production d'électricité verte ;

Vu la décision du conseil communal du 23 février 2022 d'adhérer à cette centrale d'achats;

Considérant que le lot 2 de cette centrale d'achats concerne les missions d'étude;

Considérant par ailleurs que, dans le cadre de la rénovation énergétique des bâtiments, il conviendrait de procéder à des travaux de rénovation et de réaménagement du bâtiment sis rue Verte 216;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 10 septembre 2024 de désigner un bureau d'études en qualité d'équipe "auteur de projet" pour l'étude relative aux travaux précités, et ce aux conditions de l'accord-cadre SIB21TW1801 (Projet Renoclick) de Sibelga, du CSC Scha/Infra/2023/026, et de son offre du 14 février 2024;

Considérant qu'un coordinateur de sécurité-santé est nécessaire pour ce projet;

Considérant qu'il ne serait pas pertinent d'activer l'accord-cadre communal relatif à la coordination de sécurité-santé, et ce pour les deux raisons suivantes:

Par ailleurs, la Direction rappelle au collège que, grâce à sa décision du 21 mai 2024, l'administration dispose de participants à un accord-cadre annuel de coordination de sécurité-santé:

- Premièrement, l'ampleur de la mission et sa durée siphonnerait une partie non-négligeable du budget annuel consacré à cet accord-cadre, compromettant ainsi l'accès à des prestations de coordination de sécurité-santé pour les autres projets communaux.
- Deuxièmement, le coordinateur va être intimement intégré au processus de conception du projet par le bureau d'architecture désigné, et ce dès la genèse de l'étude liée à ce projet. Or, l'accord-cadre dont dispose la Commune ne prévoit pas une intégration aussi précoce du coordinateur de sécurité-santé dans la conception du projet.

Considérant que SIBELGA a proposé à l'administration l'accès à son propre accord-cadre de coordination de sécurité-santé qui, lui, prévoit une intégration des coordinateurs dans les études dès les premières phases des projets;

Considérant que le coût d'une telle mission par l'adjudicataire de SIBELGA s'élèverait à 13.873,36 € TVAC;

Considérant que ce budget est disponible à l'article 300/747-60/-/600-20240020 du budget extraordinaire 2024 consacré au projet de la Rue Verte 216;

Considérant que ce montant est comparable au prix que l'administration pourrait attendre de son propre accord-cadre;

Considérant que cette dépense sera financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement;

Considérant que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 12 novembre 2024:

1. D'approuver l'activation du coordinateur de sécurité-santé de Sibelga connexe à l'accord-cadre SIB21TW1801 (lot 2 - Marché de service) afin de désigner un bureau d'études à même d'assurer la coordination de sécurité-santé des travaux de rénovation énergétique du bâtiment situé Rue Verte 216.
2. De désigner le bureau en question comme adjudicataire de cette mission, pour un montant total de 13.873,36 € TVAC.
3. D'engager la dépense à l'article 300/747-60/-/600-20240020 du budget extraordinaire 2024.
4. De prendre acte que cette dépense est financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement.

APPROUVE

1. Le recours à l'accord-cadre de coordination de sécurité-santé de SIBELGA.
2. La dépense précitée.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, meer bepaald artikel 24bis;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47 & 2 van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat krachtens artikel 47, §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder de procedures toe te passen voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een opdrachtcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag toewijzen voor de levering van gecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat die overheidsopdrachten voor diensten eveneens de levering van ondersteunende aankoopactiviteiten kunnen omvatten; Overwegende dat een dergelijke aankoopcentrale werd opgericht door de intercommunale Sibelga ter begeleiding van de plaatselijke en regionale openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de energetische renovatie van gebouwen of de implementatie van installaties voor de productie van groene stroom;

Gelet op het raadsbesluit van 23 februari 2022 om tot deze aankoopcentrale toe te treden;

Overwegende dat perceel 2 van deze aankoopcentrale studieopdrachten betreft;

Overwegende bovendien dat in het kader van de energetische renovatie van de gebouwen, het aangewezen is over te gaan tot de renovatiewerken en de herinrichting van het gebouw gelegen Groenstraat 216;

Gelet op het collegebesluit van 10 september 2024 om een studiebureau aan te duiden als projectauteur voor de studie betreffende voormelde werken, dit aan de voorwaarden van raamovereenkomst SIB21TW1801 (Project Renoclick) van Sibelga, het bestek Scha/Infra/2023/026, en zijn offerte van 14 februari 2024;

Overwegende dat een veiligheids- en gezondheidscoördinator voor dit project noodzakelijk is;

Overwegende dat het niet relevant zou zijn om de gemeentelijke raamovereenkomst betreffende de veiligheids- en gezondheidscoördinatie te activeren, en wel om volgende twee redenen :

De Directie herinnert het college er in dat verband aan dat, dankzij zijn beslissing van 21 mei 2024, het bestuur over deelnemers beschikt van een jaarlijkse raamovereenkomst voor de gezondheids- en veiligheidscoördinatie :

- ten eerste zou door de omvang en de duur van de opdracht een niet te verwaarlozen deel van het jaarlijkse budget van deze raamovereenkomst naar dit project worden overgeheveld, waardoor de toegang tot prestaties voor de veiligheids- en gezondheidscoördinatie van andere gemeentelijke projecten in het gedrang zou kunnen komen
- ten tweede zal de coördinator door het aangeduide architectenbureau van zeer dichtbij worden betrokken bij het ontwerpproces van het project, en wel vanaf de start van de studie. Welnu de raamovereenkomst waarop de gemeente een beroep kan doen, voorziet niet zo'n vroegtijdige integratie van een veiligheids- en gezondheidscoördinator bij het ontwerpen van een project.

Overwegende dat SIBELGA aan het bestuur de toegang heeft voorgesteld tot haar eigen raamovereenkomst voor de veiligheids- en gezondheidscoördinatie, die wel een integratie

voorziet van coördinatoren in de studies vanaf de eerste fasen van de projecten;
 Overwegende dat de kosten voor een dergelijke opdracht, uit te voeren door de
 opdrachthouder van SIBELGA, 13.873,36 € BTW inbegrepen zouden bedragen;
 Overwegende dat dit budget beschikbaar is op artikel 300/747-60/-/600-20240020 van de
 buitengewone begroting over 2024, begrotingsartikel dat bestemd is voor het project van de
 Groenstraat 216;
 Overwegende dat dit bedrag vergelijkbaar is met de prijs die het bestuur kan verwachten van
 haar eigen raamovereenkomst;
 Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het
 investeringsprogramma;
 Overwegende dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging in deze
 financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming over de begrotingswijzigingen en
 jaarrekeningen;
 Gelet op het collegebesluit van 12 november 2024, namelijk :
 1. goedkeuring om de veiligheids- en gezondheidscoördinator van Sibelga, verbonden met
 raamovereenkomst SIB21TW1801 (perceel 2 - Opdracht voor diensten), te activeren om een
 studiebureau aan te duiden dat in staat is de veiligheids- en gezondheidscoördinatie te
 verzekeren van de werken aangaande de energetische renovatie van het gebouw gelegen
 Groenstraat 216;
 2. aanduiding van het bureau in kwestie als opdrachthouder voor deze opdracht, voor een
 totaal bedrag van 13.873,36 €, BTW inbegrepen;
 3. vastlegging van de uitgave op artikel 300/747-60/-/600-20240020 van de buitengewone
 begroting over 2024;
 4. akte te nemen dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het
 investeringsprogramma.

KEURT GOED

1. dat een beroep wordt gedaan op de raamovereenkomst van SIBELGA voor de veiligheids-
en gezondheidscoördinatie
2. voormelde uitgave.

Contrats de quartier -- Wijkcontracten

SP 72.- Contrat de quartier Petite colline - Opération 2.3 - Fabrique de la rénovation
 "Construire la capacité d'hébergement" - Rénovation de 2 bâtiments rue des Plantes
 121-123 et 125-127 en logements assimilés sociaux. Marché de service - Evacuation et
 nettoyage du bâtiment rue des Plantes 125 - 127 - Attribution - Pour information --
 Wijkcontract Kleine Heuvel - Operatie 2.3 - Renovatiefabriek "De accommodatiecapaciteit
 opbouwen": renovatie van 2 gebouwen in de Plantenstraat 121-123 en 125-127 tot
 Gelijkgestelde sociale woningen. Opdracht voor diensten – Evacuatie en reiniging van
 het gebouw in de Plantenstraat 125-127 – Gunning - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van
 stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 234§3 de la nouvelle loi communale ;
 Vu l'Ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine ;
 Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 24 novembre 2016
 portant exécution de cette ordonnance ;
 Vu l'approbation du 23 juillet 2021 par le Gouvernement de Bruxelles Capitale du programme
 du contrat de durable Petite colline ;
 Considérant que le projet replit sous rubrique constitue l'opération 2.3 du contrat de quartier
 durable Petite colline dont la modification de programme a été approuvée par le
 Gouvernement régional en date du 05 juin 2023.
 Considérant qu'elle consiste à acquérir et rénover deux immeubles d'habitation mitoyens, un
 vide et l'autre suroccupé, afin d'y créer au minimum 6 logements à caractère social. Cette
 opération s'inscrit dans une stratégie plus globale portée dans le CQD Petite Colline : la
 'Fabrique de la rénovation'.

Considérant qu'afin de pouvoir mener à bien les missions d'études liées à la rénovation des deux bâtiments, il est nécessaire de dégager l'ensemble des gravats et déchets présents dans le bâtiment rue des Plantes 125-127, car la partie arrière du bâtiment s'est écroulée.

Considérant que trois sociétés ont été invitées à remettre leurs prix, à savoir :

- XLG DAMAGE CONTROL S.R.L, Avenue du Four à Briques 5 1140 Evere ;
- CLEAN 2 INVEST, Koning Leopold III laan 18 9930 Lievegem ;
- UNA DESINFECTION, Rue de la Démocratie 86, 1070 Anderlecht ;

Considérant que les deux offres reçues ont été analysées et que le marché d'évacuation et nettoyage du bâtiment sis rue des Plantes 121-123 peut dès lors être attribué à la société XLG DAMAGE CONTROL S.R.L pour la somme de 20.358,25 € TVAC .

Considérant que le coût de ces travaux est subsidié par les subsides PDVA1 de 85 % et le solde sera financé par emprunt.

Considérant que ces frais sont inscrits à l'article 922/723-60/ - /62a-20240400 du budget extraordinaire 2024.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 05 novembre 2024 ;
PREND POUR INFORMATION

la décision du Collège des Bourgmestre du 05 novembre 2024 de passer et d'attribuer le marché de service d'évacuation et de nettoyage du bâtiment rue des Plantes 125 - 127 à la société XLG DAMAGE CONTROL S.R.L pour la somme de 20.358,25 € TVAC.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Vu l'Ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 24 novembre 2016 portant exécution de cette ordonnance ;

Vu l'approbation du 23 juillet 2021 par le Gouvernement de Bruxelles Capitale du programme du contrat de durable Petite colline ;

Overwegende dat het project in rubriek de operatie 2.3 van het duurzaam wijkcontract Kleine Heuvel vormt waarvan de programmawijziging op 05 juni 2023 werd goedgekeurd door de gewestelijke regering.

Overwegende dat dit project bestaat uit het aankopen en renoveren van twee belendende woongebouwen, een leegstaand en het andere overbezet, om minstens 6 woningen van sociale aard te creëren. Deze operatie kadert in een meer algemene strategie gedragen door het DWC Kleine Heuvel: de Renovatiefabriek.

Overwegende dat om deze studieopdrachten verbonden met de renovatie van de twee gebouwen tot een goed einde te brengen, het nodig is om alle puin en afval aanwezig in de gebouwen in de Plantenstraat 125-127, te verwijderen omdat de achterkant van het gebouw is ingestort.

Overwegende dat drie ondernemingen werden uitgenodigd om hun prijs in te dienen, namelijk:

- XLG DAMAGE CONTROL S.R.L, Kareelovenlaan 5 1140 Evere;
- CLEAN 2 INVEST, Koning Leopold III laan 18 9930 Lievegem ;
- UNA DESINFECTION, Democratiestraat 86, 1070 Anderlecht ;

Overwegende dat de twee ontvangen offertes werden geanalyseerd en dat de opdracht voor het verwijderen en reinigen van het gebouw gelegen in de Plantenstraat 121-123 daarom kan worden gegund aan de firma XLG DAMAGE CONTROL S.R.L voor de som van 20.358,25 € BTWI.

Overwegende dat de kost voor deze werken voor 85% wordt gesubsidieerd door de PDVA1 en dat het saldo zal worden gefinancierd via een lening.

Overwegende dat deze kosten worden geboekt op artikel 922/723-60/ - /62a-20240400 van de buitengewoner begroting.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op 05 november 2024
NEEMT TER INFORMATIE

de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 05 november 2024 om de opdracht voor diensten voor de evacuatie en het reinigen van het gebouw in de Plantenstraat 125-127 te gunnen aan de firma XLG DAMAGE CONTROL S.R.L voor de som van 20.358,25 € BTWI.

SP 73.- Contrat de quartier Petite colline - Opération 2.3 - Fabrique de la rénovation
"Construire la capacité d'hébergement" - Rénovation de 2 bâtiments rue des Plantes
121-123 et 125-127 en logements assimilés sociaux. Marché de travaux - Mise en
conformité du bâtiment Plantes 121-123 pour son occupation temporaire – Attribution -
Pour information -- Wijkcontract Kleine Heuvel - Operatie 2.3 - Renovatiefabriek "De
accomodatiec capaciteit opbouwen" - Renovatie van 2 gebouwen in de Plantenstraat 121-
123 en 125-127 tot Gelijkgestelde sociale woningen. Opdracht voor werken –
Gelijkvormigheid maken van het gebouw in de Plantenstraat 121-123 voor zijn tijdelijke
bezetting – Gunning - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van
stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 234§3 de la nouvelle loi communale ;
Vu l'Ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine ;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 24 novembre 2016
portant exécution de cette ordonnance ;
Vu l'approbation du 23 juillet 2021 par le Gouvernement de Bruxelles Capitale du programme
du contrat de durable Petite colline ;
Considérant que le projet repris sous rubrique constitue l'opération 2.3 du contrat de quartier
durable Petite colline dont la modification de programme a été approuvée par le
Gouvernement régional en date du 05 juin 2023.
Considérant qu'elle consiste à acquérir et rénover deux immeubles d'habitation mitoyens, un
vide et l'autre suroccupé, afin d'y créer au minimum 6 logements à caractère social. Cette
opération s'inscrit dans une stratégie plus globale portée dans le CQD Petite Colline : la
'Fabrique de la rénovation'.
Considérant que dans le cadre de cette opération, RenovaS prévoit d'installer dans le
bâtiment sous forme d'occupations temporaires les deux logements de la partie avant du
bâtiment sis rue des Plantes 121-123.
Considérant qu'à cette fin, il est nécessaire de mettre en conformité les installations
électriques, de chauffage et de prévention contre les incendies.
Considérant que trois sociétés ont été invitées à remettre leurs prix, à savoir :

- VANSOUS CONSTRUCTION, rue Mont Saint Alban 54, 1120 Bruxelles ;
- ALB HOME RENOVATION, weldadigheidsstraat n35, 1930 zaventem ;
- JDP HOME Sprl, Chaussée de Boendael 455 à 1050 Bruxelles

Considérant que les deux offres reçues ont été analysées et que le marché de mise en
conformité du bâtiment sis rue des Plantes 121-123 peut dès lors être attribué à la société
VANSOUS CONSTRUCTION pour la somme de 18.507,30 € TVAC.
Considérant que le coût de ces travaux est subsidié par la Région à concurrence de 95 % et le
solde sera financé par emprunt.
Considérant que ces frais sont inscrits à l'article 922/723-60/ - /62a-20240309 du budget
extraordinaire 2024.
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 05 novembre 2024 ;
PREND POUR INFORMATION
la décision du Collège des Bourgmestre du 05 novembre 2024 de passer et d'attribuer le
marché travaux de mise en conformité des installations électriques, de chauffage et de lutte
contre les incendies pour l'occupation temporaire du bâtiment rue des Plantes 121-123 et
125-127 à la société Vansous Construction, rue Mont Saint Alban 54, 1120 Bruxelles, pour la
somme de 18.507,30 € TVAC.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117 en 234§3 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016 betreffende de stadsherwaardering;
Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november
2016 betreffende de uitvoering van deze ordonnantie;
Gelet op de goedkeuring van 23 juli 2021 door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk

Gewest van het programma van het duurzaam wijkcontract Kleine Heuvel;
Overwegende dat het project in rubriek de operatie 2.3 van het duurzaam wijkcontract Kleine Heuvel vormt waarvan de programmawijziging op 05 juni 2023 werd goedgekeurd door de gewestelijke regering.

Overwegende dat dit project bestaat uit het aankopen en renoveren van twee belendende woongebouwen, het ene leegstaand en het andere overbezet, om minstens 6 woningen van sociale aard te creëren. Deze operatie kadert in een meer algemene strategie gedragen door het DWC Kleine Heuvel: de Renovatiefabriek.

Overwegende dat in het kader van deze operatie RenovaS voorziet om de twee woningen van het voorste deel van het gebouw in de Plantenstraat 121-123 in het gebouw te installeren in de vorm van tijdelijke bezettingen.

Overwegende dat het hiervoor nodig is om de elektrische installaties, de verwarmingsinstallaties en de brandbeveiliging gelijkvormig te maken.

Overwegende dat drie ondernemingen werden uitgenodigd om hun offerte in te dienen, namelijk:

- VANSOUS CONSTRUCTION, Sint-Albaansbergstraat 54, 1120 Brussel;
- ALB HOME RENOVATION, weldadigheidsstraat n35, 1930 Zaventem;
- JDP HOME Sprl, Boondaalsesteenweg 455 te 1050 Brussel;

Overwegende dat de twee ontvangen offertes werden geanalyseerd en dat de opdracht voor het conform maken van het gebouw gelegen in de Plantenstraat 121-123 daarom kan worden gegund aan de firma VANSOUS CONSTRUCTION voor de som van 18.507,30 € BTWI.

Overwegende dat de kost voor deze werken wordt gesubsidieerd door het Gewest ten bedrage van 95 % en dat het saldo zal gefinancierd worden via een lening.

Overwegende dat deze kosten worden geboekt op artikel 922/723-60/ - /62a-20240309 van de buitengewone begroting 2024.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op 05 november 2024;

NEEMT TER INFORMATIE

de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 05 november 2024 om de opdracht voor werken voor het conform maken van de elektrische installaties, de verwarmingsinstallaties en de brandbeveiliging voor de tijdelijke bezetting van het gebouw in de Plantenstraat 12-123 en 125 127buit te schrijven en te gunnen aan de firma Vansous Construction, Sint-Albaansbergstraat 54, 1120 Brussel, voor de som van 18.507,30 € BTWI.

SP 74.- Contrat de quartier Petite colline : Opération 1.6 « Réaménagement du parc Reine Verte » : Réaménagement partiel du parc Reine-Verte et création d'une nouvelle entrée de l'école De Buurt sur le parc à 1030 Bruxelles. Mission complète d'architecture, d'ingénierie, de conseil en performance énergétique des bâtiments (PEB) et de coordination de sécurité et de santé. MARCHE D'ETUDE - Avenant à la convention, supplément d'honoraires -- Wijkcontract Kleine Heuvel: Operatie 1.6 "Herinrichting van het Koningin-Groenpark" : Gedeeltelijke herinrichting van het Koningin-Groenpark en creatie van een nieuwe ingang voor de school De Buurt naar het park in 1030 Brussel. Volledige opdracht van architectuur, engineering, advies inzake energieprestaties gebouwen (EPB) en coördinatie veiligheid en gezondheid. STUDIEOPDRACHT – Aangangsel aan de overeenkomst, supplement erelonen.

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'Ordonnance du 6 octobre 2016, organique de la revitalisation urbaine ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016, relatif aux Contrats de quartier durable ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 juillet 2021 approuvant le programme du contrat de quartier Petite colline ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 05 juin 2023 approuvant la modification de programme du contrat de quartier Petite colline ;

Considérant que la mise en œuvre de l'opération nécessite de confier une mission complète d'auteur de projet à confier à une équipe pluridisciplinaire extérieure.

Considérant qu'elle consiste à réaménager partiellement le parc Reine-Verte et de créer une nouvelle entrée de l'école De Buurt donnant sur cette partie du parc.

Considérant que le coût total de l'opération s'élève à 412.563,4 € TVAC.

Considérant que la mise en œuvre de l'opération nécessite une étude architecturale à confier à un bureau extérieur.

Considérant qu'en date du 19 septembre 2023, le collège des bourgmestre et échevins a approuvé le mode de passation (par procédure négociée sans publication préalable conformément à 42§ 1er, 1° de la loi du 17 juin 2016 sur les marchés publics), le cahier spécial des charges ainsi que la note programmatique relatifs à cette opération.

Considérant que l'ensemble de l'opération, au stade d'avant projet, est subsidié par la Région à concurrence de 363.506,2 € TVAC (83,81%) et le solde sera financé par emprunt.

Considérant qu'en date du 19 décembre 2023, le Collège a approuvé la proposition du comité d'avis d'attribuer le marché d'études aux bureaux d'étude PLUSOFFICE & CITY TOOLS, sis Handelskaai N°48, 1000 Brussels.

Considérant qu'afin de garantir au mieux l'exécution du marché et le bon aboutissement du projet, il est apparu que les honoraires de l'auteur de projet nécessitaient une revalorisation afin de correspondre au volume de travail exigé pour le projet, tel que budgétisé par l'attributaire.

Considérant qu'en l'occurrence, l'attributaire a réalisé un travail important de participation et de consultation, afin de faire correspondre au mieux le projet à l'attente des différents intervenants (habitants du quartier, école BASISSCHOOL DE BUURT, administration régionales, commune de Schaerbeek).

Considérant qu'il s'indique donc de prévoir une compensation en faveur de l'attributaire afin de rééquilibrer l'équilibre économique du marché à son égard, en particulier au regard des modifications sensibles apportées au projet.

Considérant qu'en l'occurrence, il est proposé d'octroyer à l'attributaire une augmentation des honoraires d'un montant de 14.520,00 € TVAC dans le cadre d'un avenant au marché qui sera adopté par les parties, portant in fine les honoraires à un total de 58.168,91 € TVAC.

Considérant que les frais d'étude sont subsidiés à 83,81 % par la Région dans le cadre du Contrat de quartier durable Petite colline

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 12 novembre 2024 ;

PREND POUR INFORMATION :

1. Du nouvel avenant à la convention pour la mission d'étude (cf. annexe), portant les honoraires du bureau d'études de 43.648,91 € TVAC à 58.168,91 € TVAC (supplément de 12.000,00 € HVAC).
2. De l'engager d'un montant de 14.520,00 € TVAC inscrit à l'article 922/747-60/ - /62a-20240165 du budget extraordinaire de 2024;
3. De l'imputation d'un supplément à hauteur de 14.520,00 € TVAC à l'article 922/747-60/ - /62a-20240165 du budget extraordinaire 2024 ;
4. Que cette dépense est financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement ;

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de gunning van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 2017 dat de algemene uitvoeringsregels voor overheidsopdrachten bepaalt;

Gelet op de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016 voor stadsherwaardering;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 betreffende de duurzame wijkcontracten;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 juli 2021 dat het programma van het wijkcontract Kleine Heuvel goedkeurt;

Gelet op het besluit van de Executieve van 05 juni 2023 dat de wijziging van programma van het wijkcontract Kleine Heuvel goedkeurt;

Overwegende dat de uitvoering van de operatie vereist dat een volledige opdracht van projectdrager wordt gegund aan een externe multidisciplinaire ploeg;

Overwegende dat deze bestaat uit de gedeeltelijke herinrichting van het Koningin-Groenpark en het creëren van een nieuwe ingang voor de school De Buurt die uitgaat op dit deel van het park; december

Overwegende dat de totale kost van de operatie 412.563,4 € BTWI bedraagt.

Overwegende dat de uitvoering van de operatie een architecturale studie vereist die zal moeten worden gegund aan een extern bureau;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen op 19 september 2023 de aanbestedingswijze heeft goedgekeurd (via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaandelijke bekendmaking overeenkomstig 42§ 1er, 1° van de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten), het bijzonder bestek evenals de programmanota inzake deze operatie;

Overwegende dat de ganse operatie, in de fase van voorontwerp, wordt gesubsidieerd door het Gewest ten bedrage van 363.506,2 € BTWI (83,81%) en dat het saldo zal worden gefinancierd via een lening;

Overwegende dat het College op 19 december 2023 het voorstel van het adviescomité om de studieopdracht te gunnen aan het studiebureau PLUSOFFICE & CITY TOOLS, gevestigd Handelskaai Nr. 48, 1000 Brussel, heeft goedgekeurd;

Overwegende dat blijkt dat, om de best mogelijke uitvoering van de opdracht en de goede afloop van het project te verzekeren, de erelonen van de projectdrager moeten worden herwaardeerd om overeen te stemmen met het werkvolume vereist voor het project, zoals begroot door de aannemer;

Overwegende dat in dit geval, de aannemer een aanzienlijk werk van participatie en overleg heeft uitgevoerd om het project zo goed mogelijk te laten beantwoorden aan de verwachtingen van de verschillende interveniënten (wijkbewoners, BASISCHOOL DE BUURT, gewestelijke administraties, gemeente Schaarbeek).

Overwegende dat het dus is aangewezen om een compensatie te voorzien voor de aannemer om voor hem tot een economisch evenwicht te komen, vooral gezien de gevoelige veranderingen die werden aangebracht aan het project;

Overwegende dat wordt voorgesteld om aan de aannemer een vermeerdering van de erelonen toe te kennen ten bedrage van 14.520,00 € BTWI in het kader van een aanhangsel aan de opdracht die zal worden goedgekeurd door de partijen wat de erelonen in fine tot een totaal van 58.168,91€ BTWI brengt;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 november 2024;

NEEMT TER INFORMATIE :

1. het nieuwe aanhangsel aan de overeenkomst voor de studieopdracht (cfr. Bijlage), dat de erelonen van het studiebureau van 43.648,91 € BTWI naar 58.168,91 € BTWI brengt (supplement van 12.000,00 € ZBTW).
2. het vastleggen van het bedrag van 14.520,00 € BTWI geboekt op artikel 922/747-60/ - /62a-20240165 van de buitengewone begroting van 2024;
3. de boeking van een supplement ten bedrage van 14.520,00 € BTWI op artikel 922/747-60/ - /62a-20240165 van de buitengewone begroting van 2024;
4. dat deze uitgave wordt gefinancierd door de middelen vermeld in het investeringsprogramma.

SP 75.- Contrat de quartier durable Stephenson - Opération A – « Pôle Stephenson » (aménagement d'un parc et d'une place publique, construction d'une crèche et d'un équipement de sport situés rue et place Stephenson et sur un terrain appartenant à Infrabel, à Schaarbeek et Bruxelles-ville). - Marché d'étude - Avenant à la convention – Supplément honoraires -- Duurzaam wijkcontract Stephenson - Operatie A – "Pool Stephenson" (inrichting van een park en een openbare ruimte, bouw van een crèche en een sportuitrusting gelegen Stephensonstraat en -plein en op een terrein dat eigendom

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'Ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 24 novembre 2016 portant exécution de cette ordonnance ;

Vu l'approbation du 14 février 2019 par le Gouvernement de Bruxelles Capitale du programme du contrat de durable Stephenson ;

Considérant que le projet « Pôle Stephenson » constitue l'opération A de ce programme ;

Considérant que le coût global des études, estimé par le pouvoir adjudicateur au moment de l'appel à candidatures, s'élevait à 1.319.000,00€.

Considérant qu'en date du 30 décembre 2022, le Collège a désigné l'équipe de bureaux d'études Urban Platform- Buur – Sweco, représentée par Urban Platform, comme auteur de projet pour les études complètes du projet « Pôle Stephenson ».

Vu l'article III.7.1.1 de la convention initiale pour la mission d'étude stipulant que conformément au point « I.5 FIXATION DU PRIX » du cahier spécial des charges relatif à la présente mission d'études, les parties conviennent expressément que le montant global des honoraires est fixé comment suit :

- Le volet architecture : 13,50 % du montant des travaux (hors tva) calculés sur l'estimation faite lors du dossier d'adjudication. Tant que ce montant n'est pas connu, le pourcentage est appliqué sur l'estimation faite par le pouvoir adjudicateur.
- Le volet aménagement de l'espace public : 11,00 % du montant des travaux (hors tva) calculés sur l'estimation faite lors du dossier d'adjudication. Tant que ce montant n'est pas connu, le pourcentage est appliqué sur l'estimation faite par le pouvoir adjudicateur.

Considérant que le montant total des honoraires calculés sur les estimations du coût des travaux (architecture et espace public) faites lors du dossier d'adjudication s'élève à 2.122.170,65€, soit une augmentation de 803.170,65€ par rapport au montant de 1.319.000,00€ estimé au moment de l'appel à candidatures pour le marché d'étude.

Considérant qu'après négociations avec le bureau d'études il a été convenu de fixer le montant global forfaitaire des honoraires à 1.880.413,27€ TVAC, soit une augmentation de 561.413,27€ par rapport au montant de 1.319.000,00€ estimé au moment de l'appel à candidatures pour le marché d'étude.

Considérant qu'un montant total de 719.255,73 € est inscrit à l'article 922/747-60/-11/62a-20240109 du budget extraordinaire 2024 pour les études du projet Pôle Stephenson en prévision d'une part, de l'ajustement des honoraires suite à l'estimation des travaux au stade du dossier d'adjudication et d'autre part, de prévoir un budget pour les suppléments d'honoraires liés aux éventuels imprévus qui pourraient survenir en phase chantier.

DECIDE :

1. D'approuver l'avenant à la convention initiale pour la mission d'étude (cf. annexe), portant les honoraires du bureau d'études de 1.319.000€ TVAC à 1.880.413,27€ TVAC (supplément de 561.413,27€ TVAC) ;
2. D'engager et imputer le montant de 719.255,73 € à l'article 922/747-60/-11/62a-20240109 du budget extraordinaire 2024 une fois la MB2 rendue exécutoire (681.000€ inscrit au budget initial et 38.255,73€ en MB2);
3. De prendre acte que les frais d'étude sont subsidiés par la Région à concurrence de 575.404,58€ dans le cadre du Contrat de quartier durable Stephenson et que le solde est financé par emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de gunning van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 2017 houdende de algemene uitvoeringsregels voor overheidsopdrachten;

Gelet op de organieke ordonnantie van 6 oktober betreffende de stadsherwaardering;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 met betrekking tot de uitvoering van deze ordonnantie;

Gelet op de goedkeuring van 14 februari 2019 door de Regering van Brussel-Hoofdstad van het programma van het duurzaam contract Stephenson;

Overwegende dat het project "Pool Stephenson" de operatie A van dit programma vormt;

Overwegende dat de totale kost van de studies door de aanbestedende overheid bij de oproep voor kandidaturen werd geraamd op 1.319.000,00€;

Overwegende dat het College op 30 december 2022 de ploeg van het studiebureau Urban Platform- Buur – Sweco, vertegenwoordigd door Urban Platform, heeft aangeduid als projectauteur voor de volledige studies van het project "Pool Stephenson";

Gelet op artikel III.7.1.1 van de oorspronkelijke overeenkomst voor de studieopdracht stipuleert dat, overeenkomstig punt "I.5 PRIJSBEPALING" van het bijzonder bestek, de partijen uitdrukkelijk overeenkomen dat het totale bedrag van de erelonen als volgt wordt bepaald:

- Het architecturaal luik: 13,50 % van het bedrag (exclusief BTW) berekend op de raming opgemaakt in het gunningsdossier. Zolang dit bedrag niet gekend is wordt het percentage toegepast op de raming opgemaakt door de aanbestedende overheid.
- Het luik inrichting van de openbare ruimte: 11,00 % van het bedrag (exclusief BTW) berekend op de raming opgemaakt in het gunningsdossier. Zolang dit bedrag niet gekend is wordt het percentage toegepast op de raming opgemaakt door de aanbestedende overheid.

Overwegende dat het totale bedrag van de erelonen berekend op de ramingen van de kost voor de werken (architectuur en openbare ruimte) opgemaakt in het gunningsdossier bedraagt 2.122.170,65€, hetzij een vermeerdering met 803.170,65€ ten opzichte van het bedrag van 1.319.000,00€ geraamd bij de oproep voor kandidaten voor de studieopdracht. Overwegende dat na onderhandelingen met het studiebureau werd overeengekomen om het totale forfaitaire bedrag van de erelonen vast te leggen op 1.880.413,27€ BTWI, hetzij een vermeerdering met 561.413,27€ ten opzichte van het bedrag van 1.319.000,00€ geraamd bij de oproep voor kandidaten voor de studieopdracht.

Overwegende dat de en totale bedrag van 719.255,73 € wordt geboekt op artikel 922/747-60/-11/62a-20240109 van de buitengewone begroting 2024 voor de studies voor het project "Pool Stephenson" met het oog op, enerzijds, de aanpassing van de erelonen ten gevolge van de raming van de werken in de fase van het gunningsdossier, en anderzijds, om een budget te voorzien voor de supplementen voor erelonen verbonden met eventuele onvoorziene feiten die kunnen optreden in de werffase.

BESLIST:

1. het aanhangsel aan de oorspronkelijke overeenkomst voor de studieopdracht (cr. Bijlage), dat de erelonen voor het studiebureau van 1.319.000€ BTWI naar 1.880.413,27€ BTWI brengt (supplement van 561.413,27€ BTWI);
2. het bedrag van 719.255,73 € vast te leggen en te boeken op artikel 922/747-60/-11/62a-20240109 van de buitengewone begroting 2024 zodra de MB2 is uitgevoerd (681.000€ opgenomen in de oorspronkelijke begroting en 38.255,73€ in de MB2);
3. Er akte van te nemen dat de studiekosten worden gesubsidieerd door het Gewest ten bedrage van 575.404,58€ in het kader van het duurzaam wijkcontract Stephenson en dat het saldo wordt gefinancierd door een lening.

VIE CITOYENNE -- BURGERLEVEN (LEVEN IN DE GEMEENTE)

SP 76.- Charte d'engagement pour la prévention et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles en politique -- Handvest voor het voorkomen en bestrijden van gendergerelateerd en seksueel geweld in de politiek

Madame Haddioui expose le point

Madame Gervais, Madame Lahssaini, Madame Belkhatir, Madame Jodogne,

Madame Chan et Monsieur Clerfayt interviennent

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les engagements pris par la Commune de Schaerbeek en matière de droits des femmes ;

Vu l'approbation de principe de la séance du Collège des Bourgmestre et échevins du

01/10/2024, visant la création d'une charte contre les violences sexistes et sexuelles en politique ;

Vu la prise d'acte de cette décision par le conseil communal du 16/10/24 qui engage les conseillers et conseillères communal à s'inscrire dans le processus participatif de l'élaboration de cette présente Charte ;

DECIDE

1. De voter le contenu de cette Charte d'engagement pour la prévention et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles en politique, ainsi que son opérationnalisation ;
2. De s'engager à en respecter son contenu ;
3. De s'engager à en être le garant en toutes circonstances ;
4. De s'engager activement contre les violences sexistes et sexuelles en politique ;

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gezien de verbintenissen die de gemeente Schaarbeek is aangegaan op het vlak van vrouwenrechten ;

Gezien de principiële goedkeuring van de vergadering van het college van burgemeester en schepenen van 01/10/2024, voor de opstelling van een charter tegen seksistisch en seksueel geweld in de politiek;

Gezien de erkenning van deze beslissing door de gemeenteraad op 16/10/24, die de gemeenteraadsleden ertoe verbindt deel te nemen aan het participatieve proces voor het opstellen van dit Handvest;

BESLUIT

1. In te stemmen met de inhoud van dit Handvest van engagement om seksistisch en seksueel geweld in de politiek te voorkomen en te bestrijden, alsook met de operationalisering ervan ;
2. Zich ertoe verbinden de inhoud ervan te eerbiedigen ;
3. Zich ertoe te verbinden in alle omstandigheden borg te staan voor de inhoud ervan ;
4. actief stelling te nemen tegen seksistisch en seksueel geweld in de politiek ;

Bibliothèques francophones -- Franstalige bibliotheken

SP 77.- Contrat de gestion Ludothèque asbl 2025 - Convention transitoire - Approbation --

Beheerovereenkomst Ludothèque vzw 2025 - Tijdelijke beheerovereenkomst -

Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certains subsides;
Vu la délibération du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle de subventions communales;
Vu le contrat de gestion Ludothèque Sésame asbl 2020-2024 approuvé par le Conseil communal du 23/09/2020 ;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 12 novembre 2024 d'approuver un contrat de gestion avec Ludothèque Sésame asbl pour l'année 2025;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 novembre 2024;
DECIDE
D'approuver un contrat de gestion avec Ludothèque Sésame asbl pour l'année 2025

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd
Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van het gebruik van sommige toelagen;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 goedkeurend het reglement betreffende de uitreiking, het gebruik en de controle van gemeentelijke toelagen;
Gelet op de beheersovereenkomst Ludothèque Sésame vzw 2020-2024 door de Gemeenteraad op 23/09/2020 goedgekeurd;
Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en schepenen van 12 november 2024 om een beheersovereenkomst met Ludothèque Sésame vzw voor het jaar 2025 goed te keuren;
Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen van 12 november 2024;
BESLUIT
Om de beheersovereenkomst met Ludothèque Sésame vzw voor het jaar 2025 goed te keuren

SP 78.- Convention de collaboration technique entre Point Culture asbl et la Commune pour la gestion du Comptoir Médiathèque - 2025 - Approbation -- Wijzigingsclausule aan technische samenwerking tussen Point Culture v.z.w. en de Gemeente voor het beheer van de "comptoir médiathèque" - 2025 - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu la décision d'approbation de la convention 2018-2022 de la Convention de collaboration technique entre Point Culture asbl et la Commune pour la gestion du Comptoir Médiathèque par le Collège en date du 14 novembre 2017;
Vu la décision d'approbation de la convention 2018-2022 de la Convention de collaboration technique entre Point Culture asbl et la Commune pour la gestion du Comptoir Médiathèque par le Conseil en date du 29 novembre 2017;
Vu la demande de Point Culture de proposer une nouvelle convention pour l'année 2025.
DECIDE
D'approuver la convention de collaboration technique entre Point Culture asbl et la Commune pour la gestion du Comptoir Médiathèque pour l'année 2025

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd
Gelet op het besluit van het College van 14 november 2017, de overeenkomst 2018-2022 van de overeenkomst van technische samenwerking tussen Point Culture v.z.w. en de Gemeente voor het beheer van de "Comptoir Médiathèque" goed te keuren;
Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 29 november 2017, de overeenkomst 2018-2022 van de overeenkomst van technische samenwerking tussen Point Culture v.z.w. en de Gemeente voor het beheer van de "Comptoir Médiathèque" goed te keuren;

Aangezien het verzoek van Point Culture, een nieuwe overeenkomst voor het jaar 2025 voor te stellen

BESLUIT

De wijzigingsclausule aan de technische samenwerking tussen Point Culture v.z.w. en de Gemeente voor het beheer van de “comptoir Médiathèque” goed te keuren voor 2025

Solidarité & Egalité des chances -- Solidariteit & Gelijke kansen

SP 79.- Approbation du bilan final du plan Handicap 2021-2023 -- Goedkeuring van het eindverslag over het gehandicaptenplan 2021-2023

Monsieur Verzin et propose de modifier le titre en remplaçant Approbation par Prendre acte

Madame Lahssaini intervient

Monsieur Vanhalewyn répond

Madame Lahssaini réplique

Monsieur Vanhalewyn répond et propose les modifications suivantes :

1. Souligner le travail de la commission consultative
2. Prendre acte du bilan 2021-2023
3. Conseil demande au prochain Collège de présenter pour 2025 un nouveau plan d'action

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 et l'article 123 de la Nouvelle Loi Communale

Considérant la volonté de la Commission Consultative pour la politique de la personne handicapée d'avancer concrètement sur une série de points liés à l'inclusion et l'accessibilité de la Commune;

Considérant l'engagement de la Commune pour obtenir le label Handycity;

Considérant que le contexte sanitaire actuel n'a fait qu'augmenter les risques de discriminations des personnes en situation de handicap;

Vu le rapport du 12 novembre 2024 du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ce rapport.

DECIDE

1. de souligner le travail de la commission consultative
2. de prendre acte du bilan 2021-2023
3. de demander au prochain Collège de présenter pour 2025 un nouveau plan d'action

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 en artikel 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien de wil van het adviescomité voor gehandicapten om verder te gaan op een reeks punten die verband houden met de integratie en toegankelijkheid van de gemeente;

Gezien de verbintenis van de gemeente om het Handycity-label te verkrijgen;

Gezien de huidige gezondheidscrisis die discriminaties tegen mensen met een handicap aan het licht gebracht heeft;

Gezien het verslag van 12 november 2024 van het College van Burgemeester en Schepenen;

Aangezien dat de conclusies van dit verslag moeten worden aanvaard.

BESLIST

1. het werk van de raadgevende commissie te ondertrepen
2. kennis te nemen van de bilan 2021-2023
3. het volgende College te verzoeken om in 2025 een nieuw actieplan voor te stellen

INFRASTRUCTURE -- INFRASTRUCTUUR

Travaux -- Werken

SP 97.- Parc Reine-Verte, parc de la Jeunesse, abords du Crossing et jardin du Dojo Helmet - Gestion quotidienne des espaces verts - Reconduction de la convention entre la commune de Schaerbeek et l'asbl communale "Jeunes Schaerbeekois au Travail" (JST asbl) pour une période de 12 mois - Approbation -- Koningin-Groenpark, Jeugdpark, omgeving van de Crossing en tuin van de Dojo Helmet - Dagelijks beheer van de groene ruimtes - Verlenging van de overeenkomst tussen de gemeente Schaerbeek en de gemeentelijke vzw "Jeunes Schaerbeekois au Travail" (JST vzw) voor een periode van 12 maanden - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.
Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale;

Considérant que l'article 30 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics prévoit que sont exclus de son champ d'application les contrats conclus par un adjudicateur avec une personne morale de droit privé ou public sur laquelle il exerce un contrôle in house;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins du 7 avril 2020 prenant acte des nouveaux statuts de l'asbl Jeunes Schaerbeekois au travail (en abrégé JST) et des conclusions de leur examen par le département Budget /Contrôle déclarant que cette asbl répond bien aux conditions fixées par la loi pour être caractérisée comme asbl sur laquelle la commune exerce un contrôle in house;

Considérant que l'asbl JST dispense des formations professionnelles à destination de personnes peu qualifiées leur permettant ainsi d'accéder au marché de l'emploi;

Considérant que ces formations concernent l'aménagement et l'entretien d'espaces publics et d'espaces de jeux;

Considérant que le SP&EV n'a pas les moyens nécessaires et le personnel suffisant à la gestion de tous les espaces verts sur le territoire schaerbeekois;

Considérant que confier la gestion de certains espaces verts à l'asbl JST lui permettra de disposer des espaces et des moyens utiles pour dispenser ces formations professionnelles;

Considérant que les sites à confier à l'asbl JST sont le parc Reine-Verte, le parc de la Jeunesse et les abords du stade communal pour un montant annuel de 53.679€;

Vu la décision du Conseil communal du 27 mai 2020 par laquelle il approuve de confier à JST l'entretien de ces espaces verts et les termes de la convention;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 décembre 2020 par laquelle il approuve l'avenant n°1 à la convention par laquelle l'administration confie à l'asbl JST l'entretien du Dojo Helmet au montant annuel de 3.980,90€;

Considérant que l'asbl communale JST a rempli ses obligations pour l'année 2024;

Considérant que la convention arrive à son terme le 31 décembre 2024 et qu'il conviendrait de reconduire la convention pour une nouvelle période de 12 mois englobant les espaces verts des parc Reine-Verte et de la Jeunesse, les abords du Crossing et le jardin du Dojo Helmet;

Considérant que le coût annuel pour ces prestations s'élève à un montant indexé de 63.425,89€;

DECIDE :

d'approuver la reconduction de la convention liant la Commune et l'asbl Jeunes

Schaerbeekois au Travail dans le cadre de la gestion de certains espaces verts schaerbeekois et de fixer le coût annuel pour l'ensemble des prestations pour 2025 au montant de

63.425,89€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Overwegende dat artikel 30 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten voorziet dat overeenkomsten gesloten door een aanbestedende overheid met een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon waarop zij een in-house-toezicht uitoefent, buiten het toepassingsgebied van deze wet vallen;

Gelet op het collegebesluit van 7 april 2020 waarbij akte werd genomen van de nieuwe statuten van de vzw 'Jeunes Schaerbeekoïse au travail' (kort JST) en van de conclusies van het onderzoek door het departement Begroting /Controle, waaruit blijkt dat deze vzw wel degelijk beantwoordt aan de voorwaarden vastgelegd in de wet om als vzw te worden beschouwd waarop de gemeente een in-house-toezicht uitoefent;

Overwegende dat de vzw JST beroepsopleidingen organiseert voor laaggeschoolden, waardoor zij meer kansen krijgen op de arbeidsmarkt;

Overwegende dat deze opleidingen de inrichting en het onderhoud betreffen van openbare ruimtes en speelterreinen;

Overwegende dat SN&GR niet over voldoende middelen en personeel beschikt om alle groene ruimtes op het Schaerbeekse grondgebied te beheren;

Overwegende dat door het toevertrouwen van het beheer van een aantal groene ruimtes aan JST, deze vzw over de nodige ruimtes en middelen kan beschikken voor het geven van haar beroepsopleidingen;

Overwegende dat de sites die aan de vzw JST zouden worden toevertrouwd zijn : het Koningin-Groenpark, het Jeugdparc en de omgeving van het gemeentelijke stadion, dit voor een jaarbedrag van 53.679€;

Gelet op het raadsbesluit van 27 mei 2020, waarbij het toevertrouwen van het onderhoud van deze groene ruimtes aan JST en de tekst van de overeenkomst werden goedgekeurd;

Gelet op het collegebesluit van 15 december 2020, waarbij aanhangsel nr. 1 bij de overeenkomst werd goedgekeurd en het bestuur eveneens het onderhoud van de Dojo Helmet aan de vzw JST toevertrouwt voor een jaarbedrag van 3.980,90 €;

Overwegende dat de gemeentelijke vzw JST voldaan heeft aan haar verplichtingen voor 2024

Overwegende dat de overeenkomst op 31 december 2024 eindigt en het aangewezen is deze voor een nieuwe periode van 12 maanden te verlengen, dit voor de groene ruimtes van het Koningin-Groenpark, het Jeugdparc, de omgeving van de Crossing en de tuin van de Dojo Helmet;

Overwegende dat de jaarlijkse kosten voor deze prestaties een geïndexeerd bedrag van 63.425,89 € belopen;

BESLUIT :

de verlenging van de overeenkomst goed te keuren tussen de Gemeente en de vzw 'Jeunes Schaerbeekoïse au Travail' in het kader van het beheer van bepaalde Schaerbeekse groene ruimtes en de jaarlijkse kost voor het geheel aan prestaties voor 2025 vast te stellen op 63.425,89€

Achats -- Aankopen

SP 98.- Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services - Marchés Publics de faible montant conclus par facture acceptée - Procédure de passation et attribution - Semaine 47/24 - Budget extraordinaire - Pour information -

-- Aankoop van diverse leveringen en/of diensten voor de behoeften van de diensten - Overheidsopdrachten van beperkte waarde gesloten door middel van een aanvaarde factuur - Week 47/24 - Buitengewone begroting - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 3 membres n'ont pas voté

Vu les articles 234 §3, 236 §1 §2 §3 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 – notamment son article 92 - relative aux marchés publics

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 - notamment ses articles 6, 7 et 124 - relatif à la passation

des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 - notamment les articles 1^{er} à 8, 12, 13, 17, 18, 44 à 65, 115 à 135 et 145 à 160 - établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 5 novembre 2024 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la procédure de passation et les conditions des marchés ayant pour objet «Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services» ;
Considérant que les dépenses seront financées par emprunts, subsides ou autres financements;
Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2024 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

PREND POUR INFORMATION :

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 novembre 2024 de passer le marché public de faible montant conclu par facture acceptée selon article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics , ayant pour objet l'« Acquisition de diverses fournitures et/ou divers services répondant aux besoins des services » selon la liste suivante :

Date collég e	BC	Article budgétaire	Service concerné	Objet de la dépense	Montant TVAC	Adjudicataire	BCE
19-nov	4139	136/744-51/ - /660-20240059	Garage	Achat d'outil de diagnostic et service TPMS	471,90 €	COCKAERTS & CO II	808942485
	4167	734/744-51/ - /921-20240210	Academie de Musique	Achat de deux hautbois	5.350,00 €	MUSIC COMPANY NY	466321362
	4175	734/744-51/ - /921-20240210	Academie de Musique	Achat d'une contrebasse	900,00 €	Yves Noel Laurent	71122510739
	4190	878/724-60/ - /700-20240173	Cimetière	Ossuaire	33.880,00 €	HOOLANTS BETON	408420181
	4204	722/744-51/ - /600-20240129	Bâtiment	Radiateur	857,79 €	CIPAC	445795568

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 234 §3, 236 §1 §2 §3 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet inzake overheidsopdrachten van 17 juin 2016 - in het bijzonder artikel 92 ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren - in het bijzonder artikelen 6, 7 en 124 ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten - in het bijzonder artikels 1 tot 8, 12, 13, 17, 18, 44 tot 65, 115 tot 135 en 145 tot 160 ;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;
Gelet op de beslissing van 5 november 2024 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de opdrachten met als voorwerp "Aankoop van diverse goederen en/of diensten om aan de behoeften van de diensten te voldoen" ;
Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen, toelagen en andere financieringen ;
Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2024;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE :

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 november 2024 tot plaatsing van een overheidsopdracht van beperkte waarde gesloten door middel van een aanvaarde factuur volgens artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, met als voorwerp de "Aankoop van diverse leveringen en / of diensten die beantwoorden aan de behoeften van de diensten" te plaatsen, volgens de volgende lijst:

Date collège	BC	Article budgétaire	Service concerné	Objet de la dépense	Mont ant TVAC	Adjudicataire	BCE
19-nov	4139	136/744-51/ - /660-20240059	Garage	Achat d'outil de diagnostic et service TPMS	471,90 €	COCKAER TS & CO II	808942485
	4167	734/744-51/ - /921-20240210	Academie de Musique	Achat de deux hautbois	5.350,00 €	MUSIC COMPANY	466321362
	4175	734/744-51/ - /921-20240210	Academie de Musique	Achat d'une contrebasse	900,00 €	Yves Noel Laurent	71122510739
	4190	878/724-60/ - /700-20240173	Cimetière	Ossuaire	33.880,00 €	HOOLANT S BETON	408420181
	4204	722/744-51/ - /600-20240129	Bâtiment	Radiateur	857,79 €	CIPAC	445795568

* * * * *

Après le point 98 vote nominal auquel participent les conseillers communaux suivants --
 Na het punt 98 hoofdelijke stemming waaraan de volgende gemeenteraadsleden deelnemen : M.-h. Frederic Nimal; MM.-hh. Vincent Vanhalewyn, Mehmet Bilge; Mmes-mevr. Adelheid Byttebier, Sihame Haddioui; MM.-hh. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove; MM.-hh. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mme-mevr. Cécile Jodogne, MM.-hh. Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mme-mevr. Angelina Chan, M.-h. Hasan Koyuncu, Mmes-mevr. Done Sonmez, Lorraine De Fierlant, MM.-hh. Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mmes-mevr. Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, MM.-hh. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkouï, Mmes-mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, MM.-hh. Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Yuri De Belder, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mme-mevr. Marie Gervais, MM.-hh. Anthony Baert, Anton Schuurmans.

* * * * *

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : O

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE/VOTE ANONYME – GEEN STEM/ANONIEME STEMMING : —

Points de l'O.J. Punten agenda	2-10, 24-28, 31-60, 62- 75, 77-79, 97-98	80-96, 100- 101	15-18	19, 21-23
VANHALEWYN VINCENT	0	0	0	0
BILGE MEHMET	—	—	—	—
BYTTEBIER ADELHEID	0	0	0	0
ECHOUEL MOHAMED	—	—	—	—
DE HERDE MICHEL	—	—	—	—
HADDIOUI SIHAME	—	—	—	—
LORENZINO DEBORAH	—	—	—	—
ERALY THOMAS	0	0	0	0
VAN DEN HOVE QUENTIN	0	0	0	0
GUILLAUME BERNARD	0	0	-	N
CLERFAYT BERNARD	0	0	0	0
VERZIN GEORGES	0	0	-	-
JODOGNE CÉCILE	0	0	0	0
OZKARA EMIN	0	—	0	0
KOKSAL SADIK	0	0	-	N
DONMEZ IBRAHIM	0	0	-	-
BOUHJAR ABOBAKRE	0	0	-	-
CHAN ANGELINA	0	0	-	N
KOYUNCU HASAN	0	0	-	-
SONMEZ DONE	0	0	-	-
DE FIERLANT LORRAINE	—	—	—	—
BEN ADDI TAOUFIK	0	—	-	-
DEGREZ MATTHIEU	0	0	-	-
GERAETS CLAIRE	—	—	—	—
LAHSSAINI LEILA	0	0	-	-
BEN ABOU FATIMA	0	—	-	-
PETRE LUCIE	0	0	0	0
EL KARAOUI ABDELHAKIM	0	0	-	-
DOGANCAN KOTAAGLU EMEL	—	—	—	—
YILDIZ YUSUF	0	0	-	-
ABKOU MOHAMMED	0	0	-	-
BELKHATIR NAIMA	0	0	-	-
KOSE EMEL	0	0	-	-
LOODTS VANESSA	0	0	0	0
BOUKHARI HAMZA	—	—	—	—
MAHIEU CEDRIC	—	—	—	—
EL YAKOUBI ELYASS	0	0	0	0
BAH MAMADOU	0	0	0	0
DE BELDER YURI	0	0	-	-
VANBAELEN QUENTIN	0	0	-	-
BAUDAUX MAXIME	0	0	0	0
SCHIFFELEERS DIDIER	0	0	0	0
GERVAIS MARIE	0	0	0	0
BAERT ANTHONY	0	0	0	0
SCHUURMANS ANTON	0	0	0	0
UZANZIGA ANGE-RAISSA	—	—	—	—
NIMAL FREDERIC	0	0	0	0
OUI-JA	36	33	17	17
NON-NEEN	0	0	0	3
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	0	0	19	16

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : 0

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE/VOTE ANONYME – GEEN STEM/ANONIEME STEMMING : —

Points de l'O.J. Punten agenda	29-30	11	14	20
VANHALEWYN VINCENT	0	0	0	0
BILGE MEHMET	—	—	—	—
BYTTEBIER ADELHEID	0	0	0	0
ECHOUEL MOHAMED	—	—	—	—
DE HERDE MICHEL	—	—	—	—
HADDIOUI SIHAME	—	—	—	—
LORENZINO DEBORAH	—	—	—	—
ERALY THOMAS	0	0	0	0
VAN DEN HOVE QUENTIN	0	0	0	0
GUILLAUME BERNARD	0	0	0	N
CLERFAYT BERNARD	0	0	0	0
VERZIN GEORGES	-	0	-	N
JODOGNE CÉCILE	0	0	0	0
OZKARA EMIN	0	0	0	0
KOKSAL SADIK	0	0	0	N
DONMEZ IBRAHIM	0	-	-	N
BOUHJAR ABOBAKRE	0	-	-	N
CHAN ANGELINA	0	0	0	N
KOYUNCU HASAN	0	-	-	N
SONMEZ DONE	0	-	-	N
DE FIERLANT LORRAINE	—	—	—	—
BEN ADDI TAOUFIK	0	-	-	N
DEGREZ MATTHIEU	0	-	-	N
GERAETS CLAIRE	—	—	—	—
LAHSSAINI LEILA	0	-	-	-
BEN ABBOU FATIMA	0	-	-	N
PETRE LUCIE	0	0	0	0
EL KARAOUI ABDELHAKIM	0	-	-	N
DOGANCAN KOTAOGU EMEL	—	—	—	—
YILDIZ YUSUF	0	-	-	N
ABKOU MOHAMMED	0	-	-	N
BELKHATIR NAIMA	0	-	-	N
KOSE EMEL	0	-	-	-
LOODTS VANESSA	0	0	0	0
BOUKHARI HAMZA	—	—	—	—
MAHIEU CEDRIC	—	—	—	—
EL YAKOUBI ELYASS	0	0	0	0
BAH MAMADOU	0	0	0	0
DE BELDER YURI	0	-	-	-
VANBAELEN QUENTIN	0	-	-	-
BAUDAUX MAXIME	0	0	0	0
SCHIFFELEERS DIDIER	0	0	0	0
GERVAIS MARIE	0	0	0	0
BAERT ANTHONY	0	0	0	0
SCHUURMANS ANTON	0	0	0	0
UZANZIGA ANGE-RAISSA	—	—	—	—
NIMAL FREDERIC	0	0	0	0
OUI-JA	35	21	20	17
NON-NEEN	0	0	0	15
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	1	15	16	4

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : O

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE/VOTE ANONYME – GEEN STEM/ANONIEME STEMMING : —

Points de l'O.J. Punten agenda	61	76
VANHALEWYN VINCENT	O	O
BILGE MEHMET	—	O
BYTTEBIER ADELHEID	O	O
ECHOUEL MOHAMED	—	—
DE HERDE MICHEL	—	—
HADDIOUI SIHAME	—	O
LORENZINO DEBORAH	—	—
ERALY THOMAS	O	O
VAN DEN HOVE QUENTIN	O	O
GUILLAUME BERNARD	O	O
CLERFAYT BERNARD	O	O
VERZIN GEORGES	-	O
JODOGNE CÉCILE	O	O
OZKARA EMIN	O	O
KOKSAL SADIK	O	O
DONMEZ IBRAHIM	-	O
BOUHJAR ABOBAKRE	-	O
CHAN ANGELINA	O	O
KOYUNCU HASAN	-	O
SONMEZ DONE	-	O
DE FIERLANT LORRAINE	—	—
BEN ADDI TAOUFIK	-	O
DEGREZ MATTHIEU	-	O
GERAETS CLAIRE	—	—
LAHSSAINI LEILA	N	O
BEN ABBOU FATIMA	-	O
PETRE LUCIE	O	O
EL KARAOUI ABDELHAKIM	-	O
DOGANCAN KOTAOGLU EMEL	—	—
YILDIZ YUSUF	-	O
ABKOUI MOHAMMED	-	O
BELKHATIR NAIMA	-	O
KOSE EMEL	O	O
LOODTS VANESSA	O	O
BOUKHARI HAMZA	—	—
MAHIEU CEDRIC	—	—
EL YAKOUBI ELYASS	O	O
BAH MAMADOU	O	O
DE BELDER YURI	N	O
VANBAELEN QUENTIN	N	O
BAUDAUX MAXIME	O	O
SCHIFFELEERS DIDIER	O	O
GERVAIS MARIE	O	O
BAERT ANTHONY	O	O
SCHUURMANS ANTON	O	O
UZANZIGA ANGE-RAISSA	—	—
NIMAL FREDERIC	O	O
OUI-JA	21	38
NON-NEEN	3	0
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	12	0

RÉSULTAT DES VOTES ANONYMES – UITSLAG VAN ANONIEME STEMMINGEN

NUMÉRO DU POINT / PUNT NUMMER	OUI/ JA	NON/ NEE	ABSTENTION/ ONTHOUDING
12	17	3	17
13	17	3	17

ORDRE DU JOUR (REPRISE) -- AGENDA (VERVOLG)

POINT(S) INSCRIT(S) À LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX -- PUNT(EN) OPGETEKEND OP VERZOEK VAN
GEMEENTERAADSLEDEN

SP 99.- Courrier concernant les rénovations de façades (Demande de Madame Leïla LAHSSAINI) -- Brief betreffende de gevelrenovaties (Verzoek van Mevrouw Leïla LAHSSAINI)

Madame Lahssaini expose son point
Monsieur le Bourgmestre ff répond
Madame Lahssaini réplique

La séance publique est levée à 22 heures -- De openbare vergadering wordt beëindigd om 22.00 uur.